

RAPPORT

DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO

Trente-quatrième session
Rome, 17- 24 novembre 2007



CONSEIL
(jusqu'au 31 décembre 2008)

Président indépendant du Conseil: Mohammed Saeid Naeini

Afrique du Sud ²	États-Unis d'Amérique ³	Niger ³
Allemagne ²	Fédération de Russie ³	Pakistan ¹
Arabie saoudite ¹	France ¹	Panama ²
Australie ¹	Gabon ²	République de Corée ²
Bangladesh ²	Inde ¹	République de Moldova ³
Belgique ³	Indonésie ¹	Royaume-Uni ¹
Bolivie ³	Iran (République islamique d') ²	Sénégal ³
Brésil ³	Italie ¹	Soudan ³
Canada ³	Japon ²	Suède ¹
Chili ²	Kenya ³	Thaïlande ²
Chine ²	Koweït ³	Trinité-et-Tobago ³
Congo ³	Liban ¹	Turquie ³
Côte d'Ivoire ¹	Madagascar ¹	Ukraine ²
Cuba ³	Malaisie ²	Uruguay ²
Égypte ¹	Maroc ³	Zambie ¹
El Salvador ¹	Mexique ³	
Éthiopie ²	Nigéria ¹	

¹ Mandat expirant le 31 décembre 2008.

² Mandat expirant à la fin de la trente-sixième session de la Conférence (2009).

³ Mandat expirant le 31 décembre 2010.

CONSEIL
(à partir du 1^{er} janvier 2007)

Président indépendant du Conseil: Mohammed Saeid Naeini

Afghanistan ³	Australie ³	Brésil ²
Afrique du Sud ¹	Bangladesh ¹	Canada ²
Allemagne ¹	Belgique ²	République de Corée ¹
Arabie saoudite ³	Bolivie ²	République de Moldova ¹
Chili ¹	Indonésie ³	République-Unie de Tanzanie ³
Chine ¹	Iran (République islamique d') ¹	Royaume-Uni ³
Congo ²	Italie ³	Sénégal ²
Cuba ²	Japon ¹	Soudan ²
Égypte ³	Kenya ²	Thaïlande ¹
El Salvador ³	Koweït ²	Trinité-et-Tobago ²
États-Unis d'Amérique ²	Malaisie ¹	Turquie ²
Éthiopie ¹	Mauritanie ³	Ukraine ¹
Fédération de Russie ²	Maroc ²	Uruguay ¹
France ³	Mexique ²	Zimbabwe ³
Gabon ¹	Niger ²	
Ghana ³	Norvège ³	
Inde ³	Pakistan ³	
	Panama ¹	

¹ Mandat expirant à la fin de la trente-sixième session de la Conférence (2009).

² Mandat expirant le 31 décembre 2010.

³ Mandat expirant à la fin de la trente-septième session de la Conférence (2011).

RAPPORT

DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO

Trente-quatrième session
Rome, 17-24 novembre 2007

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies (FAO) pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

ISBN 978-92-5-205802-1

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au:
Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques
Division de la communication, FAO
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie
ou, par courrier électronique, à:
copyright@fao.org

Table des matières

	Paragraphes
INTRODUCTION	1-9
VINGT-CINQUIÈME CONFÉRENCE MCDOUGALL	1
REMISE DES PRIX B.R. SEN	2-4
REMISE DU PRIX A.H. BOERMA	5
REMISE DU PRIX EDOUARD SAOUMA	6-7
MÉDAILLE MARGARITA LIZÁRRAGA	8
IN MEMORIAM	9
INTRODUCTION ET EXAMEN DE LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE	10-49
ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS	10-11
CONSTITUTION DU BUREAU ET DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS	12
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DE LA SESSION	13-37
<i>Constitution des Commissions et désignation de leurs Présidents,</i>	
<i>Vice-Présidents et Comités de rédaction</i>	15-19
<i>Comité des Résolutions de la Conférence</i>	20-22
<i>Droit de réponse</i>	23
<i>Procès-verbaux</i>	24
<i>Vérification des pouvoirs</i>	25-26
<i>Événements spéciaux de haut niveau</i>	27-28
<i>Droits de vote (RÉSOLUTION 1/2007)</i>	29-37
ADMISSION DES OBSERVATEURS	38-41
<i>Demandes d'admission à la qualité de membre</i>	38
<i>Admission d'observateurs d'États non membres</i>	39
<i>Mouvements de libération</i>	40
<i>Organisations intergouvernementales et organisations internationales non gouvernementales</i>	41

EXAMEN DE LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE	42-49
QUESTIONS DE FOND ET DE POLITIQUE GÉNÉRALE AYANT TRAIT À L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE	50-81
RAPPORT DE SITUATION SUR L'APPLICATION DU PAN D'ACTION POUR LA PARITÉ HOMMES-FEMMES ET LE DÉVELOPPEMENT	50-56
RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR L'EXAMEN TRIENNAL D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DU DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES (RÉSOLUTION 2/2007)	57-64
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL ONU/FAO	65-69
ANNÉE INTERNATIONALE DE LA POMME DE TERRE 2008	70-77
ANNÉE INTERNATIONALE DES FIBRES NATURELLES 2009	78-81
QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME ET AU BUDGET	82-108
RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME 2004-2005	82-85
RAPPORT D'ÉVALUATION DU PROGRAMME	86-88
PROGRAMME DE TRAVAIL ET DE BUDGET 2008-09 (RÉSOLUTIONS 3/2007 ET 4/2007)	89-103
ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE DE LA FAO (RÉSOLUTION 5/2007)	104-108
QUESTIONS JURIDIQUES, ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES	109-128
ADOPTION DU RUSSE EN TANT QUE LANGUE DE L'ORGANISATION (AMENDMENT DE L'ARTICLE XXII DE L'ACTE CONSTITUTIF DE L'ARTICLE XLVII DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION) (RÉSOLUTIONS 6/2007 ET 7/2007)	109-113
AUTRES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES	114-117
<i>Rationalisation des règles d'adhésion aux Comités dits « ouverts » du Conseil de la FAO (RÉSOLUTION 8/2007)</i>	114-115
<i>Amendements du Règlement général de l'Organisation</i>	116-117
COMPTES VÉRIFIÉS 2004-2005 (RÉSOLUTION 9/2007)	118
BARÈME DES CONTRIBUTIONS 2008-2009 (RÉSOLUTION 10/2007)	119-120

PAIEMENT PAR LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DES DÉPENSES ADMINISTRATIVES ET AUTRES DÉCOULANT DE SON STATUT DE MEMBRE DE L'ORGANISATION	121-127
AUTRES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES <i>Déclaration d'un représentant des associations du personnel de la FAO</i>	128 128
NOMINATIONS ET ÉLECTIONS	129-134
DEMANDES D'ADMISSION À LA QUALITÉ DE MEMBRE DE L'ORGANISATION	129-134
ÉLECTION DES MEMBRES DU CONSEIL	135
NOMINATIONS <i>Nomination du Président indépendant du Conseil</i> (RÉSOLUTION 11/2007) <i>Nomination des Représentants de la Conférence de la FAO au Comité de la Caisse des pensions du personnel de la FAO</i>	136-138 136-137 138
AUTRES QUESTIONS	139-150
DATE ET LIEU DE LA TREnte-CINQUIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE	139
RAPPORTS DE LA CONFÉRENCE TECHNIQUE INTERNATIONALE SUR LES RESSOURCES ZOOGÉNÉTIQUES (INTERLAKEN (SUISSE), 3-7 SEPTEMBRE 2007) ET DE LA ONZIÈME SESSION ORDINAIRE DE LA COMMISSION DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (ROME, 11-15 JUIN 2007) (RÉSOLUTION 12/2007)	140-147
MESURES DESTINÉES À AMÉLIORER LA SITUATION DE TRÉSORERIE DE L'ORGANISATION (RÉSOLUTIONS 13/2007 ET 14/2007)	148
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE ÉQUITABLE ET ÉQUILIBRE HOMMES-FEMMES DANS LA STRUCTURE DU CADRE ORGANIQUE	149-150

ANNEXES

- A** Ordre du jour de la trente-quatrième session de la Conférence
- B** Liste des délégués et observateurs
- C** Liste des documents
- D** Rapport de l'Événement spécial de haut niveau sur le rôle de l'aquaculture dans le développement rural
- E** Rapport de l'Événement spécial de haut niveau sur les forêts et l'énergie
- F** Rapport de l'Événement spécial de haut niveau sur le financement de l'agriculture
- G** Rapport de l'Événement spécial de haut niveau sur la qualité et la sécurité sanitaire des aliments
- H** Rapport de l'Événement spécial de haut niveau sur l'aide au commerce et à la sécurité alimentaire
- I** Barème des contributions 2008-2009

INTRODUCTION

VINGT-CINQUIÈME CONFÉRENCE MCDOUGALL¹

1. M. Moussa Hussein Abdullah Al-Sarraf, Ministre koweïtien des travaux publics et Ministre d'État chargé de la ville, a donné, au nom du cheikh Nasser Al Mohamed Al Ahmad Al Sabah, Premier Ministre du Koweït, la vingt-cinquième Conférence McDougall à la mémoire de Frank Lidgett MacDougall, l'un des pères fondateurs de l'Organisation.

REMISE DES PRIX B.R. SEN²

2. Le Prix B.R. Sen, décerné chaque année en reconnaissance du rôle de l'ancien Directeur général, M. B.R. Sen, qui a transformé l'institut d'étude qu'était la FAO en une organisation de développement, est remis à chaque session ordinaire de la Conférence à un fonctionnaire de terrain qui a contribué de façon remarquable au développement du pays ou du groupe de pays auquel il est affecté.

3. En 2006, le Prix B.R. Sen a été décerné à M. Brian Dugdill, citoyen britannique, en reconnaissance des résultats remarquables de son système novateur couvrant l'ensemble de la chaîne alimentaire des produits laitiers, « du producteur au consommateur », système qu'il avait élaboré en Mongolie alors qu'il était Conseiller technique principal d'un projet financé par le Japon. M. Dugdill et son équipe de projet ont introduit six modèles visant à transporter le lait des zones rurales vers les centres urbains de façon sûre et économique, en mettant un accent particulier sur la qualité du produit et sa rentabilité. Ces modèles étaient alors utilisés à des fins commerciales par des partenaires des secteurs public et privé situés dans seize points du centre de la Mongolie, région où vit la majeure partie de la population urbaine. La Mongolie s'était ainsi engagée sur la voie de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire en matière de lait et de produits laitiers, une résolution adoptée par le gouvernement en 2006 ayant en outre institutionnalisé cette « révolution blanche » en élaborant un programme laitier national. La clairvoyance de M. Dugdill, son autorité et le sérieux de ses compétences techniques ont joué un rôle de catalyseur pour parvenir à ces résultats rapides.

4. En 2007, le Prix B.R. Sen a été décerné à M. Shin Imai, citoyen japonais, en reconnaissance de son rôle moteur pour adapter et appliquer une approche de développement rural innovante à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des moyens d'existence, lorsqu'il travaillait en Indonésie dans le cadre du Programme spécial régional pour la sécurité alimentaire en qualité de coordinateur des PSSA financés par le Japon au Bangladesh, en Indonésie, en République démocratique populaire lao et à Sri Lanka. L'approche utilisée pour ces projets intégrait trois instruments: le Plan pour le développement des groupements d'agriculteurs, qui est un outil de planification des interventions sur le terrain; le Système de fonds renouvelables, un outil de gestion de micro-finance; et le Projet d'analyse vectorielle, un outil permettant de contrôler et d'évaluer les résultats d'un projet. Cette approche a amélioré la capacité de planification des petits agriculteurs, accordant une attention particulière aux segments les plus pauvres et les plus désavantagés de la communauté tout en introduisant des dispositifs institutionnels appropriés. La coordination efficace de M. Imai et la vigueur de son engagement professionnel ont été essentiels à la bonne application de cette approche par les unités de gestion des projets des quatre pays. Dans le cadre de leurs efforts pour réduire de manière importante la pauvreté, les quatre gouvernements ont entrepris des actions concrètes visant à reproduire ces méthodes et à en propager l'utilisation dans des domaines plus larges au sein de leurs pays respectifs.

¹ C 2007/INF/9; C 2007/PV/1; C 2007/PV/11.

² C 2007/INF/6; C 2007/PV/1; C 2007/PV/11.

REMISE DU PRIX A.H. BOERMA³

5. Le Prix A.H. Boerma pour 2006-2007 a été décerné conjointement à Mme Elisabeth Rosenthal, correspondante (santé, sciences, environnement) aux quotidiens International Herald Tribune/New York Times, pour sa contribution remarquable à la sensibilisation du public à la grippe aviaire et à d'autres problèmes liés à la sécurité alimentaire et à M. Hany El Banna, journaliste et rédacteur en chef du périodique "The Agricultural Magazine" qui, depuis plus de trente ans, s'attache à sensibiliser l'opinion publique aux problèmes agricoles de la région Proche-Orient.

REMISE DU PRIX ÉDOUARD SAOUMA⁴

6. Le Prix Édouard Saouma est remis tous les deux ans à une institution qui a exécuté de façon particulièrement efficace un projet financé par le Programme de coopération technique (PCT). Le Prix pour 2006-2007 a été remis à la "Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca y Alimentos" (SAGPyA) de l'Argentine pour sa contribution exceptionnelle à l'exécution d'un projet du PCT ayant trait au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

7. L'institution était représentée lors de la cérémonie par l'Ambassadeur de l'Argentine auprès de la FAO, Son Excellence, Victorio José María Taccetti, qui avait été désigné pour recevoir le Prix au nom du Secrétaire de la SAGPyA, Son Excellence Javier de Urquiza et son équipe. L'institution a fait preuve de capacités exceptionnelles de coordination et d'organisation et a joué un rôle primordial par son effet catalyseur, puisque le projet a débouché sur l'adoption de la décision la plus importante des quinze dernières années dans le secteur céréalier, visant à différencier les céréales selon les divers usages auxquels elles sont destinées. Le dévouement, le professionnalisme, la motivation et l'enthousiasme du personnel de la SAGPyA ont joué un rôle décisif dans la bonne exécution du projet. Les résultats de ce projet ont été appliqués dans la pratique par plusieurs institutions gouvernementales et privées, dans le cadre de nouveaux scénarios de ségrégation et de traçabilité, contribuant ainsi à renforcer le rôle de l'Argentine dans le cadre du Protocole de Cartagena et la mettant en mesure de jouer un rôle de premier plan dans les débats sur les questions liées au Codex Alimentarius.

MÉDAILLE MARGARITA LIZÁRRAGA⁵

8. La médaille Margarita Lizárraga pour 2006-2007 a été décernée au Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est (SEAFDEC), organisation intergouvernementale ayant pour mandat la promotion du développement des pêches en Asie du Sud-Est. Le Centre s'est consacré à la régionalisation du Code de conduite pour une pêche responsable et a achevé les procédures y afférentes avec la publication de quatre Directives régionales pour une pêche responsable en Asie du Sud-Est, concernant les opérations de pêche, l'aquaculture, l'aménagement des pêches, les pratiques après capture et le commerce. Il a également préparé des directives supplémentaires en matière de cogestion. Le Centre a été félicité pour sa contribution remarquable et concrète à l'application du Code.

IN MEMORIAM⁶

9. La Conférence a observé une minute de silence à la mémoire des fonctionnaires morts au service de l'Organisation depuis sa dernière session. Les noms des fonctionnaires décédés, qui ont été lus à haute voix, figurent dans les comptes rendus *in extenso* de la Conférence.

³ C 2007/INF/7; C 2007/PV/2; C 2007/PV/11.

⁴ C 2007/LIM/6; C 2007/PV/2; C 2007/PV/11.

⁵ C 2007/LIM/6; C 2007/PV/2; C 2007/PV/11.

⁶ C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

INTRODUCTION ET EXAMEN DE LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS⁷

10. La Conférence a élu Carlos Vallejo López (Équateur) Président de sa trente-quatrième session.
11. La Conférence a élu ses trois Vice-Présidents:

Kaman Nainggolan (Indonésie)
Abu Baker Al-Mabrouk Al-Mansouri (Jamahiriya arabe libyenne)
Vladimir Iosifov (Fédération de Russie)

CONSTITUTION DU BUREAU ET DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS⁸

12. Sur proposition du Conseil, la Conférence a élu:

Sept Membres du Bureau

Chine	Koweït
Danemark	Nouvelle-Zélande
Gabon	États-Unis d'Amérique
Guatemala	

Neuf Membres de la Commission de vérification des pouvoirs

Autriche	Gabon	Saint-Marin
Canada	Malaisie	Ukraine
El Salvador	Oman	Zambie

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DE LA SESSION⁹

13. La Conférence a adopté son ordre du jour tel qu'amendé par le Bureau et tel qu'il figure à l'Annexe A du présent rapport.
14. La Conférence a adopté les dispositions et le calendrier proposés par le Conseil à sa cent trente-deuxième session, tels qu'approuvés par le Bureau.

⁷ C 2007/LIM/8; C 2007/PV/1; C 2007/PV/11.

⁸ C 2007/LIM/4; C 2007/LIM/8; C 2007/LIM/10; C 2007/PV/1; C 2007/PV/11.

⁹ C 2007/1; C 2007/12-Rev.1; C 2007/INF/4; C 2007/LIM/9; C 2007/LIM/10; C 2007/LIM/18; C 2007/LIM/20; C 2007/LIM/21; C 2007/PV/2; C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

*Constitution des Commissions et désignation de leurs Présidents,
Vice-Présidents et Comités de rédaction*

15. La Conférence a souscrit à la recommandation du Conseil d'établir deux commissions chargées d'examiner les parties I et II de l'ordre du jour et de faire rapport à leur sujet.
16. Conformément aux dispositions des Articles VII et XXIV-5 b) du Règlement général de l'Organisation, le Conseil a élu à sa cent trente-deuxième session l'Ambassadeur Mario Arvelo Caamaño (République Dominicaine) Président de la Commission II et il a élu à sa cent trente-troisième session l'Ambassadeur Christer Wretborn (Suède), Président de la Commission I. La Conférence a approuvé ces nominations.

17. Mme Hasanthi Dissanayake (Sri Lanka) a été élue Présidente du Comité de rédaction de la Commission I, dont la composition est la suivante: Afrique du Sud, Bolivie, Canada, Colombie, Indonésie, Irlande, Japon, Nouvelle Zélande, Portugal, Qatar, Slovénie, Sri Lanka, et Tanzanie.

18. L'Ambassadeur Zohrab V. Malek (Arménie) a été élu Président du Comité de rédaction de la Commission II, dont la composition est la suivante: Afghanistan, Allemagne, Argentine, Australie, Brésil, Cameroun, États-Unis d'Amérique, France, Inde, Japon, Koweït, Ouganda, Pakistan et Portugal.

19. La Conférence, compte tenu des propositions du Bureau et conformément à l'Article XIII-2 du Règlement général de l'Organisation, a également nommé les Vice-présidents ci-après:

Commission I	M. Abdelmalek Tittah (Algérie) Mme Hedwig Wögerbauer (Autriche)
Commission II	M. James Melanson (Canada) M. Yaya Olaniran(Nigeria)

Comité des Résolutions de la Conférence

20. La Conférence a fait sienne la recommandation formulée par le Conseil à sa cent trente-deuxième session de créer un Comité des résolutions composé de sept membres, un pour chaque région de la FAO, et a désigné les Membres ci-après:

Afrique	:	Madagascar
Asie	:	Philippines
Europe	:	Italie
Amérique latine et Caraïbes	:	Paraguay
Proche-Orient	:	Égypte
Amérique du Nord	:	Canada
Pacifique Sud-Ouest	:	Australie

21. La Conférence a fait sienne la recommandation du Bureau tendant à ce que le Comité des résolutions soit présidé par M. Yasser Abdel Rahman Sorour (Égypte).

22. La Conférence a approuvé les fonctions du Comité des résolutions et les critères applicables à la formulation des résolutions, comme indiqués à l'Annexe C du document C 2007/12-Rev.1.

Droit de réponse

23. La Conférence a confirmé la décision qu'elle avait prise à ses sessions précédentes, selon laquelle, si un membre souhaite répondre à des critiques concernant la politique de son gouvernement, il doit le faire de préférence l'après-midi du jour où ces critiques ont été émises, après que toutes les personnes désireuses de participer au débat ont eu la possibilité de prendre la parole.

Procès-verbaux

24. Comme prévu à l'Article XVIII-1 du Règlement général de l'Organisation, il est établi un procès-verbal de toutes les séances plénieries et de toutes les séances des commissions de la Conférence. La Conférence a approuvé la recommandation du Bureau d'insérer dans le procès-verbal les déclarations qui, faute de temps, n'ont pu être prononcées, en tenant compte, toutefois, des conditions stipulées par le Bureau.

Vérification des pouvoirs

25. Les pouvoirs des délégations de 172 Membres ont été reconnus valides. Les autres membres n'ont pas présenté de pouvoirs valides.

26. Les pouvoirs des représentants de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et des organismes apparentés ont été dûment déposés comme prescrit à l'Article III-2 du Règlement général de l'Organisation.

Événements spéciaux de haut niveau

27. La Conférence a noté que les cinq événements spéciaux ci-après se sont tenus:

- Le rôle de l'aquaculture dans le développement durable
- Forêts et énergie
- Le financement de l'agriculture
- Qualité et sécurité sanitaire des aliments
- Aide au commerce et sécurité alimentaire

28. Des rapports sur les événements spéciaux de haut niveau ont été présentés en plénière et sont reproduits aux *Annexes D, E, F, G et H* au présent rapport.

Droits de vote

29. La Conférence a noté qu'au début de la session, conformément aux dispositions de l'Article III-4 de l'Acte constitutif, 22 États Membres (Antigua-et-Barbuda, Argentine, Burundi, Comores, Costa Rica, République démocratique du Congo, Gambie, Guinée-Bissau, îles Salomon, Iraq, Kirghizistan, Libéria, Nauru, Nicaragua, Palaos, Paraguay, République centrafricaine, République dominicaine, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tadjikistan) ne pouvaient participer aux scrutins de la Conférence, le montant de leurs arriérés de contributions à l'Organisation étant supérieur à la contribution due par eux pour les deux années civiles précédentes.

30. Par la suite, un de ces États Membres (Nicaragua) a versé un montant suffisant pour retrouver son droit de vote.

31. Trois États Membres (Nauru, Palaos et Turkménistan) n'étaient pas inscrits à la Conférence et n'ont pas demandé d'autorisation spéciale.

32. Six États Membres participant à la session (Antigua-et-Barbuda, Comores, Guinée-Bissau, îles Salomon, Kirghizistan et Sao Tomé-et-Principe) n'avaient pas demandé le rétablissement de leur droit de vote.

33. Douze États Membres avaient demandé une autorisation spéciale au titre de l'Article III.4 de l'Acte constitutif et le rétablissement de leur droit de vote (Argentine, Costa Rica, Gambie,

Iraq, Libéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République dominicaine, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tadjikistan).

34. La Conférence a été informé du fait que le Gouvernement iraquiens avait demandé au Directeur général de soumettre à la trente-quatrième session de la Conférence une demande visant à annuler 70 pour cent de ses arriérés accumulés avant le 1^{er} janvier 2004 et à modifier le taux de contribution du pays afin de refléter la détérioration exceptionnelle de sa situation financière.

35. La Conférence a décidé de rétablir le droit de vote de l'Iraq. Compte tenu de la complexité des questions soulevées par l'Iraq, elle a toutefois décidé de les soumettre au Comité financier, au CQCJ et à l'ONU, selon qu'il conviendra, pour complément d'examen et avis.

36. Après une évaluation cas par cas, la Conférence a également décidé de rétablir le droit de vote de onze États Membres qui avaient demandé une autorisation spéciale au titre de l'Article III.4 de l'Acte constitutif et la permission de voter: Argentine, Costa Rica, Gambie, Libéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République dominicaine, Sierra Leone, Somalie, Soudan et Tadjikistan.

37. La Conférence a en outre décidé de rétablir le droit de vote du Burundi en acceptant de considérer qu'avec les versements prévus au titre du plan de paiement échelonné qu'il avait proposé, il s'acquittait de ses obligations financières à l'égard de l'Organisation. À cet effet, la Conférence a adopté la résolution ci-après:

RÉSOLUTION 1/2007
Paiement des contributions - Burundi

LA CONFÉRENCE,

Notant que le Gouvernement burundais a proposé d'échelonner le règlement de ses arriérés de contributions sur une période de trois années commençant en 2008, ces règlements échelonnés s'ajoutant au versement de sa contribution l'année civile de la mise en recouvrement,
Décide ce qui suit:

1. Nonobstant les dispositions de l'article 5.5 du Règlement financier, les arriérés de contributions du Burundi, d'un montant total de 90 768,33 dollars des États-Unis et 7 024,74 euros, seront réglés au moyen de trois versements annuels de 30 256,11 dollars des États-Unis et 2 341,58 euros, de 2008 à 2010.
2. Le premier versement sera exigible le 1^{er} janvier 2008.
3. Par le versement annuel des montants échelonnés susmentionnés, s'ajoutant au règlement des contributions dues l'année civile de mise en recouvrement et des éventuelles avances au Fonds de roulement, le Burundi sera considéré comme s'étant acquitté de ses obligations financières à l'égard de l'Organisation.
4. Les versements seront exigibles selon les modalités prévues à l'article 5.5 du Règlement financier.
5. Deux défaillances de versement des montants échelonnés rendront le présent plan nul et non avenu.

(Adoptée le 24 novembre 2007)

ADMISSION D'OBSERVATEURS¹⁰

Demandes d'admission à la qualité de membre

38. Le Directeur général avait provisoirement invité les États ayant demandé à être admis à la qualité de membre à se faire représenter par des observateurs jusqu'à ce qu'il ait été statué sur

¹⁰ C 2007/13; C 2007/LIM/9; C 2007/PV/2; C 2007/PV/11.

leurs demandes. La Conférence a approuvé les invitations adressées par le Directeur général à la Principauté d'Andorre, à la République du Monténégro et aux Îles Féroé.

Admission d'observateurs d'États non membres

39. La Conférence a confirmé l'invitation adressée par le Directeur général à la Principauté d'Andorre, à la République du Monténégro et aux Îles Féroé à participer à la session en qualité d'observateur.

Mouvements de libération

40. La Conférence a confirmé l'invitation adressée par le Directeur général, sur proposition du Conseil à sa cent trente-deuxième session, à l'Organisation de libération de la Palestine.

Organisations intergouvernementales et organisations internationales non gouvernementales

41. La Conférence a examiné la liste des organisations intergouvernementales et des organisations internationales non gouvernementales auxquelles le Directeur général avait provisoirement adressé une invitation à participer à la session et a confirmé ces invitations provisoires.

EXAMEN DE LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE¹¹

42. Cent quatorze Chefs de délégation et le Saint-Siège sont intervenus sur ce point de l'ordre du jour. Les Membres ont formulé des observations sur la situation générale de l'agriculture et de la sécurité alimentaire mondiale. Nombre d'entre eux ont également fourni des informations sur les problèmes se posant dans leur pays en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire. Quatre observateurs ont également pris la parole.

43. La Conférence a pris acte avec préoccupation de la persistance de la pauvreté, de la faim et de la sous-alimentation dans de nombreux pays du monde, ainsi que de la lenteur des progrès accomplis en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment le premier objectif, et celui du Sommet mondial de l'alimentation, à savoir réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation pour 2015 au plus tard. Elle a toutefois noté avec satisfaction que l'on reconnaissait de plus en plus, au niveau international, le rôle important du développement rural dans la réalisation de ces objectifs et le rôle crucial du secteur agricole, en particulier pour réduire la faim et la pauvreté dans le monde. Elle a notamment souligné l'importance des investissements et des dépenses publiques pour garantir la fourniture de biens publics essentiels encourageant le développement agricole et rural. Elle a également souligné la nécessité d'assurer un accès adéquat des petits agriculteurs aux technologies appropriées et aux financements.

44. La Conférence a souligné la nécessité de concilier l'augmentation de la production agricole, qui permettra de nourrir une population mondiale en expansion, et l'utilisation durable de nos ressources naturelles ainsi que la préservation des services environnementaux fondamentaux. Elle s'est déclarée particulièrement préoccupée des effets des changements climatiques, notamment sur les pays et les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Elle a noté que l'agriculture, qui est en soi une source d'émission de gaz à effet de serre, serait probablement l'un des secteurs les plus touchés par les changements climatiques, mais qu'elle avait également des solutions à offrir. À cet égard, la Conférence a souligné la nécessité d'adopter des stratégies visant à éviter et atténuer les effets des changements climatiques. Elle a également noté la fréquence accrue des catastrophes naturelles et des épisodes climatiques extrêmes, qui étaient l'une des conséquences des changements climatiques mondiaux. À ce propos, la

¹¹ C 2007/2; C 2007/PV/4; C 2007/PV/5; C 2007/PV/6; C 2007/PV/7; C 2007/PV/8; C 2007/PV/11.

Conférence a souligné l'importance des programmes d'alerte rapide et d'aide d'urgence de la FAO. La Conférence a également souligné la nécessité de prendre des mesures appropriées afin d'assurer la préservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources en eau. L'importance d'une gestion durable des ressources halieutiques et forestières a également été soulignée.

45. La Conférence a pris note des changements de grande ampleur survenus sur les marchés mondiaux des produits agricoles. Elle s'est déclarée préoccupée par les effets de la hausse des prix des produits de base sur l'accès aux aliments et la sécurité alimentaire dans de nombreux pays. Elle a également appelé l'attention sur la croissance rapide de la production de biocarburants, qui avait un effet important sur les marchés des produits agricoles. Elle a reconnu que si le développement de la production de biocarburants pouvait présenter des perspectives intéressantes pour les producteurs agricoles des pays en développement, il risquait également d'avoir des conséquences négatives sur la sécurité alimentaire, du fait de la concurrence avec la production vivrière pour l'utilisation des terres et des ressources naturelles et de la hausse des prix des produits alimentaires. Elle a demandé au Secrétariat d'analyser les effets du développement des biocarburants sur le plan économique ainsi que sur celui de l'environnement et de la sécurité alimentaire. À cet égard, les participants ont appuyé les conférences de haut niveau prévues par la FAO en 2008, notamment en ce qui concerne les effets des changements climatiques et les bioénergies.

46. De nombreux Membres ont également souligné l'importance d'un système commercial international libre et fondé sur des règles équitables; ils ont appelé à conclure rapidement et de manière positive le Cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha. Plusieurs Membres ont également demandé une assistance technique pour le renforcement des capacités dans ce domaine.

47. Des Membres ont mentionné un certain nombre d'autres domaines prioritaires pour la FAO, y compris les ravageurs et les maladies transfrontières (notamment la grippe aviaire), les effets du VIH/SIDA, le travail normatif dans le cadre de la Commission du Codex Alimentarius, la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), la concrétisation progressive du droit à l'alimentation ainsi que la collecte et la diffusion de données et d'informations statistiques. L'accent a été mis en particulier sur le rôle de la FAO en tant qu'organisation du savoir. Plusieurs Membres ont également souligné le rôle critique des femmes dans le développement agricole et rural et ont instamment invité à poursuivre l'intégration des questions de parité dans les activités de la FAO.

48. La Conférence a confirmé le rôle important de la FAO dans la fourniture d'une assistance technique aux États Membres, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Plusieurs Membres ont spécifiquement reconnu la contribution importante de la FAO à leurs efforts nationaux de développement.

49. La Conférence a réaffirmé le rôle indispensable de la FAO, qui continuait à fournir nombre de services irremplaçables, mais a noté la nécessité de réformer la FAO pour lui permettre de bien remplir son mandat. Elle s'est félicitée du rapport de l'Évaluation externe indépendante (EEI), une étude bien documentée et détaillée qui servira de base pour la réforme de la FAO, dans le cadre de la réforme d'ensemble du système des Nations Unies, afin de renforcer l'Organisation et d'améliorer son efficience et son efficacité. Elle s'est également félicitée de la réponse de principe de la Direction à ce rapport, qui avait été préparée par le Secrétariat.

QUESTIONS DE FOND ET DE POLITIQUE GÉNÉRALE AYANT TRAIT À L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE

RAPPORT DE SITUATION SUR L'APPLICATION DU PLAN D'ACTION POUR LA PARITÉ HOMMES-FEMMES ET LE DÉVELOPPEMENT¹²

50. La Conférence a rappelé qu'à sa trente-troisième session, en novembre 2005, elle avait demandé à l'Organisation de préparer un nouveau Plan d'action pour la parité hommes-femmes et le développement (2008-2013) et d'élaborer le troisième rapport de situation sur l'application du Plan d'action en cours pour la parité hommes-femmes et le développement (2002-2007).

51. Les Membres ont accueilli favorablement le nouveau Plan et se sont félicités du fait que le document avait été rédigé avec la pleine participation des divisions techniques. Ils se sont déclarés satisfaits de l'incorporation du Plan dans le Programme de travail et budget de la FAO, et des liens spécifiques au Cadre stratégique ainsi qu'aux objectifs du Millénaire pour le développement. Certains Membres ont constaté avec satisfaction que le Plan se conformait aux recommandations de l'EEI. Ils ont noté avec satisfaction les domaines prioritaires mis en évidence dans le nouveau Plan, ainsi que les orientations et les priorités du programme, telles que décrites dans le document.

52. Les Membres ont accueilli favorablement le rapport de situation et ont félicité la FAO pour ses progrès en matière d'intégration de la parité hommes-femmes, tout en notant les défis restants. Ils ont entériné le rapport en signalant la nécessité de renforcer la responsabilisation de tous les cadres supérieurs; de veiller à ce que les cadres supérieurs faisant office de points de contact pour la parité hommes-femmes soient sélectionnés dans ce but et évalués sur la base des résultats obtenus; de s'assurer que des ressources humaines et financières adéquates soient consacrées à sa mise en œuvre; de mettre en place un système de suivi et d'évaluation; d'augmenter la sensibilisation parmi les membres du personnel; de renforcer les capacités du personnel dans le domaine de l'intégration de la parité hommes-femmes; et de créer un meilleur équilibre hommes-femmes au niveau du personnel de la FAO, notamment en ce qui concerne les postes de direction.

53. Les Membres se sont félicités de l'élargissement de la collaboration de la FAO avec les autres organismes des Nations Unies, en particulier les institutions basées à Rome, dans des domaines tels que le programme de formation en analyse socioéconomique selon les questions de parité hommes-femmes (SEAGA). En même temps, les Membres sont convenus que cette collaboration devait être renforcée, notamment en accentuant la collecte des données et statistiques désagrégées par sexe et en élaborant des indicateurs qui rendent compte de la parité.

54. L'introduction dans le Plan de nouvelles questions telles que les situations de crise, le changement climatique et la bioénergie, les maladies et la mondialisation a été favorablement accueillie. Un Membre a insisté sur la nécessité d'un suivi de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR), en lui allouant les financements nécessaires; il a souligné que la parité était une question importante parmi la vaste gamme de questions cruciales ayant trait au développement rural, y compris un accès plus démocratique à la terre. Des Membres ont souligné qu'il était nécessaire de lier les travaux de la FAO en matière d'intégration de la parité hommes-femmes aux efforts et programmes pilotes « Unis dans l'action » déployés au niveau national et à la réalisation des Objectifs 3 et 1 du Millénaire pour le développement.

55. La Conférence s'est félicitée des travaux d'intégration des questions de parité hommes-femmes réalisés à ce jour, et les Membres ont approuvé l'importance accordée à la mise en œuvre dans le nouveau Plan. Des Membres ont souligné la nécessité d'avoir une stratégie de mise en œuvre qui se base à la fois sur des interventions ciblées, quantifiables et spécifiques et sur

¹² C 2007/16; C 2007/19; C 2007/I/PV/1; C 2007/I/PV/3; C 2007/PV/11.

l'intégration des questions de parité. Ce ciblage devrait définir les résultats attendus et pas seulement les produits.

56. Enfin, la Conférence a approuvé le nouveau Plan d'action de la FAO pour la parité hommes-femmes et le développement, 2008-2013.

RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR L'EXAMEN TRIENNAL D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES¹³

57. La Conférence a rappelé qu'un rapport intérimaire avait été présenté pour donner suite à la Résolution 13/2005 de la Conférence de la FAO. Cette résolution demandait au Directeur général de prendre les dispositions nécessaires pour la mise en application pleine et entière de la Résolution 59/250 de l'Assemblée générale sur l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (2004).

58. La Conférence a pris note avec satisfaction du rapport intérimaire et de son analyse pertinente de l'approche suivie par la FAO pour mettre en œuvre la résolution sur l'examen triennal d'ensemble. La Conférence a reconnu que la réponse de la FAO à l'examen triennal avait été importante et de grande ampleur et elle a encouragé la FAO à poursuivre sur cette voie. Certains Membres se sont félicités de la participation de la FAO au processus pilote « Unis dans l'action » et l'ont encouragée tout en notant que le rapport du Groupe de haut niveau sur la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies devait encore être examiné au niveau intergouvernemental.

59. Plusieurs Membres ont recommandé à la FAO de poursuivre ses efforts concernant la mise en œuvre de la Résolution 13/2005 de la Conférence, conformément aux recommandations de l'EEI, alors qu'un Membre a fait remarquer que les conclusions de l'EEI étaient encore examinées par les organes directeurs.

60. La Conférence a souligné le rôle de la FAO dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement - notamment les Objectifs 1, 7, et 8 – et a reconnu les contributions de grande portée de la FAO à la coopération Sud-Sud, aux secours d'urgence et au passage de la phase des secours aux activités de développement, ainsi qu'au renforcement des capacités au niveau national. Sur ce dernier point, la Conférence a souligné qu'il importait que le renforcement des capacités appuie la prise en charge nationale, qu'il soit aligné sur les priorités nationales et fondé sur l'exécution nationale.

61. La Conférence a pris note de l'engagement ferme de la FAO vis-à-vis du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et du bon fonctionnement du système des Coordonnateurs résidents. Elle a reconnu les défis que les institutions spécialisées doivent relever afin d'être en mesure d'aider les pays à appliquer les normes internationales relevant de leurs mandats spécifiques, dans le cadre du PNUAD, en reconnaissant le rôle important de la FAO à cet égard. Elle a encouragé la FAO à créer davantage de partenariats dans ce domaine (avec les donateurs et les organisations du système des Nations Unies, ainsi qu'aux niveaux régional et national). La Conférence a en outre reconnu qu'il fallait veiller à ce que les dépenses de coordination ne se traduisent pas par un détournement des ressources consacrées aux activités de développement. À cet égard, il a été noté que les dépenses de coordination devraient être évaluées par rapport aux coûts qu'entraînerait une absence de coordination. Il a également été souligné que la mobilisation de fonds par les Coordonnateurs résidents ne devrait pas être la seule source de mobilisation de ressources au niveau national pour les institutions spécialisées et qu'il devrait être possible de mobiliser des fonds pour des activités normatives. Un Membre a souligné l'importance du principe selon lequel il n'existe pas de « prêt-à-porter taille unique » pour les activités

¹³ C 2007/17; C 2007/LIM/11; C 2007/I/PV/1; C 2007/I/PV/3; C 2007/PV/11.

opérationnelles au niveau national, en ajoutant qu'il convenait de préserver le caractère unique des institutions spécialisées au sein du système des Nations Unies.

62. La Conférence, tout en indiquant que le processus de réforme offrait des possibilités uniques d'accroître la pertinence et l'efficacité des institutions spécialisées du système des Nations Unies, a reconnu les défis qui se posaient aux institutions spécialisées pour la mise en œuvre de la résolution sur l'examen triennal. Elle a notamment admis que les financements devaient être adéquats, disponibles et prévisibles. Un Membre a souligné la nécessité d'accroître les ressources du Programme ordinaire de la FAO, en ajoutant que les activités opérationnelles pour le développement ne devraient pas dépendre exclusivement des contributions extrabudgétaires. Un autre Membre a pris note avec préoccupation de la baisse de l'aide publique au développement, en reconnaissant les difficultés auxquelles la FAO était en butte en raison d'un manque de ressources assurées et programmables au niveau national. La Conférence a recommandé que la FAO élabore une stratégie cohérente et dynamique de mobilisation des ressources autour de thèmes prioritaires en rapport avec son mandat.

63. La Conférence a reconnu que l'examen triennal devait être pris comme base pour le renforcement de la coopération entre les organismes ayant leur siège à Rome (le FIDA, le PAM et la FAO). La Conférence est convenue qu'un autre rapport intérimaire devrait être préparé pour la session de 2009 de la Conférence, compte tenu des résultats des consultations en cours à l'Assemblée générale des Nations Unies concernant l'examen triennal.

64. La Conférence a adopté la résolution ci-après:

RÉSOLUTION 2/2007

Mise en œuvre de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

LA CONFÉRENCE,

Rappelant sa Résolution 13/2005,

Consciente de l'importance cruciale du processus de réforme des Nations Unies lancé par le Secrétaire général de l'ONU concernant, entre autres, les activités opérationnelles de développement et visant à la fois à assurer une meilleure coordination des activités sur le terrain et à exécuter les services de manière cohérente et efficace,

Compte tenu des recommandations pertinentes figurant dans le rapport sur l'Évaluation externe indépendante de la FAO:

1. **Prend note** du rapport intérimaire établi par le Secrétariat sur l'application de la Résolution 13/2005,
2. **Prie** le Directeur général de poursuivre les efforts qu'il a engagés pour appliquer pleinement la Résolution 13/2005,
3. **Demande** au Secrétariat de la FAO de soumettre à la prochaine session ordinaire de la Conférence un rapport intérimaire sur l'application de la Résolution 13/2005, tenant compte des conclusions des négociations de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale sur l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies.

(Adoptée le 24 novembre 2007)

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL ONU/FAO¹⁴

65. De nombreux Membres ont souligné l'importance des partenariats entre le Programme alimentaire mondial (PAM), les organismes ayant leur siège à Rome et d'autres institutions des Nations Unies et ONG pour lutter contre la faim. De nouveaux partenariats stratégiques devraient également être établis afin d'accroître l'efficacité du PAM et de réduire les coûts. Si certains Membres ont rendu hommage aux efforts engagés dans le cadre du Programme conjoint ainsi qu'au nombre record de partenariats noués avec les ONG, d'autres ont recommandé aux organismes de Rome d'étendre leurs initiatives de coopération.

66. Certains Membres ont pris acte de l'approche globale et participative adoptée par le PAM pour préparer son Plan stratégique (2008-2011) et ont souligné la nécessité pour le Programme d'assurer une représentation équilibrée des sexes et des zones géographiques dans ses efforts de restructuration des ressources humaines. Un Membre a noté que le nouveau Plan stratégique du PAM devrait faire des choix sur ce qui constitue le plus grand avantage comparatif du Programme. D'aucuns craignent en outre que le nouveau Plan de gestion du PAM (2007-2008) n'ait effectivement réduit certains postes de base destinés à l'évaluation des besoins au moment même où ils étaient le plus nécessaires.

67. De nombreux Membres ont félicité le PAM pour l'efficacité avec laquelle il a exercé son mandat, pour ses activités d'aide humanitaire et de développement ainsi que pour ses efforts d'éradication de la faim chez les enfants et au plan mondial. Ils ont également salué les nouvelles initiatives en cours pour mettre un terme à la faim et à la malnutrition. Les participants ont souligné que le PAM joue un rôle important dans les pays en développement, dans la mesure où il contribue à la réalisation des OMD en promouvant la sécurité alimentaire et en éradiquant la pauvreté.

68. Certains Membres ont félicité le PAM pour l'efficacité de ses opérations d'urgence, qui ont bénéficié de l'amélioration de ses mécanismes de ciblage. Hommage a également été rendu aux apports du Programme à la cartographie de la vulnérabilité ainsi qu'à son rôle moteur dans le renforcement des réformes des Nations Unies dans les domaines de la logistique et de l'aide humanitaire.

69. Des regrets ont été exprimés quant à la baisse continue de la part du financement pleinement multilatéral du PAM. Il a été souligné que l'aide devait être inconditionnelle et souple, comme prévu dans la Déclaration de Paris.

ANNÉE INTERNATIONALE DE LA POMME DE TERRE 2008¹⁵

70. La Conférence a rappelé que lors de sa trente-troisième session, en novembre 2005, elle avait adopté la Résolution 4/2005 à la suite de laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa soixantième session, en décembre 2005, avait proclamé 2008 Année internationale de la pomme de terre.

71. La Conférence a souligné la très grande importance sociale, culturelle et économique de la pomme de terre, dans le monde entier, et a réaffirmé que la conservation des variétés et le développement de systèmes durables de production de pommes de terre et d'aliments étaient des éléments centraux pour parvenir à la sécurité alimentaire mondiale et réduire la pauvreté rurale dans de nombreuses régions du monde.

72. La Conférence a noté avec satisfaction que la FAO avait relevé avec détermination l'invitation de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui lui demandait de jouer un rôle de premier plan afin de faciliter la mise en route de l'Année internationale de la pomme de terre dans

¹⁴ C 2007/INF/10; C 2007/INF/14; C 2007/I/PV/2; C 2007/I/PV/3; C 2007/PV/11.

¹⁵ C 2007/14; C 2007/I/PV/2; C 2007/I/PV/3; C 2007/PV/11.

ses dimensions technologiques, environnementales, économiques et sociales, dans le cadre de sa mission, de façon à mieux faire connaître le rôle de la pomme de terre (*Solanum tuberosum*) ainsi que sa place dans le régime et les systèmes alimentaires de la population mondiale. Elle a noté qu'il convenait d'encourager la recherche, la conservation et le développement afin de contribuer à la réalisation d'Objectifs du Millénaire pour le développement tels que l'élimination de la faim et de la pauvreté.

73. La Conférence a reconnu que l'Année internationale de la pomme de terre offrait une occasion très importante à la communauté mondiale de travailler ensemble en vue d'atteindre un objectif commun et a souligné le rôle essentiel qui devait être joué aux niveaux local et national, avec la participation de toutes les parties prenantes, y compris des partenaires de la société civile et du secteur privé, pour atteindre les objectifs de l'Année internationale de la pomme de terre.

74. La Conférence a noté que les objectifs de l'Année internationale de la pomme de terre bénéficiaient d'un appui vigoureux et de grande ampleur, en faisant remarquer que des campagnes et programmes nationaux destinés à célébrer l'Année internationale de la pomme de terre avaient déjà été lancés dans de nombreux pays. Elle a encouragé le Secrétariat à appuyer davantage ces efforts et à continuer à partager les informations disponibles et à jouer un rôle de sensibilisation. Elle a également demandé aux États Membres d'appuyer les activités de l'Année internationale de la pomme de terre qui contribuaient à renforcer la sécurité alimentaire et le développement durable.

75. La Conférence a noté qu'un projet multidonateur avait été créé pour permettre aux donateurs et aux partenaires de soutenir les travaux normatifs de la FAO à l'appui des préparatifs et de la réalisation de l'Année internationale de la pomme de terre, ainsi que son suivi et l'établissement de rapports. Elle a reconnu l'appui généreux fourni par plusieurs donateurs et partenaires du secteur privé, qui avaient déjà fourni des contributions au Fonds fiduciaire, mais elle a souligné que des contributions complémentaires de 500 000 dollars EU étaient nécessaires, afin de garantir la réussite de la célébration de l'Année internationale de la pomme de terre en 2008, aux niveaux national et régional.

76. La Conférence a reconnu que la pomme de terre était une culture importante à la fois pour intensifier et pour diversifier les systèmes agricoles et elle a admis qu'il restait encore à résoudre de nombreux défis techniques affectant directement la production de pommes de terre et les systèmes alimentaires à base de pomme de terre. La Conférence, estimant que l'Année internationale de la pomme de terre était une première étape d'un processus continu, a instamment invité la FAO à appuyer les États Membres, en 2008 et au-delà, pour réaliser des programmes et stratégies de développement durable du secteur de la pomme de terre, à l'échelle nationale.

77. La Conférence a noté que, manifestement, des années internationales étaient proclamées de plus en plus souvent et elle a demandé instamment que la question du financement soit examinée soigneusement bien avant la proclamation de toute année à l'avenir. Elle a en outre recommandé que l'impact de l'Année internationale de la pomme de terre, une fois celle-ci terminée, soit évalué et communiqué à la Conférence.

ANNÉE INTERNATIONALE DES FIBRES NATURELLES 2009¹⁶

78. La Conférence a rappelé qu'à sa trente-troisième session, tenue en 2005, elle avait approuvé la Résolution 3/2005 proposant de faire de 2009 l'Année internationale des fibres naturelles. Elle a noté que le Directeur général avait transmis cette résolution au Secrétaire général des Nations Unies et que l'Assemblée générale avait, en décembre 2006, proclamé 2009 Année internationale des fibres naturelles.

¹⁶ C2007/15; C 2007/I/PV/2; C 2007/I/PV/3; C 2007/PV/11.

79. La Conférence a pris note de l'importance économique des diverses fibres naturelles dans les pays producteurs et consommateurs. De nombreux petits agriculteurs et ouvriers du textile dépendent de la production et de l'exportation des fibres naturelles, qui de ce fait contribuent notamment à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire, surtout dans les zones rurales.

80. La Conférence a pris acte de l'avancement des premiers préparatifs de l'Année internationale de fibres naturelles, notamment du dialogue qui s'est instauré entre les participants des branches d'activité liées aux fibres naturelles, et de la formulation des objectifs de l'Année. Elle s'est félicitée du rôle moteur que la FAO serait amenée à jouer dans les activités de 2009. Toutefois, elle a reconnu qu'il restait encore beaucoup à faire pour assurer le succès de l'Année internationale des fibres naturelles, ce qui nécessiterait des ressources extrabudgétaires considérables. Elle a vivement engagé les Membres à soutenir l'Année internationale afin que ses avantages potentiels puissent se concrétiser.

81. La Conférence a noté que, manifestement, des Années internationales étaient proclamées de plus en plus souvent, et elle a demandé instamment que la question du financement des années internationales et de leur justification soit examinée soigneusement, en collaboration avec d'autres institutions des Nations Unies, bien avant leur proclamation. Elle a en outre recommandé que l'impact de l'Année internationale des fibres naturelles, une fois celle-ci terminée, soit évalué et communiqué à la Conférence.

QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME ET AU BUDGET

RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME 2004-2005¹⁷

82. La Conférence s'est félicitée de ce document concis et mieux ciblé, qui donnait une vue d'ensemble des réalisations de l'Organisation et dressait une synthèse de l'exécution du programme, selon l'approche axée sur les résultats. Elle a noté que le Rapport sur l'exécution du Programme était complété par l'évaluation de réalisations et d'objectifs à plus long terme qui fait l'objet d'évaluations indépendantes portant sur un horizon temporel plus long que l'évaluation biennale quantitative contenue dans le Rapport sur l'exécution du Programme.

83. La Conférence a déclaré attendre avec intérêt de nouvelles améliorations au format du Rapport sur l'exécution du Programme, axé sur les résultats. Cela suppose notamment une analyse ultérieure du PCT du point de vue de l'efficacité et de l'efficience; l'articulation des réalisations du programme par rapport aux résultats prévus et escomptés, avec une analyse plus quantitative des réalisations et des résultats des auto-évaluations; une analyse plus approfondie du rôle catalytique des projets du PCT et de leur relation avec les programmes de la FAO, notamment par le truchement de l'appui au renforcement des capacités; la description des résultats de la collaboration avec les partenaires, notamment avec les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome et une présentation plus claire des dimensions régionales.

84. La Conférence a noté avec satisfaction que le Programme ordinaire avait utilisé pleinement les ressources inscrites au budget et avait exécuté le programme de travail comme prévu. Les Membres ont souligné les résultats positifs obtenus lors de l'exécution des programmes, y compris les travaux du Codex et l'application du mécanisme de mise en recouvrement fractionnée des contributions. Des inquiétudes ont été exprimées quant à l'effet des virements effectués à partir du Chapitre 2 sur l'exécution et au coût de l'appui au Programme de terrain. Les Membres ont rappelé l'importance fondamentale du Programme de coopération technique et ont invité instamment le Secrétariat à maintenir les allocations budgétaires lors de la mise en œuvre.

¹⁷ C 2007/8; C 2007/LIM/2; CL 131/PV/5; CL 131/PV/6; CL 131/PV/11; C 2007/II/PV/1; C 2007/PV/11.

85. La Conférence a apprécié la description détaillée concernant la répartition géographique et l'équilibre hommes-femmes dans le cadre organique, qui ont été examinés régulièrement par le Comité financier. Certains Membres se sont inquiétés de la faible représentation de la région Asie parmi les membres du cadre organique et ont instamment invité le Secrétariat à poursuivre ses initiatives afin d'y remédier.

RAPPORT D'ÉVALUATION DU PROGRAMME¹⁸

86. La Conférence a noté les améliorations progressives de la méthodologie, du détail et de la portée des activités d'évaluation de la FAO.

87. La Conférence a exprimé le ouhait de recevoir le Rapport d'évaluation du Programme dans de meilleurs délais aux futures sessions. Il a été rappelé qu'à sa dernière session, la présentation et le contenu de ce rapport avaient été modifiés, ce dont la Conférence s'était félicitée. Le Rapport d'évaluation du Programme donnait un résumé de l'évolution des arrangements institutionnels et des politiques régissant l'évaluation, y compris de la décision, prise par le Conseil en juin 2007, de procéder à l'évaluation complète des activités financées par des ressources extrabudgétaires. Le rapport présentait aussi un résumé d'une évaluation, réalisée à la demande de l'Évaluation externe indépendante de la FAO, de la fonction d'évaluation, ainsi que des résumés des évaluations qui avaient été examinées par le Comité du Programme et le Conseil.

88. La Conférence a réaffirmé l'importance du rôle que les évaluations indépendantes jouaient dans l'obligation institutionnelle de rendre compte et dans l'amélioration de l'Organisation. Elle a été informée que le travail d'évaluation avait fait l'objet d'un examen constant du Comité du Programme pour veiller à ce qu'il soit conforme à l'évolution des normes en la matière et à ce qu'il continue à s'adapter et à répondre aux besoins tant des Membres que de la Direction.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET 2008-09¹⁹

89. La Conférence a examiné le Programme de travail et budget proposé pour l'exercice 2008-09, compte tenu des vues exprimées par le Conseil à sa cent trente-troisième session, qui s'était tenue la semaine précédente.

Portée du PTB

90. La Conférence a reconnu que la version intégrale du PTB répondait aux orientations fournies par le Conseil à sa session de juin 2007 et a noté que le « budget de maintenance » présenté, qui comme l'a expliqué le Secrétariat, visait à préserver les priorités de fond récemment indiquées par les Membres, mais incluait aussi les augmentations de coûts prévues ainsi que d'autres ressources requises pour maintenir le pouvoir d'achat des programmes de la FAO au niveau approuvé pour l'exercice 2006-07, prévoyait une augmentation d'un peu plus de 120 millions de dollars EU (101,4 millions de dollars pour les augmentations de coûts, plus 18,7 millions pour les dépenses supplémentaires qui avaient été examinées ou approuvées par les Membres pour la période 2008-09, y compris les dépenses d'investissement, les coûts ponctuels et de transition découlant des réformes approuvées et l'introduction progressive du russe comme langue de la FAO).

91. La Conférence a également noté que le PTB contenait des propositions graduelles visant à reconstituer les réserves et à financer les obligations de dépenses à long terme de manière à rétablir la santé financière de l'Organisation; ces propositions se limitaient, pour l'exercice 2008-09, à une reconstitution partielle du Compte de réserve spécial à hauteur de 6,4 millions de

¹⁸ C 2007/4; C 2007/II/PV/1; C 2007/PV/11.

¹⁹ C 2007/3; C 2007/LIM/14; C 2007/II/PV/2; C 2007/PV/11.

dollars EU (comme prévu dans un projet de résolution figurant dans le PTB) et une contribution complémentaire de 30,9 millions de dollars EU pour financer les obligations de dépenses de l'assurance maladie après la cessation de service, au titre des services passés, comme le recommandaient les dernières évaluations actuarielles.

92. La Conférence a en outre constaté que la version intégrale du PTB répondait aux attentes exprimées par le Comité du Programme, le Comité financier et le Conseil, dans la mesure où aucun changement majeur de priorité n'avait été introduit, en attendant les résultats de l'EEI, et les ressources du Programme ordinaire et les fonds extrabudgétaires avaient été présentés de manière plus intégrée. En outre, le document mettait particulièrement en évidence, comme suggéré par le Conseil, les travaux prévus dans quatre domaines multidisciplinaires clés: gestion des connaissances, renforcement des capacités, changements climatiques et bioénergies.

Liens avec l'EEI

93. La Conférence a noté que, faute de temps, les propositions du PTB n'avaient pas pu intégrer des mesures destinées à assurer le suivi de l'EEI et elle a reconnu que les deux processus parallèles d'examen intergouvernemental du PTB et des documents de l'EEI convergeaient au cours de la présente session de la Conférence.

94. À cet égard, la Conférence a reconnu que des ressources complémentaires seraient nécessaires en 2008 pour appuyer le suivi du rapport de l'EEI, y compris la formulation d'un Plan d'action immédiate et d'un projet de Cadre stratégique.

Opinions sur le montant du budget

95. La majorité des Membres ont appuyé le budget de maintenance proposé qui, à leur avis, représentait le strict minimum pour permettre à l'Organisation de continuer à fonctionner et à servir ses Membres sans bouleversements au cours du prochain exercice biennal, tout en s'engageant dans un processus rationnel de réforme. En même temps, ils ont noté avec regret que les crédits affectés au PCT resteraient nettement en dessous du niveau fixé par la Conférence en 1989, à savoir 17 pour cent du budget total. Ces mêmes Membres ont également appuyé les propositions préliminaires du PTB visant à rétablir la santé financière de l'Organisation, y compris la reconstitution partielle du Compte de réserve spécial. Ils ont souligné que les réserves de l'Organisation, y compris le Fonds de roulement et le Compte de réserve spécial, devraient être relevées au cours des prochains exercices biennaux pour éviter la crise de liquidités que l'Organisation connaît chaque année. Ils ont noté que le budget de maintenance était en accord avec la croissance réelle zéro du budget pour 2008-09 et la « réforme dans la croissance » recommandées par l'EEI.

96. De nombreux autres Membres, tout en appuyant le principe d'un budget de maintenance, ont déclaré qu'ils s'attendaient à un montant inférieur du budget, rendu possible par d'importants gains d'efficience, sans qu'il faille réduire les programmes. Compte tenu du processus en cours de l'EEI, ces membres ont jugé qu'il serait nécessaire de prévoir, dans la résolution sur les ouvertures de crédit, un mécanisme de réexamen, afin d'ajuster le PTB, y compris le budget, lors de la session extraordinaire de la Conférence, en 2008. En outre, ils n'étaient pas d'accord avec les propositions visant, à ce stade, à reconstituer le Compte de réserve spécial et à accroître les contributions pour financer l'amortissement de l'assurance-maladie après la cessation de service.

97. Certains autres Membres n'étaient pas non plus d'accord avec les propositions de reconstitution du Compte de réserve spécial et d'augmentation des contributions pour financer l'amortissement de l'assurance-maladie après la cessation de service. Ils ont également noté que différentes interprétations pouvaient être données au concept de budget de maintenance. Ils ont souligné l'importance de nouveaux gains d'efficience, qui devaient permettre de maintenir les programmes en l'état avec moins de ressources que ce qui était proposé. Ils ont estimé que le budget de maintenance devrait être vu dans le contexte des opérations en cours plutôt que dans celui des activités prévues en 2008-09.

98. De nombreux Membres s'attendaient à ce que la mise en application des recommandations de l'EEI à court terme et à plus long terme, dans le cadre du Plan d'action immédiate qui serait approuvé par une session extraordinaire de la Conférence au cours du second semestre de 2008, aide grandement à clarifier les besoins totaux du budget ordinaire pour le prochain exercice biennal. Certains Membres ont estimé que les crédits budgétaires pour la première année pourraient être délibérément limités aux montants nécessaires pour préserver les programmes les plus importants.

99. Certains Membres ont estimé que le montant du budget pour le prochain exercice biennal était trop élevé et irréaliste.

100. Un Membre a souligné qu'il ne pouvait pas appuyer le montant du budget proposé dans le PTB, car il n'était pas conforme à la discipline financière que son pays attendait des organisations internationales, d'autant plus que l'application des recommandations de l'EEI devrait se traduire par d'importants gains d'efficience.

101. Un autre Membre a souligné que les propositions du PTB ne pouvaient pas être examinées de manière isolée, car l'EEI offrait une occasion unique d'introduire des réformes importantes visant à renforcer la FAO et à améliorer son efficacité. Il a souligné que son Gouvernement préférait un montant du budget nettement inférieur à celui prévu dans le budget de maintenance présenté dans le PTB.

102. Compte tenu des divergences d'opinions, un Groupe des « Amis du Président » a été créé afin d'aider à rapprocher les points de vue concernant le montant du budget.

103. La Conférence a adopté la résolution ci-après:

RÉSOLUTION 3/2007²⁰

Ouvertures de crédits 2008-09

LA CONFÉRENCE,

Ayant examiné, à la lumière de sa Résolution 5/2007, le Programme de travail et budget présenté par le Directeur général;

Ayant examiné les ouvertures nettes de crédits de 867 628 000 dollars EU, proposées pour l'exercice financier 2008-09 au taux de change de 2006-07, de 1 euro = 1,19 dollar EU, ce qui suppose des dépenses de 432 148 000 dollars EU et de 365 950 000 euros;

Ayant considéré que les crédits nets ci-dessus équivalent à 929 840 000 dollars EU au taux de change de 1 euro = 1,36 dollar EU établi pour 2008-09, après conversion de la portion en euros;

1. **Approuve** le Programme de travail proposé par le Directeur général pour 2008-09, comme suit:

a) Des crédits budgétaires sont ouverts, au taux de change de 1 euro = 1,36 dollar EU, pour les objets suivants:

	\$EU
Chapitre 1: Gouvernance de l'Organisation	27 038 000
Chapitre 2: Systèmes alimentaires et agricoles durables	266 474 000
Chapitre 3: Échange des connaissances, politiques générales et activités de plaidoyer	239 851 000

Chapitre 4:	Décentralisation, coopération à l'échelle du système des Nations Unies et exécution du programme	234 553 000
Chapitre 5:	Services de gestion et de supervision	139 671 000
Chapitre 6:	Imprévus	600 000
Chapitre 8:	Dépenses d'équipement	20 378 000
Chapitre 9:	Dépenses de sécurité	23 420 000
Économies et gains d'efficience complémentaires, non identifiés		-22 145 000
Ouverture totale de crédits (chiffre net)		929 840 000
Chapitre 10: Transfert au Fonds de péréquation des impôts		94 300 000
Ouverture totale de crédits (chiffre brut)		1 024 140 000

- b) Les ouvertures de crédits (chiffre net) votées au paragraphe a) ci-dessus comprennent, au Chapitre 1, un montant de 4 000 000 dollars EU destiné à financer l'application de la Résolution sur le suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO (Résolution 5/2007) et un montant de 1 700 000 dollars EU pour l'adoption du russe en tant que langue de l'Organisation.
- c) Les ouvertures (nettes) de crédits budgétaires ouvertes au paragraphe a) ci-dessus, après déduction du montant estimé des Recettes accessoires (5 000 000 dollars EU), seront couvertes par les contributions des États Membres, pour un montant total de 924 840 000 dollars EU.
- d) Ces contributions sont fixées en dollars EU et en euros et comprendront 428 258 000 dollars EU et 365 134 000 euros. Cela traduit une répartition de 46,5 pour cent en dollars EU et 53,5 pour cent en euros pour les ouvertures de crédits nettes et de 77,8 pour cent en dollars EU et 22,2 pour cent en euros pour les recettes accessoires.
- e) Un montant supplémentaire de 14 100 000 dollars EU sera également financé par des contributions des États Membres pour financer l'amortissement de l'Assurance maladie après la cessation de service. Les contributions seront fixées en dollars EU et en euros, avec une répartition de 40 pour cent en dollars EU et 60 pour cent en euros, soit respectivement 5 640 000 dollars EU et 6 221 000 euros.
- f) Les contributions totales dues par les États Membres pour mettre en œuvre le Programme de travail approuvé et financer l'amortissement de l'Assurance maladie après la cessation de service se chiffreront à 433 898 000 dollars EU et 371 355 000 euros. Ces contributions dues par les États Membres en 2008 et 2009 seront payées conformément au barème adopté par la Conférence à sa trente-quatrième session.
- g) Pour le calcul de la contribution effectivement due par chaque État Membre, un montant supplémentaire sera exigible, par l'intermédiaire du Fonds de péréquation des impôts, pour tout État Membre qui perçoit des impôts sur les traitements, émoluments et indemnités versés par la FAO aux fonctionnaires, impôts que l'Organisation rembourse aux fonctionnaires intéressés. Un montant provisionnel de 11 600 000 dollars EU a été prévu à cette fin.
2. **Demande** au Directeur général de présenter un rapport au Comité financier sur les ajustements apportés au Programme de travail et budget pour les économies et gains d'efficience complémentaires non identifiés, à hauteur de 22 145 000 dollars EU, mentionnés au paragraphe 1 a) ci-dessus, qui ne sont pas actuellement reflétés dans la structure par chapitre, en notant que les virements à l'intérieur des chapitres ou d'un

- chapitre à l'autre qui seraient nécessaires afin de mettre en application les propositions seront traités en vertu des dispositions de l'Article 4.5 du Règlement financier.
3. **Se réserve** le droit, à sa session extraordinaire de novembre 2008, de réexaminer les ouvertures nettes de crédit votées au paragraphe 1 a) ci-dessus afin d'approuver tout ajustement qui pourrait s'avérer nécessaire après les décisions prises à propos du Plan d'action immédiate établi à la suite de l'Évaluation externe indépendante de la FAO (EEI).
 4. **Encourage** les Membres à fournir des contributions volontaires pour faciliter les mesures rapides qui peuvent être décidées par le Directeur général afin de donner suite aux recommandations de l'EEI.

(Adoptée le 23 novembre 2007)

RÉSOLUTION 4/2007²¹

Reconstitution du Compte de réserve spécial

LA CONFÉRENCE,

Notant qu'un des objectifs du Compte de réserve spécial, créé par la Résolution 13/81 de la Conférence, est, sous réserve de l'examen et de l'approbation préalables du Comité du Programme et du Comité financier, de financer les dépenses supplémentaires non inscrites au budget mais afférentes à des programmes approuvés et qui résultent de poussées inflationnistes imprévues, dans la mesure où ces dépenses ne peuvent être couvertes par voie d'économie budgétaire sans nuire à l'exécution de ces programmes;

Notant que le Comité du Programme et le Comité financier, à leur réunion conjointe de septembre 2006, étaient convenus d'imputer au Compte de réserve spécial une partie de l'augmentation non prévue et non budgétisée des traitements des agents des Services généraux en 2006-07 découlant des conclusions de l'étude relative aux traitements du personnel des services généraux, à hauteur de 6,4 millions de dollars EU, et que cette décision a été approuvée par le Conseil à sa session de novembre 2006;

Rappelant qu'à sa session de septembre 2006, le Comité financier a recommandé que les fonds nécessaires pour couvrir les 6,4 millions de dollars EU imputés au Compte de réserve spécial soient obtenus par une mise en recouvrement auprès des États Membres d'un montant équivalent lors de la formulation du Programme de travail et budget pour 2008-09 pour reconstituer le Compte de réserve;

Rappelant également que le Conseil, à sa session de novembre 2006, avait demandé au Comité financier de passer en revue le financement des coûts non inscrits au budget et de faire rapport au Conseil à ce sujet;

Ayant examiné, conformément à ce qui précède, les propositions soumises par le Directeur général au Comité financier, à sa session de septembre 2007, et au Conseil, à sa session de novembre 2007, portant sur la reconstitution du Compte de réserve spécial à hauteur de 6,4 millions de dollars EU; en examinant de façon plus approfondie la question la Conférence;

Décide de reporter la reconstitution du Compte de réserve spécial, à hauteur de 6,4 millions de dollars EU, et de revoir la question lors de la Conférence de 2008.

(Adoptée le 23 novembre 2007)

²¹ C 2007/PV/9.

ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE DE LA FAO²²

104. Ayant rappelé le rapport de la cent trente-troisième session du Conseil, la Conférence s'est unanimement félicitée du Rapport de l'Évaluation externe indépendante (EEI) de la FAO. Elle s'est associée à l'avis du Conseil, selon lequel il s'agissait de l'évaluation la plus approfondie, la plus exhaustive et la plus tournée vers l'avenir, jamais réalisée dans une institution des Nations Unies. Elle a estimé que l'EEI avait pleinement rempli son mandat. L'Évaluation avait suivi une méthodologie solide, à caractère consultatif qui prenait en compte les vues des principales parties prenantes. Elle était complète, reposait sur des éléments concrets et présentait des conclusions et des recommandations bien documentées et précieuses pour l'avenir de la FAO.

105. La Conférence a accueilli favorablement la Réponse de principe de la Direction (document C 2007/7 B). Elle s'est félicitée en particulier de la déclaration de la Direction exprimant son soutien à la mise en œuvre de la « réforme dans la croissance » préconisée par l'EEI, et sa détermination à lancer immédiatement, comme recommandé par l'Évaluation, les réformes et les améliorations qui relèvent de l'autorité effective du Directeur général et n'entraînent pas de dépenses supplémentaires.

106. La Conférence a exprimé sa reconnaissance à tous ceux qui avaient concouru aux travaux de l'Évaluation, en particulier à l'Équipe centrale de l'EEI, au Président du Comité du Conseil pour l'EEI, l'Ambassadeur Perri, et au Président indépendant du Conseil, M. Noori-Naeini, qui avait piloté les activités des Amis du Président. Le précieux soutien du Directeur général de la FAO, du Secrétariat, et tout particulièrement de M. John Markie, chef du Service de l'évaluation, et des ses collègues, a été également apprécié.

107. En approuvant la Résolution 5/2007/14, la Conférence a réaffirmé l'attachement des États Membres à la réalisation du mandat de la FAO. L'agriculture reste au cœur des efforts pour résoudre les problèmes de la faim, de la pauvreté et du développement économique et social dans le monde. Il a été reconnu qu'elle joue un rôle crucial face aux enjeux des changements climatiques et de la gestion durable des ressources naturelles. L'EEI avait conclu que le monde a besoin de la FAO, mais d'une FAO plus en prise sur les réalités, performante et efficace. Se fondant sur les résultats de l'EEI, la Conférence s'est dite déterminée à aller de l'avant avec dynamisme et dans l'unité pour accélérer le renouveau de l'Organisation, et lui permettre de s'adapter et répondre aux besoins du XXIe siècle.

108. La Conférence a adopté la Résolution ci-après:

RÉSOLUTION 5/2007²³

Suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO

LA CONFÉRENCE,

1. **Rappelle** la Résolution 6/2005 qu'elle avait adoptée en 2005 afin d'engager une Évaluation externe indépendante de la FAO, pour « tracer la voie à suivre » par l'Organisation.
2. **Accueille favorablement** le rapport de l'EEI sur lequel se fonderont les décisions des Membres quant à un ensemble intégré de réformes dans la croissance. Salue en outre la réponse « de principe » du Directeur général, qui aidera également les Membres dans leur prise de décision.
3. **Réaffirme** le mandat mondial de l'Organisation en ce qui concerne l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles correspondantes et se félicite du regain d'intérêt

²² C 2007/7A.1-Rev.1; C 2007/7A.1-Corr.1; C 2007/7A.2; C 2007/7B; C 2007/II/PV/3; C 2007/II/PV/4; C 2007/II/PV/11.

²³ C 2007/PV/9.

pour l'agriculture, dont on reconnaît l'importance pour le bien-être des générations présentes et futures, **soulignant** l'importance de la Déclaration du Millénaire et des contributions majeures que l'Organisation doit apporter aux trois objectifs convenus par les États Membres dans le Plan stratégique:

- vaincre la faim et la malnutrition;
- contribuer par l'agriculture à un développement économique et social durable; et
- conserver et utiliser de manière durable les ressources naturelles.

4. **Réaffirme** sa volonté politique et sa détermination à saisir cette opportunité et à prendre des mesures rapides et rationnelles en vue d'un programme de renouveau, dans le cadre global des réformes en cours dans le système des Nations Unies.

La Conférence décide:

5. **D'élaborer** un Plan d'action immédiate et un Cadre stratégique pour le renouveau de la FAO après avoir conduit un examen systématique du rapport de l'EEI, de ses conclusions et recommandations, et de la réponse de la Direction. Le plan d'action abordera les points suivants:
 - a) vision de la FAO et priorités du programme:
 - i) priorités immédiates et ajustements du programme pour la période 2009-2011;
 - ii) projet de texte couvrant les principaux éléments d'un Cadre stratégique à long terme et d'un projet de plan à moyen terme;
 - b) réforme de la gouvernance;
 - c) réforme des systèmes, changement de culture, et restructuration organisationnelle:
 - i) changement de la culture institutionnelle et réforme des systèmes administratifs et de gestion;
 - ii) restructuration pour une meilleure efficacité et efficience.

Pour chacune des mesures de réforme, le Plan d'action immédiate précisera les éléments suivants: incidences financières; objectifs à atteindre, calendrier d'exécution et étapes de mise en œuvre sur la période 2009-2011.

6. **De convoquer** fin 2008 une session extraordinaire de la Conférence de la FAO, immédiatement précédée d'une session de courte durée du Conseil. Cette session extraordinaire de la Conférence permettra à tous les Membres de se réunir afin de décider de propositions pour un Plan d'action immédiate, d'en débattre et de prendre des décisions sur les incidences budgétaires.
7. **D'établir** un Comité de la Conférence de durée limitée en vertu de l'Article VI de l'Acte constitutif de la FAO, chargé de conclure ses travaux par la présentation de propositions relatives à un Plan d'action immédiate lors de la session extraordinaire du Conseil en 2008. Ce Comité sera ouvert à la pleine participation de l'ensemble des Membres de l'Organisation. Il cherchera à travailler de manière transparente et unitaire et décidera collégialement des recommandations finales soumises par le Comité à la Conférence, prenant le plus souvent possible ses décisions par consensus. Il travaillera dans toutes les langues de l'Organisation. Les fonctions du Comité, sans préjudice des fonctions statutaires des comités permanents du Conseil, sont les suivantes:

- a) recommander à la Conférence des propositions relatives au Plan d'action immédiate, telles que définies au paragraphe 5 ci-dessus;
 - b) assurer un examen et un retour d'information continu sur la mise en œuvre par le Directeur général de l'ensemble des mesures, notamment celles produisant des effets immédiats, dans les domaines du suivi de l'EEI qui relèvent pour l'essentiel de son autorité, reconnaissant que certaines mesures ne peuvent être prises que si les ressources budgétaires voulues sont disponibles.
8. Pour que la dynamique nécessaire à un accord sur un plan d'action immédiate pour la réforme dans la croissance de la FAO ne s'amenuise pas, prier le Comité de la Conférence d'entamer ses travaux en décembre 2007 et mettre au point avant la fin de janvier 2008 les arrangements correspondants, un calendrier indicatif de travail et un échéancier de résultats. Étant donné que la session extraordinaire de la Conférence de la FAO devrait avoir lieu au plus tard en novembre 2008, la Conférence prie le Comité de lui communiquer un rapport intérimaire avant le 1^{er} mai 2008 et son rapport final avant la fin de septembre 2008, et de se pencher sans tarder sur les éléments ci-après:
- a) un examen détaillé du rapport de l'EEI, notamment de chacune des recommandations qui y figurent, afin d'élaborer des conclusions préliminaires permettant d'orienter ensuite le travail du Comité;
 - b) la définition des informations indispensables à la prise de décisions, dont l'aide que le Secrétariat devra assurer aux organes directeurs pour qu'ils puissent parvenir à des conclusions sur chacun des points énumérés plus haut au paragraphe 5;
 - c) des orientations visant: le projet des éventuelles réformes de gouvernance convenues appelant un examen du Comité des questions constitutionnelles et juridiques; les études approfondies qui seraient nécessaires; et tout ajustement immédiat proposé dans des domaines tels que le programme de travail et budget en 2009, l'administration, les ressources humaines et l'organigramme de l'Organisation;
 - d) un accord sur un projet d'éléments essentiels d'un cadre stratégique et de plan à moyen terme; la formulation de suggestions pour d'autres activités de suivi à entreprendre en 2009 et au-delà; et les éventuels arrangements spéciaux qu'auraient à prendre les organes directeurs pour formuler et mettre en œuvre plus avant un programme de renouveau de la FAO.
9. **De nommer M. Mohammed Saeid Noori-Naeini** Président du Comité et Mme Agnes van Ardenne van der Hoeven et Wilfred Joseph Ngirwa Vice-Présidents. Le Comité devra nommer son Bureau et ses co-Vice-Présidents en suivant les principes de la répartition géographique. Les réunions du Bureau seront ouvertes aux observateurs, sans droit de parole, et traiteront exclusivement de questions administratives et organisationnelles.

La Conférence convient en outre des points suivants:

10. Pour une meilleure efficience, le Comité de la Conférence établira les groupes de travail ad hoc qu'il estimera nécessaires pour préparer les diverses contributions qu'il examinera. Les groupes de travail seront constitués au maximum de trois représentants d'États Membres par région. Les réunions des groupes de travail seront ouvertes à tous les observateurs des États Membres, ce qui permettra d'assurer la transparence, et se tiendront dans toutes les langues de l'Organisation. Afin de s'assurer que tous les Membres puissent être présents aux sessions des groupes de travail et du Bureau, les différentes réunions, et notamment celles du bureau, se tiendront à des horaires différents. Les présidents du Comité, du Bureau et des groupes de travail prépareront des aide-mémoire pour les Membres de la FAO à la suite de chaque session. Le Président du Comité présentera son rapport final lors de la session extraordinaire de la Conférence.

11. La Direction de la FAO fournira, selon les besoins, un appui total aux travaux du Comité de la Conférence, de son Bureau et de ses groupes de travail.
12. Dans le cadre de ses travaux, le Comité de la Conférence demandera, le cas échéant, aux comités du Conseil de le conseiller sur certains aspects du processus de réforme relevant de leur mandat.
13. La Conférence reconnaît qu'il est nécessaire de disposer de ressources supplémentaires pour le Budget du programme ordinaire 2008-2009 de l'Organisation afin de financer la mise en œuvre de cette Résolution. Ces ressources s'élèvent à 4 millions de dollars EU et sont prévues par la Résolution 3/2007.

(Adoptée le 23 novembre 2007)

QUESTIONS JURIDIQUES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

ADOPTION DU RUSSE EN TANT QUE LANGUE DE L'ORGANISATION (AMENDEMENT DE L'ARTICLE XXII DE L'ACTE CONSTITUTIF ET DE L'ARTICLE XLVII DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION)²⁴

109. La Conférence a noté que le Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ), à sa quatre-vingt-unième session (4 et 5 avril 2007), avait proposé au Conseil d'examiner à sa cent trente-deuxième session (18-22 juin 2007) deux projets de résolution de la Conférence pour l'adoption du russe en tant que langue de l'Organisation. Ces deux résolutions avaient été entérinées par le Conseil et transmises à la Conférence pour approbation.

110. Une des résolutions prévoyait que le texte en langue russe de l'Acte constitutif fasse également foi, en plus des textes anglais, arabe, chinois, espagnol et français, ce qui impliquait un amendement à l'Article XXII de l'Acte constitutif. Le Conseil a également proposé que la Conférence approuve par la même résolution un texte authentique de l'Acte constitutif en langue russe.

111. En outre, la Conférence a noté que le Conseil avait, également sur la base d'une recommandation du CQCJ, adopté un projet de résolution de la Conférence portant amendement de l'Article XLVII du Règlement général de l'Organisation sur les langues de l'Organisation.

112. La Conférence a adopté, à l'issue d'un vote par appel nominal, la résolution ci-après qui amende l'Acte constitutif et en approuve le texte authentique en langue russe:

RÉSOLUTION 6/2007 Amendement à l'Article XXII de l'Acte constitutif de la FAO - Texte authentique de l'Acte constitutif de la FAO en langue russe

LA CONFÉRENCE,

Rappelant la décision prise par la première session de la Conférence tenue à Québec (Canada) du 16 octobre au 1er novembre 1945, selon laquelle les langues de l'Organisation seraient celles adoptées par l'Organisation des Nations Unies;

²⁴ C 2007/18; C 2007/PV/10; C 2007/PV/11.

Rappelant en outre la décision prise par la Conférence, à sa session extraordinaire tenue à Washington en 1950, selon laquelle les amendements nécessaires devaient être apportés à l'Acte constitutif pour que ses versions dans les autres langues de l'Organisation fassent également foi;

Considérant que le Bélarus et la Fédération de Russie sont devenus des États Membres de l'Organisation en 2005 et 2006 respectivement;

Ayant pris connaissance du fait qu'à sa cent trente-deuxième session, tenue du 18 au 22 juin 2007, le Conseil, donnant suite à la recommandation du Comité des questions constitutionnelles et juridiques formulée à sa quatre-vingt-unième session, tenue les 4 et 5 avril 2007, a proposé que le texte de l'Acte constitutif en langue russe fasse également foi, en plus des textes anglais, arabe, chinois, espagnol et français et que l'Acte constitutif soit amendé en ce sens;

1. **Décide** d'amender comme suit l'Article XXII de l'Acte constitutif:
« Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe de l'Acte constitutif font également foi. »
2. **Approuve** le texte authentique en russe de l'Acte constitutif, tel qu'énoncé à l'Annexe au document C 2007/18.

(Adoptée le 24 novembre 2007)

113. La Conférence a également adopté, à l'issue d'un vote par appel nominal, la résolution ci-après amendant l'Article XLVII du Règlement général de la FAO et concernant l'adoption du russe en tant que langue de l'Organisation:

RÉSOLUTION 7/2007
Amendement à l'Article XLVII du Règlement général de l'Organisation -
adoption du russe en tant que langue de l'Organisation

LA CONFÉRENCE,

Rappelant les décisions prises par la Conférence à sa trente-quatrième session en vue de l'approbation du texte authentique en russe de l'Acte constitutif de la FAO et de l'amendement de l'Article XXII de l'Acte constitutif aux termes duquel « *les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe de l'Acte constitutif font également foi* »;

Considérant que le Bélarus et la Fédération de Russie sont devenus des États Membres de l'Organisation en 2005 et 2006 respectivement;

Ayant pris connaissance du fait qu'à sa cent trente-deuxième session, tenue du 18 au 22 juin 2007, le Conseil, donnant suite à la recommandation du Comité des questions constitutionnelles et juridiques formulée à sa quatre-vingt-unième session, tenue les 4 et 5 avril 2007, a proposé que l'Article XLVII du Règlement général de l'Organisation soit amendé pour faire du russe une langue de l'Organisation;

Décide d'amender comme suit l'Article XLVII du Règlement général de l'Organisation:
« L'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe sont les langues de l'Organisation ».

(Adoptée le 24 novembre 2007)

AUTRES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES

*Rationalisation des règles d'adhésion aux Comités dits « ouverts » du Conseil de la FAO
(Amendements du Règlement général de l'Organisation)²⁵*

114. La Conférence a noté que la rationalisation des règles d'adhésion aux Comités dits « ouverts » du Conseil de la FAO avait été examinée par le Comité des questions constitutionnelles et juridiques à sa quatre-vingtième session (Rome, 2-3 octobre 2006); il avait proposé d'apporter plusieurs amendements au Règlement général de l'Organisation. Le Conseil, à sa cent trente et unième session (Rome, 20-25 novembre 2006), a approuvé un projet de résolution de la Conférence amendant les articles XXIX.2, XXX.2, XXXI.2, XXXII.2 et XXXIII.2 du Règlement général de l'Organisation et elle l'a transmis à la Conférence.

115. La Conférence a adopté, à l'issue d'un vote par appel nominal, la résolution ci-après:

RÉSOLUTION 8/2007

Amendement aux articles XXIX.2, XXX.2, XXXI.2, XXXII.2 et XXXIII.2 du Règlement général de l'Organisation

LA CONFÉRENCE,

Ayant pris note des vues du Comité des questions constitutionnelles et juridiques, à sa quatre-vingtième session (Rome, 2-3 octobre 2006) concernant les amendements proposés aux articles XXIX, paragraphe 2, (Membres du Comité des produits); XXX, paragraphe 2, (Membres du Comité des pêches); XXXI paragraphe 2, (Membres du Comité des forêts); XXXII, paragraphe 2 (Membres du Comité de l'agriculture); et XXXIII, paragraphe 2, (Membres du Comité de la sécurité alimentaire mondiale) du Règlement général de l'Organisation;

Considérant que le Conseil, à sa cent trente et unième session (Rome, 20-25 novembre 2006), était convenu de transmettre à la Conférence, pour approbation, les amendements proposés aux articles XXIX, paragraphe 2; XXX, paragraphe 2; XXXI, paragraphe 2; XXXII, paragraphe 2; et XXXIII, paragraphe 2, du Règlement général de l'Organisation;

Ayant noté que ces articles, qui exigent une notification biennale de l'adhésion aux « Comités ouverts » du Conseil, entraînent une procédure administrative lourde et longue, sans ajouter de réelle valeur aux travaux de fond de ces Comités et que les amendements proposés à ces articles régissant la composition des Comités permettraient de rationaliser les procédures administratives ayant trait à la participation des Membres;

Ayant noté en outre que la présence effective des Membres aux réunions des Comités doit être officiellement enregistrée pour éviter toute contestation de la validité des délibérations, mais qu'il est tout aussi évident que le système actuel, basé sur la perte de la qualité de membre au terme de chaque période biennale, entraîne une charge administrative pour les représentants permanents, les administrations nationales et le Secrétariat de l'Organisation de sorte que la réduction de cette charge permettrait de réaliser des gains d'efficience en matière de gouvernance;

Rappelant que le principe de la perte de la qualité de membre après une absence à deux sessions consécutives du Conseil est déjà inscrite à l'article XXII, paragraphe 7, du Règlement général de l'Organisation sur la composition du Conseil de la FAO, qui stipule ce qui suit: « *Un Membre du Conseil est considéré comme démissionnaire s'il [...] ne s'est pas fait représenter à deux sessions consécutives du Conseil.* »,

²⁵ C 2007/LIM/1; C 2007/PV/10; C 2007/PV/11.

Décide²⁶ d'amender les articles XXIX.2, XXX.2, XXXI.2, XXXII.2 et XXXIII.2 du Règlement général de l'Organisation, comme suit:

“2. La notification ... peut être faite à tout moment et cette adhésion est ~~acquise pour une période biennale~~ considérée comme acquise à moins que le Membre ne se soit pas fait représenter à deux sessions consécutives du Comité, ou qu'il ait notifié son retrait du Comité. Le Directeur général diffuse, au début de chaque section du Comité, un document donnant la liste des Membres du Comité. »

(Adoptée le 24 novembre 2007)

Amendements aux Règles générales du PAM²⁷

116. La Conférence a noté que le Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial avait recommandé des amendements aux Règles générales du Programme, afin de permettre l'application au PAM des Normes comptables internationales pour le secteur public. La Conférence a été informée que les amendements proposés aux Règles générales avaient été avalisés tant par le Conseil économique et social que par le Conseil de la FAO qui les avaient transmis à l'Assemblée générale des Nations Unies et à la Conférence de la FAO pour approbation, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article XV des Règles générales du PAM. La Conférence a également noté que les amendements seraient adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa session en cours.

117. En conséquence, la Conférence a adopté les amendements ci-après aux Règles générales du PAM:

Article VI (Pouvoirs et fonctions du Conseil), paragraphe 2 b) viii):

[« b) Le Conseil (...) doit, en particulier:]

...

« viii) examiner ~~le rapport biennal sur l'inspection et les enquêtes~~ le rapport annuel de l'Inspecteur général, et prendre en la matière les mesures qu'il juge appropriées. »

Article XIV (Arrangements financiers), paragraphe 6 b):

[6. Le Directeur exécutif soumet les documents suivants au Conseil d'administration pour approbation:]

« b) les états financiers du PAM pour l'exercice biennal annuel, accompagnés du rapport du Commissaire aux comptes ».

COMPTES VÉRIFIÉS 2004-2005²⁸

118. La Conférence a pris connaissance des comptes vérifiés 2004-2005 et du rapport du Commissaire aux comptes, tels que révisés par le Comité financier à sa cent quinzième session et par le Conseil à sa cent trente et unième session et a adopté la résolution suivante:

²⁶ Les mots barrés sont à supprimer, les mots soulignés, à ajouter.

²⁷ C 2007/LIM/16; C 2007/PV/10; C 2007/PV/11

²⁸ C 2007/5A; C 2007/5 B; C 2007/LIM/3; C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

RÉSOLUTION 9/2007
Comptes vérifiés de la FAO 2004-2005

LA CONFÉRENCE,

Ayant examiné le rapport de la cent trente et unième session du Conseil,

Ayant pris connaissance des comptes vérifiés de la FAO 2004-2005, ainsi que du rapport du Commissaire aux comptes y relatif,

Invite le Secrétariat à poursuivre l'application des recommandations du Commissaire aux comptes, et

Adopte les comptes vérifiés.

(Adoptée le 24 novembre 2007)

BARÈME DES CONTRIBUTIONS 2008-2009²⁹

119. La Conférence a noté, qu'à sa cent trente-deuxième session, le Conseil avait recommandé que le barème des contributions proposé par la FAO pour 2008-2009 soit calculé en fonction du barème des quotes-parts des Nations Unies en vigueur en 2007.

120. La Conférence a ensuite adopté la résolution suivante:

RÉSOLUTION 10/2007
Barème des contributions 2008-2009

LA CONFÉRENCE,

Ayant pris note des recommandations formulées par le Conseil à sa cent trente-deuxième session;

Confirmant que, comme par le passé, la FAO doit suivre le barème des quotes-parts de l'ONU en l'adaptant pour tenir compte du fait que les Membres de la FAO ne sont pas tous Membres de l'ONU et vice-versa;

1. **Décide** que le barème des contributions de la FAO pour 2008-2009 devrait dériver directement du barème des quotes-parts des Nations Unies en vigueur en 2007;
2. **Adopte** pour 2008 et 2009 le barème qui figure à l'*Annexe I* du présent rapport.

(Adoptée le 24 novembre 2007)

**PAIEMENT PAR LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DES DÉPENSES
ADMINISTRATIVES ET AUTRES DÉCOULANT DE SON STATUT DE
MEMBRE DE L'ORGANISATION³⁰**

121. Le paragraphe 6 de l'article XVIII de l'Acte constitutif stipule ce qui suit:

« Une Organisation Membre n'est pas tenue de contribuer au budget selon les termes du paragraphe 2 du présent article, mais verse à l'Organisation une somme à déterminer par

²⁹ C 2007/INF/11; C 2005/LIM/5; C 2007/LIM/5-Corr.1; C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

³⁰ C 2007/LIM/17; C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

la Conférence afin de couvrir les dépenses administratives et autres découlant de son statut de membre de l'Organisation (...).

122. À sa vingt-septième session, en 1993, la Conférence a prié le Comité financier d'examiner la méthodologie de calcul du montant forfaitaire versé par la Communauté européenne. À sa soixante-dix-huitième session, en avril 1994, le Comité financier a recommandé à la Conférence une méthodologie en vue de fixer, lors de différentes sessions, le niveau du montant dû par la Communauté européenne.

123. À ses cent huitième et cent neuvième sessions (respectivement septembre 2004 et mai 2005), le Comité financier a examiné à nouveau cette méthodologie. Il a étudié une proposition de méthodologie révisée selon laquelle l'ajustement biennal de la contribution de la Communauté européenne serait fonction de l'augmentation officielle du coût de la vie dans la zone euro ou le pays hôte. Cette méthodologie révisée alignerait mieux la formule d'ajustement sur le système de mise en recouvrement fractionnée des contributions et n'aurait pas d'incidences substantielles sur l'ajustement biennal de la contribution de la Communauté européenne à l'Organisation. Le Comité a accepté la révision proposée de la méthodologie qui, pour ajuster la contribution de la Communauté européenne pour un exercice biennal donné, utiliserait le taux officiel d'augmentation du coût de la vie que connaît la zone euro ou le pays hôte, le chiffre le plus élevé étant retenu.

124. Selon la nouvelle méthode, la Conférence a fixé, à sa trente-troisième session, en 2005, le montant forfaitaire dû par la Communauté européenne pour l'exercice biennal 2006-07 à 517 145 euros.

125. Conformément à ce qui précède, la méthodologie utilisée pour ajuster le montant forfaitaire était basée sur le taux officiel d'augmentation du coût de la vie le plus élevé entre la zone euro et le pays hôte. Selon les chiffres de l'Economist Intelligence Unit (EIU), en 2006, l'inflation des prix à la consommation dans la zone euro (27 pays) s'est élevée à 2,2 pour cent, et sera de l'ordre de 2 pour cent en 2007, soit un taux moyen de 2,1 pour cent. Selon l'EIU, l'indice harmonisé des prix à la consommation relatif à l'Italie est de 2,2 pour cent pour 2006 et est estimé à 1,9 pour cent pour 2007, soit un taux moyen de 2,05 pour cent. Ainsi, il conviendrait d'utiliser pour le calcul le taux d'inflation le plus élevé des deux, c'est-à-dire 2,1 pour cent. En appliquant ce taux au montant de la précédente contribution, qui était de 517 145 euros, on obtient le nouveau montant, qui s'élève à 528 005 euros.

126. En conséquence, la Conférence a fixé le montant forfaitaire dû par la Communauté européenne pour couvrir les dépenses administratives et autres découlant de son statut de membre de l'Organisation à 528 005 euros pour l'exercice biennal 2008-09.

127. Il est proposé, comme pour les exercices précédents, que les montants dus par la Communauté européenne soient versés à un fonds fiduciaire ou un fonds spécial établi par le Directeur général en application de l'Article 6.7 du Règlement financier.

AUTRES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES³¹

Déclaration d'un Représentant des Associations du personnel de la FAO

128. Le Président de l'Association des fonctionnaires du cadre organique (APS) a pris la parole au nom des trois associations du personnel et a axé son intervention sur l'Évaluation externe indépendante de la FAO. Il a déclaré que le personnel appuyait la réforme et a souligné que des financements suffisants étaient nécessaires pour mettre en œuvre les programmes demandés par les Membres.

³¹ C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

NOMINATIONS ET ÉLECTIONS

DEMANDES D'ADMISSION À LA QUALITÉ DE MEMBRE DE L'ORGANISATION³²

129. La Conférence était saisie de demandes d'admission à la qualité de membre émanant des pays ci-après:

- La Principauté d'Andorre
- La République du Monténégro

130. La Conférence était également saisie de la demande d'admission à la qualité de membre associé émanant des îles Féroé.

131. Ces demandes d'admission étaient accompagnées de l'instrument officiel visé par les dispositions de l'Article II de l'Acte constitutif, et ont donc été jugées recevables. Elles ont été présentées dans les délais prescrits par l'Article XIX du Règlement général de l'Organisation.

132. La Conférence a procédé à un scrutin secret sur la demande d'admission à la qualité de membre de la Principauté d'Andorre, de la République du Monténégro et des îles Féroé à sa deuxième séance plénière le samedi 17 novembre 2007, conformément aux dispositions de l'Article II-2 de l'Acte constitutif et de l'Article XII-9 du Règlement général de l'Organisation. Les résultats du scrutin ont été les suivants:

Admission de la Principauté d'Andorre

1. Nombre de bulletins déposés	137
2. Bulletins nuls	0
3. Abstentions	1
4. Nombre de suffrages exprimés	136
5. Majorité requise	91
6. Voix pour	136
7. Voix contre	0

Admission de la République du Monténégro

1. Nombre de bulletins déposés	137
2. Bulletins nuls	0
3. Abstentions	2
4. Nombre de suffrages exprimés	135
5. Majorité requise	90
6. Voix pour	134
7. Voix contre	1

³² C 2007/10; C 2007/LIM/9; C 2007/PV/2; C 2007/PV/11.

Admission des Îles Féroé

1. Nombre de bulletins déposés	137
2. Bulletins nuls	0
3. Abstentions	2
4. Nombre de suffrages exprimés	135
5. Majorité requise	90
6. Voix pour	134
7. Voix contre	1

133. La Conférence a par conséquent admis la Principauté d'Andorre, la République du Monténégro à la qualité de Membres de l'Organisation et les Îles Féroé à la qualité de Membre associé de l'Organisation.

134. La Conférence a décidé que, conformément aux principes et usages établis, la contribution due par ces pays pour le dernier trimestre 2007 et l'avance qu'ils devaient au Fonds de roulement s'établiraient comme suit:

Pays	Contribution		Avance au Fonds de roulement	
	Dernier trimestre 2007		EUROS	\$ EU
Principauté d'Andorre		2 209,76	2 206,64	
République du Monténégro		441,95	441,33	250
Îles Féroé		1 591,02	1 588,78	

ÉLECTION DES MEMBRES DU CONSEIL³³

135. La Conférence a ensuite élu les États Membres suivants pour siéger au Conseil:

Période allant de novembre 2007 au 31 décembre 2010

RÉGION (SIÈGES)	MEMBRES
Afrique (5)	1. Kenya 2. Maroc 3. Niger 4. Congo 5. Sénégal
Asie (3)	1. Inde 2. Indonésie 3. Pakistan
Europe (3)	1. Belgique 2. Fédération de Russie 3. Turquie
Amérique latine et Caraïbes (5)	1. Bolivie 2. Brésil 3. Cuba 4. Mexique 5. Trinité-et-Tobago
Proche-Orient (2)	1. Koweït 2. Soudan
Amérique du Nord (2)	1. Canada 2. États-Unis d'Amérique
Pacifique Sud-Ouest (1)	

³³ C 2007/11; C 2005/PV11; C 2007/PV11

Période allant du 1er janvier 2009 à novembre 2011

<u>RÉGION (SIÈGES)</u>	<u>MEMBRES</u>
Afrique (4)	1. Ghana 2. Mauritanie 3. République-Unie de Tanzanie 4. Zimbabwe
Asie (3)	1. Inde 2. Indonésie 3. Pakistan
Europe (4)	1. France 2. Italie 3. Norvège 4. Royaume-Uni
Amérique latine et Caraïbes (1)	1. El Salvador
Proche-Orient (3)	1. Afghanistan 2. Égypte 3. Arabie saoudite
Amérique du Nord (0)	
Pacifique Sud-Ouest (0)	1. Australie

NOMINATIONS

Nominations du Président indépendant du Conseil³⁴

136. La Conférence a été saisie d'une candidature à la fonction de Président indépendant du Conseil.

137. La Conférence a élu au scrutin secret M. Mohammad Saeid Naeini (Iran, République islamique d') aux fonctions de Président indépendant du Conseil et a adopté la résolution ci-après:

³⁴ C 2007/9; C 2007/LIM/22; C 2007/PV/11; C 2007/PV/11.

RÉSOLUTION 11/2007

Nomination du Président indépendant du Conseil

LA CONFÉRENCE,

Ayant procédé à un vote au scrutin secret, conformément aux dispositions de l’Article XII du Règlement général de l’Organisation,

1. **Déclare** que M. Mohammad Saeid NOORI NAEINI est nommé Président indépendant du Conseil pour une période de deux ans, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la session ordinaire de la Conférence qui se tiendra en 2009;
2. **Décide** que les conditions et indemnités attachées à la charge de Président indépendant du Conseil seront les suivantes:
 - a) une indemnité annuelle équivalant à 22 000 dollars EU pour frais de représentation et services de secrétariat au lieu de résidence du Président, étant entendu que le Directeur général fournit un service de secrétariat au Président lorsque celui-ci assiste à des sessions de la Conférence, du Conseil, du Comité du Programme ou du Comité financier; la moitié de son indemnité est payée en dollars EU et le solde, en totalité ou en partie, dans la devise du pays dont le Président est ressortissant ou en euros, à son choix;
 - b) une indemnité journalière équivalente à celle que reçoit le Directeur général adjoint, lorsque le Président s’absente de son lieu de résidence pour les affaires du Conseil;
 - c) les frais de voyage, y compris l’indemnité journalière ci-dessus, sont à la charge de l’Organisation, conformément à ses règlements et à l’usage établi, lorsque le Président assiste à des sessions du Conseil, du Comité du Programme, du Comité financier ou de la Conférence, ou lorsqu'il est invité par le Conseil ou par le Directeur général à se déplacer pour d’autres raisons.
3. **Décide** qu’à l’avenir, le montant des allocations annuelles versées au Président indépendant du Conseil sera déterminé sur la base d’une étude réalisée par le Comité financier, étant donné que ce montant n’a pas été ajusté depuis 1993.

Adoptée le 24 novembre 2007

Nomination de représentants de la Conférence de la FAO au Comité de la Caisse des pensions du personnel de la FAO³⁵

138. Conformément à l’Article 6c) des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, la Conférence a nommé quatre membres et trois membres suppléants qui siégeront au Comité des pensions du personnel pour les périodes indiquées ci-après:

³⁵ C 2007/6; C 2007/PV/9; C 2007/PV/...

Pour la période allant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008

Membre	M. Mario Gustavo Mottin Représentant permanent suppléant du Brésil auprès de la FAO
Membre suppléant	M. Ibrahim Abu Atila Représentant permanent suppléant de la Jordanie auprès de la FAO

Pour la période allant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2009

Membre	M. Kiala Kia Mateva Représentant permanent suppléant de l'Angola auprès de la FAO
--------	---

Pour la période allant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2010

Membre	M. Leslie deGraffenreid Représentant permanent suppléant des États-Unis d'Amérique auprès de la FAO
Membre suppléant	Mme Natalie Feistritzer Représentante permanente de l'Autriche auprès de la FAO

Pour la période allant du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2011

Membre	M. Ibrahim Abu Atila Représentant permanent suppléant de la Jordanie auprès de la FAO
Membre suppléant	M. Mario Gustavo Mottin Représentant permanent suppléant du Brésil auprès de la FAO

AUTRES QUESTIONS**DATE ET LIEU DE LA TRENTE-CINQUIÈME SESSION
DE LA CONFÉRENCE³⁶**

139. La Conférence a décidé de tenir une session extraordinaire à Rome du 17 au 22 novembre 2008.

³⁶ C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

**RAPPORTS DE LA CONFÉRENCE TECHNIQUE
INTERNATIONALE SUR LES RESSOURCES ZOOGÉNÉTIQUES
(INTERLAKEN, SUISSE, 3 – 7 SEPTEMBRE 2007) ET DE LA
ONZIÈME SESSION ORDINAIRE DE LA COMMISSION DES
RESSOURCES GÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE (ROME, 11 – 15 JUIN 2007)³⁷**

140. La Conférence a examiné les rapports de la Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Interlaken, Suisse, 3-7 septembre 2007), et de la onzième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Rome, 11-15 juin 2007).

141. La Conférence a exprimé sa gratitude au Gouvernement suisse pour avoir accueilli la Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi qu'aux nombreux pays qui ont généreusement appuyé le processus à la fois en espèces et en nature.

142. La Conférence s'est félicitée de l'issue favorable de la Conférence d'Interlaken, du *Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques* et de la *Déclaration d'Interlaken sur les ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture*, qui constituent une étape majeure dans les efforts internationaux visant à promouvoir l'utilisation durable, le développement et la conservation des ressources zoogénétiques.

143. La Conférence a accueilli avec satisfaction également le Programme de travail plurianuel, adopté par la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture à sa onzième session ordinaire. Elle a noté que la Commission des ressources génétiques superviserait et évaluerait la mise en œuvre du Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques et en rendrait compte.

144. La Commission a reconnu que des ressources additionnelles étaient nécessaires à la bonne mise en œuvre du *Plan d'action mondial*. Elle a noté que la responsabilité première de sa mise en œuvre incombe aux gouvernements nationaux, mais que les pays en développement ne disposaient pas de ressources adéquates. Elle est convenue que, pour mettre en œuvre avec succès le Plan d'action mondial dans les pays en développement, il fallait apporter un soutien financier et promouvoir le renforcement des capacités et le transfert de technologies. Elle a demandé à la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture d'élaborer une stratégie de financement pour la mise en œuvre du Plan d'action mondial. Elle a également noté le rôle important de la FAO et de sa Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans l'appui aux efforts déployés par les pays.

145. La Conférence a noté que le Plan d'action mondial faciliterait l'utilisation durable et l'échange de ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, conformément aux obligations internationales et aux législations nationales.

146. La Conférence a reconnu le rôle important des petits éleveurs, en particulier dans les pays en développement, en tant que détenteurs de la plus grande partie des ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde, en matière d'utilisation, de mise en valeur et de conservation des ressources des animaux d'élevage. Elle a demandé à la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture d'aborder cette question dans son rapport à la session de 2009 de la Conférence de la FAO.

147. La Conférence a adopté la résolution suivante:

³⁷ C 2007/INF/23; C 2007/LIM/11; C 2007/LIM/13; C 2007/I/PV/1; C 2007/PV/I/3; C 2007/PV/11.

RÉSOLUTION 12/2007

Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Interlaken (Suisse), 3-7 septembre 2007) et onzième session de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Rome, 11-15 juin 2007)

LA CONFÉRENCE

Se félicitant de l'issue favorable de la Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, qui a adopté la Déclaration d'Interlaken sur les ressources zoogénétiques et le Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques;

Saluant le rapport sur l'état des ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde, première évaluation mondiale exhaustive de l'état des ressources génétiques animales;

Rappelant les rôles et les valeurs essentiels des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, y compris des ressources zoogénétiques, en particulier leur contribution à la sécurité alimentaire pour les générations présentes et à venir, ainsi que les menaces que la perte et l'érosion de ces ressources font peser sur la sécurité alimentaire et les moyens durables d'existence;

1. Approuve le rapport de la Conférence d'Interlaken, le Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques et la Déclaration d'Interlaken sur les ressources zoogénétiques, contribution majeure de la FAO au cadre général international sur la biodiversité agricole;
2. Approuve le Programme de travail pluriannuel, adopté par la onzième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture; demande également à la Commission de superviser et d'évaluer la mise en œuvre du Plan d'action mondial et d'indiquer à la session de 2009 de la Conférence les mesures prises pour donner suite à la Conférence d'Interlaken;
3. Souligne combien il est important de mettre pleinement en œuvre le Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques, afin de réaliser la sécurité alimentaire et de parvenir à un développement rural durable, en particulier afin de réaliser les premier et septième objectifs du Millénaire pour le développement;
4. Appelle à une action rapide pour conserver les races animales menacées par l'érosion des ressources zoogénétiques, qui progresse à un rythme alarmant;
5. Lance un appel à tous les Membres de la FAO ainsi qu'aux mécanismes, fonds et organes internationaux pertinents, pour que la priorité et l'attention voulues soient accordées à l'allocation effective de ressources prévisibles et convenues pour la mise en œuvre effective des activités relevant des domaines prioritaires stratégiques du Plan d'action mondial; et
6. Remercie chaleureusement le Gouvernement suisse pour avoir accueilli la Conférence technique internationale, et les pays qui ont fourni des contributions, notamment en vue de permettre la participation des pays en développement.

(Adoptée le 24 novembre 2007)

MESURES DESTINÉES À AMÉLIORER LA SITUATION DE TRÉSORERIE DE L'ORGANISATION³⁸

148. La Conférence a noté que le Comité financier, à ses sessions de mai 2006, septembre 2006 et mai 2007, avait examiné les effets des contributions non réglées sur les liquidités de l'Organisation et avait proposé au Conseil certaines mesures destinées à encourager le paiement rapide des contributions. La Conférence a noté que le Conseil, à sa cent trente-troisième session, avait examiné deux projets de résolution sur les mesures destinées à améliorer la situation de trésorerie de l'Organisation, et que le Conseil avait recommandé de poursuivre les discussions lors de la trente-quatrième session de la Conférence afin de parvenir à un accord sur la question. À l'issue des négociations tenues au cours de cette session, deux projets de résolution ont été soumis à la Conférence au titre du point 25, *Autres questions*. La Conférence, ayant examiné tous les aspects de la question, a adopté les résolutions ci-après:

RÉSOLUTION 13/2007

Mesures destinées à encourager le paiement rapide des contributions

LA CONFÉRENCE,

Notant que la situation des liquidités du Programme ordinaire de l'Organisation est critique et ne peut être améliorée que par un paiement rapide des contributions mises en recouvrement auprès des États Membres;

Reconnaissant qu'il convient de prendre un ensemble complet de mesures pour encourager tous les États Membres à régler intégralement et dans les délais voulus les contributions mises en recouvrement;

Rappelant que l'accumulation de contributions non payées pourrait avoir un effet sur les droits de vote des États Membres et leur siège au Conseil, étant entendu que la Conférence pouvait tout de même permettre à ces États Membres de voter si elle constatait que le non-paiement était dû à des conditions indépendantes de leur volonté;

1. **Prie instamment** tous les États Membres de déployer tous les efforts nécessaires afin de régler rapidement toutes leurs contributions à l'Organisation, à la fois pour l'année en cours et les années précédentes, le cas échéant, ou de présenter un plan de versements échelonnés pour régler les arriérés;
2. **Demande** au Conseil de lui présenter à sa prochaine session ordinaire, pour examen, un ensemble détaillé de mesures incitatives et autres visant à assurer le paiement intégral des contributions de tous les États Membres dans les délais voulus;
4. **Décide** de maintenir la question à l'étude.

Adoptée le 23 novembre 2007

³⁸ C 2007/LIM/7; C 2007/PV/II; C 2007/PV/11.

RÉSOLUTION 14/2007

Mesures destinées à encourager le paiement rapide des contributions – acceptation, dans certaines conditions, de monnaies qui ne sont pas librement convertibles

LA CONFÉRENCE,

Notant que la situation des liquidités du Programme ordinaire de l'Organisation est critique et ne peut être améliorée que par un paiement rapide des contributions mises en recouvrement auprès des États Membres;

Reconnaissant que des mesures complémentaires sont nécessaires pour encourager le paiement rapide des contributions mises en recouvrement auprès des États Membres;

1. **Décide**, afin de faciliter le paiement des contributions des États Membres ayant des disponibilités limitées en monnaies convertibles, d'approuver une dérogation aux dispositions de l'Article 5.6 du Règlement financier pour permettre au Directeur général d'accepter des contributions dans des monnaies locales qui ne sont pas librement convertibles si les conditions ci-après sont remplies:
 - l'Organisation doit avoir des activités dans le pays pour lesquelles la monnaie pourrait être dépensée;
 - la monnaie peut être utilisée sans autre négociation au titre de la réglementation du marché des changes du pays;
 - les contributions en monnaie locale ne peuvent être acceptées que pour des montants utilisables sur une courte période de temps, de façon que la monnaie puisse être perçue et dépensée au même taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies;
 - les montants reçus seront défalqués des contributions mises en recouvrement au taux de change opérationnel de l'ONU appliqué à la date de réception de la monnaie locale dans un compte bancaire de l'Organisation;
 - lorsque le taux de change opérationnel de l'ONU est nettement différent de celui du marché des changes, le taux de conversion applicable pour créditer la contribution de l'État Membre sera le taux que la FAO aura obtenu pour la conversion en euros ou dollars à la date à laquelle la monnaie locale a été créditee au compte bancaire de l'Organisation;
 - les montants en monnaies locales ne seront pas acceptés pour les pays dont la monnaie est soumise à dévaluation chronique. En cas de réduction de la valeur d'échange ou de dévaluation importante de la monnaie locale par rapport à l'euro ou au dollar durant la période d'utilisation des fonds en monnaie locale, l'État Membre sera tenu, sur notification, de verser un montant compensant la perte de change imputable au solde non dépensé de ladite contribution;
 - le paiement des arriérés en monnaies non librement convertibles ne sera pas accepté.
2. **Décide** qu'un État Membre dont la monnaie n'est pas librement convertible et qui souhaite utiliser cette méthode de paiement présentera une demande au Directeur général et obtiendra son approbation avant d'effectuer tout transfert de fonds à l'Organisation. Le Directeur général se prononcera sur cette demande en tenant compte des meilleurs intérêts de l'Organisation, ainsi que des risques de pertes financières.

**RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE ÉQUITABLE ET ÉQUILIBRE
HOMMES-FEMMES DANS LA STRUCTURE DU CADRE
ORGANIQUE³⁹**

149. La Conférence a salué les efforts faits par l'Organisation pour corriger les déséquilibres en matière de répartition géographique et de parité hommes-femmes au sein du cadre organique.

150. La Conférence a demandé au Directeur général de poursuivre activement ces efforts, conformément au paragraphe 3 de l'Article VIII de l'Acte constitutif, à la Résolution 1/99 « *Correction des déséquilibres en matière de répartition géographique et de parité hommes-femmes au sein du cadre organique* » et à la Résolution 15/2003 « *Méthodologie pour une répartition géographique équitable* ».

³⁹ C 2007/PV/11; C 2007/PV/11.

ANNEXE A

**ORDRE DU JOUR DE LA TRENTÉ-QUATRIÈME SESSION
DE LA CONFÉRENCE****INTRODUCTION ET EXAMEN DE LA SITUATION DE L'ALIMENTATION
ET DE L'AGRICULTURE**

1. Élection du Président et des Vice-Présidents
2. Constitution du Bureau et de la Commission de vérification des pouvoirs
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation de la session
4. Admission d'observateurs
5. Examen de la situation de l'alimentation et de l'agriculture

**QUESTIONS DE FOND ET DE POLITIQUE GÉNÉRALE AYANT TRAIT À
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

6. Rapport de situation sur l'application du Plan d'action pour la parité hommes-femmes et le développement
7. Rapport intérimaire sur l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
8. Programme alimentaire mondial ONU/FAO
9. Année internationale de la pomme de terre 2008
10. Année internationale des fibres naturelles 2009

QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME ET AU BUDGET

11. Rapport sur l'exécution du Programme 2004-2005
12. Rapport d'évaluation du programme 2007
13. Programme de travail et budget 2008-2009 (Projet de résolution)
14. Évaluation externe indépendante de la FAO

QUESTIONS JURIDIQUES, ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES**A. Questions constitutionnelles et juridiques**

15. Adoption du russe en tant que langue de l'Organisation (amendement de l'Article XXII de la Constitution et Article XLVII du Règlement général de l'Organisation) (Projets de résolutions)

16. Autres questions constitutionnelles et juridiques

16.1 Rationalisation des règles d'adhésion aux comités dits « ouverts » du Conseil de la FAO (Amendements au Règlement général de l'Organisation) (Projet de résolution)

16.2 Amendements aux Règles générales du PAM

B. Questions administratives et financières

17. Comptes vérifiés 2004-2005 (Projet de résolution)

18. Barème des contributions 2008-2009 (Projet de résolution)

19. Paiement par la Communauté européenne des dépenses administratives et autres découlant de son statut de Membre de l'Organisation

20. Autres questions administratives et financières

NOMINATIONS ET ÉLECTIONS

21. Demandes d'admission à la qualité de membre de l'Organisation

22. Élection des membres du Conseil

23. Nominations

23.1 Nomination du Président indépendant du Conseil

23.2 Nomination des représentants de la Conférence de la FAO au Comité de la Caisse des pensions du personnel

AUTRES QUESTIONS

24. Date et lieu de la trente-cinquième session de la Conférence

25. Autres questions

25.1 Conférence McDougall

25.2 Remise des prix B.R. Sen

25.3 Remise du prix A.H. Boerma

25.4 Remise du prix Édouard Saouma

25.5 Médaille Margarita Lizárraga

25.6 In Memoriam

25.7 Rapports de la Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques (Interlaken, Suisse, 3 – 7 septembre 2007) et de la onzième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Rome, 11 – 15 juin 2007)

25.8 Mesures destinées à améliorer la situation de trésorerie de l'Organisation

25.9 Répartition géographique équitable et équilibre hommes-femmes dans la structure du cadre organique

المرفق باء

附录 B

APPENDIX B

ANNEXE B

APÉNDICE B

قائمة المندوبين والمراقبين

代表和观察员名单

LIST OF DELEGATES AND OBSERVERS

LISTE DES DÉLÉGUÉS ET OBSERVATEURS

LISTA DE DELEGADOS Y OBSERVADORES

الرئيس المستقل

主 席

Chairperson

Président

Presidente

: Carlos Danilo VALLEJO LÓPEZ (Ecuador)

نواب الرئيس

副主席

Vice-Chairpersons

Vice-présidents

Vicepresidentes

: Kaman NAINGGOLAN (Indonesia)

: Abu Baker Al-Mabrouk AL-MANSOURI (Libyan Arab Jamahirija)

: Vladimir A. IOSIFOV (Russian Federation)

الدول الأعضاء
成 员 国
MEMBER NATIONS
ÉTATS MEMBRES
ESTADOS MIEMBROS

AFGHANISTAN - AFGANISTÁN

Delegate

Musa M. MAROOFI
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)

Abdul Razak AYAZI
 Agriculture Attaché
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ur Rahman HABIB
 Senior Adviser
 Ministry of Agriculture, Irrigation and
 Livestock
 Kabul

Ms Fatima ZAHIR
 First Secretary
 Embassy of Afghanistan
 Rome

Ms Fahima WAHIDI
 Second Secretary
 Embassy of the Islamic Republic of
 Afghanistan
 Rome

ALBANIA - ALBANIE

Delegate

Jemin GJANA
 Minister for Agriculture, Food and
 Consumer Protection
 Tirana

Alternate(s)

Llesh KOLA
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Sali METANI

Chief
 Division of European Integration
 Ministry of Agriculture, Food and
 Consumer Protection
 Tirana

Ms Vera CARA

First Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

ALGERIA - ALGÉRIE - ARGELIA -
الجزائر

Délégué

Smaïl MIMOUNE
 Ministre de la pêche et des ressources
 halieutiques
 Alger

المندوب
 اسماعيل ميمون
 وزارة الصيد البحري والموارد الصيدية
 الجزائر

Suppléant(s)

Rachid MARIF
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

المناوب
 رشيد معاريف
 السفير
 والممثل الدائم لدى المنظمة
 روما

Abdessalem CHELGHOUUM
 Secrétaire général
 Ministère de l'agriculture et du
 développement rural
 Alger

عبد السلام شلغوم
 الأمين العام
 وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
 الجزائر

Abderrahman HAMIDAOUI
 Ministre plénipotentiaire
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

عبد الرحمن حميداوي
 الوزير المفوض
 والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
 روما

Abdelmalek TITAH
 Inspecteur général
 Direction générale des forêts
 Ministère de l'agriculture et du
 développement rural
 Alger

عبد الملك تيّاح
 المفتش العام
 للمديرية العامة للغابات
 وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
 الجزائر

Ramdane OUSSAID
 Sous Directeur
 Ministère de la pêche et des ressources
 halieutiques
 Alger

رمضان أو سعيد
 نائب مدير
 بوزارة الصيد البحري والموارد الصيدية
 الجزائر

Abderrahman BOURAD
 Directeur général de la Caisse nationale de
 la mutualité agricole
 Alger

عبد الرحمن بوراد
 المدير العام للصندوق الوطني التعاوني
 الفلاحي
 الجزائر

Mme Habiba TALEB
 Secrétaire diplomatique
 Ambassade de la République algérienne
 démocratique et populaire
 Rome

السيدة حبيبة طالب
 سكرتير دبلوماسي
 سفارة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية
 الشعبية
 روما

Hamza BELKHODJA
 Chef protocole
 Ministère de la pêche et des ressources
 halieutiques
 Alger

حمزة بلخوجة
 مديرية تسييرات
 وزارة الصيد البحري والموارد الصيدية
 الجزائر

ANDORRA - ANDORRE

Délégué
 Albert PINTAT SANTOLÀRIA
 Premier Ministre
 Andorre-la-Vieille

Suppléant(s)
 Mme Meritxell MATEU PI
 Ministre des affaires étrangères
 Andorre-la-Vieille

Joel FONT COMA
 Ministre de l'économie et de l'agriculture
 Andorre-la-Vieille

Vicenç MATEU
 Ambassadeur d'Andorre en Italie
 Rome

Ms Meritxell ROQUET
 Agent technique au service de l'agriculture
 Ministère de l'économie et de l'agriculture
 Andorre-la-Vieille

Josep Maria CASALS
 Chef de l'unité agriculture et nutrition
 Ministère de l'économie et de l'agriculture
 Andorre-la-Vieille

Ms Cristel MOLNE
 Agent au service du protocole
 Ministère de l'économie et de l'agriculture
 Andorre-la-Vieille

ANGOLA

Délégué
 Afonso Pedro CANGA
 Ministre de l'agriculture et du
 développement rural
 Luanda

Suppléant(s)
 Salomão XIRIMBIMBI
 Ministre des pêches
 Luanda

Joaquim Ekuma MUAFUMUA
 Ministre du commerce
 Luanda

Mme Graça JOB
 Vice Ministre de finances
 Ministère des finances
 Luanda

Manuel Pedro PACAVIRA
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Gomes CARDOSO
 Directeur National du Commerce
 Ministère du Commerce
 Luanda

Rodrigo MUTUNDA
 Directeur National de l'Institut national
 pour la défense du consommateur
 Ministère du commerce
 Luanda

Pedro Agostinho KANGA
 Directeur
 Cabinet des relations internationales
 Ministère de l'agriculture et du
 développement rural
 Luanda

Dielobaka NDOMBELE
 Directeur du Cabinet des relations
 internationales
 Ministère de l'agriculture et du
 développement rural
 Luanda

David TUNGA
 Directeur du Cabinet de la sécurité
 alimentaire
 Ministère de l'agriculture et du
 développement rural
 Luanda

Mme Manuela HUNG DE OLIVEIRA
 Directrice du Laboratoire national
 Ministère du commerce
 Luanda

Mme María Alvaro DONGALA
 DOMBAXE
 Chef du Département de l'acquaculture
 continentale de la DNA
 Ministère des pêches
 Luanda

Mme Esperanca JUSTIZ SILVA
 Chef du Département de l'acquaculture de
 l'Institute de pêche artisanale
 Ministère des pêches
 Luanda

Kiala Kia MATEVA
 Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

Carlos Alberto AMARAL
 Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

Mme Maria Luisa CAETANO DO
 NASCIMENTO
 Assistante
 Cabinet du Ministre
 Ministère de l'agriculture et du
 développement rural
 Luanda

Mme Maria Celestina PACAVIRA
 Assistante pour les affaires internationales
 Ambassade de la République d'Angola
 Rome

**ANTIGUA AND BARBUDA –
 ANTIGUA-ET-BARBUDA –
 ANTIGUA Y BARBUDA**

ARGENTINA - ARGENTINE

Delegado
 Victorio José María TACCETTI
 Embajador
 Representante Permanente ante la FAO
 Roma

Suplente(s)
 Sra. María DEL CARMEN SQUEFF
 Consejero
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

Ariel FERNÁNDEZ
 Jefe de Asesores del Subsecretario de
 Política Agropecuaria y Alimentos
 Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca
 y Alimentos
 Buenos Aires

Ruben CIANI
 Director de Mercados Agroalimentarios
 Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca
 y Alimentos
 Buenos Aires

Agustín ZIMMERMANN
 Tercer Secretario
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

Sra. María Andrea FORBES
 Representación Permanente de la República
 Argentina ante la FAO
 Roma

Sra. María Inés JAIME BURMEISTER
 Representación Permanente de la República
 Argentina ante la FAO
 Roma

ARMENIA - ARMÉNIE

Delegate
 Zohrab V. MALEK
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Delegate
 Ms Amanda VANSTONE
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)
 Cliff SAMSON
 Deputy Secretary
 Department of Agriculture, Fisheries and
 Forestry
 Canberra

Craig BURNS
 Executive Manager
 International Division
 Department of Agriculture, Fisheries and
 Forestry
 Canberra

Ian LONGSON
 Director-General
 WA, Department of Agriculture and Food
 Bentley, WA

Brett HUGHES
 Manager
 Multilateral Trade Branch
 Department of Agriculture, Fisheries and
 Forestry
 Canberra

Ms Judy BARFIELD
 Counsellor (Agriculture)
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ms Fiona BARTLETT
 Counsellor (Agriculture) Designate
 Department of Agriculture, Fisheries and
 Forestry
 Canberra

AUSTRIA - AUTRICHE**Delegate**

Ms Hedwig WÖGERBAUER
 Director
 Head of Division for FAO, OECD, Food
 Aid and Economic Provision Affairs
 Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
 Environment and Water Management
 Vienna

Alternate(s)

Norbert WINKLER
 Officer-in-Charge for OECD, FAO, Food
 Aid and Economic Provision Affairs
 Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
 Environment and Water Management
 Vienna

Harald STRANZL
 Minister Counsellor
 Federal Ministry of European and
 International Affairs
 Vienna

Ms Natalie FEISTRITZER
 Counsellor (Agricultural Affairs)
 Permanent Representative to FAO
 Rome

AZERBAIJAN - AZERBAÏDJAN - AZERBAIYÁN**Delegate**

Emil Zulfgar oglu KARIMOV
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)

Rashad ASLANOV
 Second Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ms Nigar HUSEYNOVA
 Third Secretary
 Embassy of the Republic of Azerbaijan
 Rome

Mammad ZULFUGAROV

Attaché
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

BAHAMAS**Delegate**

Lawrence CARTWRIGHT
 Minister for Agriculture and Marine
 Resources
 Nassau

Alternate(s)

Mrs Colleen NOTTAGE
 Permanent Secretary
 Ministry of Agriculture and Marine
 Resources
 Nassau

Simeon PINDER
 Director of Agriculture
 Ministry of Agriculture and Marine
 Resources
 Nassau

Michael BRAYNEN
 Director of Marine Resources
 Ministry of Agriculture and Marine
 Resources
 Nassau

Ms Theresa CARTWRIGHT
 Ministry of Agriculture and Marine
 Resources
 Nassau

BAHRAIN - BAHREİN - BAHREIN - البحرين**Delegate**

Mansoor Ben Hassan BEN RAJAB
 Minister for Municipalities and Agriculture
 Affairs
 Manama

المندوب
 منصور بن حسن بن رجب
 وزير شؤون البلديات والزراعة
 المنامة

Alternate(s)

Jaffar Habib AHMED HASSAN
 Assistant Under-Secretary
 Agricultural Production
 Ministry of Municipalities and Agriculture
 Affairs
 Manama

المناوب
 جعفر حبيب أحمد حسن
 مساعد وكيل الوزير للإنتاج الزراعي
 وزارة شؤون البلديات والزراعة
 المنامة

Own Ali AL KHENAIZI
 Technical Advisor
 Ministry of Municipalities and Agriculture
 Affairs
 Manama

عون علي الخنizi
 المستشار الفني
 وزارة شؤون البلديات والزراعة
 المنامة

Ayman Ahmed AL KHUDHUR
 Technical Advisor
 Ministry of Municipalities and Agriculture
 Affairs
 Manama

أيمن أحمد الخضر
 مستشار فني
 وزارة شؤون البلديات والزراعة
 المنامة

Khalil Ebrahim AL DERAZI
 Director
 Extension and Agriculture Relations
 Directorate
 Ministry of Municipalities and Agriculture
 Affairs
 Manama

خليل ابراهيم الدراري
 مدير
 إدارة الإرشاد والعلاقات الزراعية
 وزارة شؤون البلديات والزراعة
 المنامة

Mubarak Aman AL NOAIMI

Director of Water Resources Directorate
 Ministry of Municipalities and Agriculture
 Affairs
 Manama

مبارك أمان النعيمي
 مدير إدارة مصادر المياه
 وزارة شؤون البلديات والزراعة
 المنامة

Moh'd ABBAS ISA
 Media Specialist
 Ministry of Municipalities and Agriculture
 Affairs
 Manama

محمد عباس عيسى
 أخصائي إعلام
 وزارة شؤون البلديات والزراعة
 المنامة

BANGLADESH

Delegate

Fazlul KARIM
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)

Ms Nasrin AKHTER
 Counsellor (Economic Affairs)
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Shameem AHSAN
 Counsellor (Political)
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

BARBADOS - BARBADE

Delegate

Erskine GRIFFITH
 Minister for Agriculture and Rural
 Development
 Bridgetown

Alternate(s)

Frederick FORDE
 Permanent Secretary
 Ministry of Agriculture and Rural
 Development
 Bridgetown

Barton CLARKE
 Chief Agricultural Officer
 Ministry of Agriculture and Rural
 Development
 Bridgetown

BELARUS - BÉLARUS - BELARÚS

Delegate

Aleksei SKRIPKO
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)

Andrei LOZOVIK
 Counsellor
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome

BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA

Délégué

Jan DE BOCK
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Suppléant(s)

Mme Martine VAN DOOREN
 Ministre Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

Francis VANNEROM
 Conseiller
 Service public fédéral (SFP) affaires
 étrangères, commerce extérieur et
 coopération au développement
 Bruxelles

Roland PARFONRY

Conseiller
 Service public fédéral (SFP) affaires
 étrangères, commerce extérieur et
 coopération au développement
 Bruxelles

Hugo VERBIST

Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

BELIZE - BELICE**BENIN - BÉNIN**

Délégué

Roger DOVONOU
 Ministre de l'agriculture, de l'élevage, et de
 la pêche
 Cotonou

Suppléant(s)

Hontonnou DOSSOU BATA
 Directeur de l'agriculture
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage, et
 de la pêche
 Cotonou

Jean YEHOUEOUNOU TESSI

Directeur Adjoint des forêts et des
 ressources naturelles
 Ministère de l'environnement et de la
 protection de nature
 Cotonou

Mme Madina SEPHOU

Conseiller Technique à la recherche, à
 l'agriculture et à l'alimentation du Ministre
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage, et
 de la pêche
 Cotonou

BHUTAN - BHOUTAN - BHUTÁN

Delegate

Sherub GYALTSHEN
 Secretary
 Ministry of Agriculture
 Thimphu

Alternate(s)	Ms Kebabope LALETSANG Acting Director for Planning and Statistics Ministry of Agriculture Gaborone
Tenzin CHOPHEL Chief Planning Officer Policy and Planning Division Ministry of Agriculture Thimphu	Amos Galefele RAMOCHA Principal Scientific Officer Ministry of Agriculture Gaborone
Ganesh B. CHHETRI Chief Agriculture Officer Department of Agriculture Ministry of Agriculture Thimphu	BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL
BOLIVIA - BOLIVIE	
Delegado	
Esteban Elmer CATARINA MAMANI Embajador Representante Permanente ante la FAO Roma	José Antônio MARCONDES DE CARVALHO Ambassador Permanent Representative to FAO Rome
Suplente(s)	
Maria Isabel CADIMA PAZ Consejera Representante Permanente Alterno ante la FAO Roma	Célio PORTO International Advisor Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply Brasília
Oscar Bailon Javier RIVERO ECHEVERRÍA Segundo Secretario Embajada de la República de Bolivia Rome	Renato MOSCA DE SOUZA Counsellor Deputy Permanent Representative to FAO Rome
BOSNIA AND HERZEGOVINA -	
BOSNIE-HERZÉGOVINE –	
BOSNIA Y HERZEGOVINA	
BOTSWANA	
Delegate	Mário Gustavo MOTTIN Second Secretary Alternate Permanent Representative to FAO Rome
Johnie K. SWARTZ Minister for Agriculture Gaborone	Felipe Haddock Lobo GOULART Second Secretary Alternate Permanent Representative to FAO Rome
Alternate(s)	
Molatlhegi MODISE Director Crop Production Department Ministry of Agriculture Gaborone	

BULGARIA - BULGARIE**Delegate**

Dimitar PEYCHEV
 Deputy Minister of Agriculture and Food
 Ministry of Agriculture and Food
 Sofia

Alternate(s)

Krassimir KOSTOV
 Minister Plenipotentiary
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Ms Jasmine POPOVA
 Ambassador
 Ministry of Foreign Affairs
 Sofia

Ms Rossitza GEORGOVA
 Head of Department
 Ministry of Agriculture and Food
 Sofia

BURKINA FASO**Délégué**

Laurent SEDOGO
 Ministre de l'environnement et du cadre de
 vie
 Ouagadougou

Suppléant(s)

Boubakar CISSE
 Conseiller économique
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

André A. YAMEOGO
 Secrétaire Exécutif
 Conseil National de la Sécurité Alimentaire
 Ouagadougou

Ibrahim LANKOANDE
 Directeur des forêts
 Ministère de l'environnement et du cadre de
 vie
 Ouagadougou

BURUNDI**Délégué**

Léopold NDAYISABA
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Suppléant(s)

Adrien NAHAYO
 Premier Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

CAMBODIA - CAMBODGE - CAMBOYA**CAMEROON - CAMEROUN -
CAMERÚN****Délégué**

Jean NKUETE
 Vice Premier Ministre
 Ministre de l'agriculture et du
 développement rural
 Yaoundé

Suppléant(s)

Michael TABONG KIMA
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Moungui MÉDI
 Deuxième Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

Mme Sylvie ONANA
 Chargée d'études
 Services du Premier Ministre
 Yaoundé

Jacob ONDOUA OWONO
 Directeur des Études, des programmes et de
 la planification
 Ministère de l'agriculture et du
 développement rural
 Yaoundé

Paul NFONDANG
 Sous Directeur du Budget
 Ministère de l'agriculture et du
 développement rural
 Yaoundé

Philippe MOUMIE
 Secrétaire Permanent
 Comité de gestion de l'assistance
 FAO/PAM
 Yaoundé

Raymond Jean-Jules Sanzhie SANZHIÉ BOKALLY
 Secrétaire Exécutif de la caisse de
 développement de la pêche maritime
 Ministère de l'élevage, des pêches et des
 industries animales
 Yaoundé

Ousman BABA MALLOUM
 Directeur des Pêches
 Ministère de l'élevage, des pêches et des
 industries animales
 Yaoundé

Mlle Nathalie NGANGOUM
 Étudiante stagiaire en relations
 internationales
 Rome

CANADA - CANADÁ

Delegate
Gerry RITZ
 Minister for Agriculture and Agri-Food and
 Minister for the Canadian Wheat Board
 Ottawa

Alexander HIMELFARB
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)
Ms Krista MOUNTJOY
 Assistant Deputy Minister
 Markets and Industry Services Branch
 Agriculture and Agri-Food Canada
 Ottawa

Blair COOMBER
 Director-General
 International Trade Policy Directorate
 Agriculture and Agri-Food Canada
 Ottawa

Paul MURPHY
 Executive Director
 Programs and Multilateral Affairs
 Agriculture and Agri-Food Canada
 Ottawa

Wayne EASTER
 Member of Parliament
 Ottawa

Ms Lynette CORBETT
 Chief of Staff
 Minister's Office
 Agriculture and Agri-Food Canada
 Ottawa

Todd MACKAY
 Director of Communications
 Minister's Office
 Agriculture and Agri-Food Canada
 Ottawa

James MELANSON
 Counsellor
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome

Ms Maureen DOLPHIN
 Deputy Director
 Programs and Multilateral Affairs
 Agriculture and Agri-Food Canada
 Ottawa

Kent VACHON
 Counsellor
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ms Rachel ARCHER
 Multilateral Affairs Officer
 Programs and Multilateral Affairs
 Agriculture and Agri-Food Canada
 Ottawa

Angel GARCIA
 Events Planner
 Communications Branch
 Agriculture and Agri-Food Canada
 Ottawa

Michel LANDRY
 Counsellor Veterinary Affairs
 Agriculture, Fisheries and Environment
 Section
 Mission of Canada
 Brussels

**CAPE VERDE - CAP-VERT –
 CABO VERDE**

Délégué
 Mme Maria Madalena DE BRITO NEVES
 Ministre de l'environnement et de
 l'agriculture
 Praia

Suppléant(s)
 José Eduardo DANTAS FERREIRA
 BARBOSA
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Mme Maria Goretti SANTOS LIMA
 Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

Mme Adelaide RIBEIRO
 Directrice d'études, planification et
 coopération
 Ministère de l'environnement, agriculture et
 pêche
 Praia

**CENTRAL AFRICAN REPUBLIC -
 RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE -
 REPÚBLICA CENTROAFRICANA**

Délégué
 Charles MASSI
 Ministre du développement rural
 Bangui

Suppléant(s)
 Michel BISSEFI
 Point Focal FAO/OMC
 Ministère du développement rural
 Bangui

CHAD - TCHAD

Délégué
 Haroun KABADI
 Ministre d'État
 Ministre de l'agriculture
 N'Djaména

Suppléant(s)
 Mme Haoua OUTMAN DJAMÉ
 Ministre de l'environnement, de la qualité
 de la vie et des parcs nationaux
 N'Djaména

Abakar RAMADANE
 Ministre de la pêche, de l'hydraulique
 pastorale et villageoise
 N'Djaména

Ashanty OUMAR
 Secrétaire Général du Ministère de
 l'Agriculture
 Ministère de l'agriculture
 N'Djaména

Sandjima DOUNIA
 Secrétaire Général
 Ministère de l'environnement, de la qualité
 de la vie et des parcs nationaux
 N'Djaména

Djitaingar DJIBANGAR
 Directeur général de la production agricole
 Ministère de l'agriculture
 N'Djaména

Ahmat Mahamat HASSANE
 Conseiller juridique du Ministre de
 l'agriculture
 Ministère de l'agriculture
 N'Djaména

Ibet OUTHMAN ISSA
 Directeur Général de l'Institut Tchadien de
 recherche agronomique pour le
 développement
 Ministère de l'agriculture
 N'Djaména

Alternate(s)
 LI ZHENG DONG
 Director-General
 Department of International Cooperation
 Ministry of Agriculture
 Beijing

CHILE - CHILI

Delegado
 Gabriel VALDÉS SUBERCASEAUX
 Embajador
 Representante Permanente ante la FAO
 Roma

李正东
 农业部
 国际合作司
 司长
 北京

Suplente(s)
 Konrad PAULSEN
 Ministro Consejero
 Representante Permanente Adjunto ante la
 FAO
 Roma

LIANG TIANGENG
 Director-General
 Department of Personnel and Human
 Resources
 Ministry of Agriculture
 Beijing

Julio FIOL
 Consejero
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

梁田庚
 农业部
 人事劳动司
 司长
 北京

Antonio BAYAS
 Funcionario de Dirección de Política
 Multilateral
 Ministerio de Relaciones Exteriores
 Santiago

CHEN XIAOHUA
 Director-General
 Department of Law and Policy
 Ministry of Agriculture
 Beijing

Victor VENEGAS
 Encargado Asuntos Internacionales
 Ministerio de Agricultura
 Santiago

陈小华
 农业部
 政策法规司
 司长
 北京

CHINA - CHINE - 中国

Delegate
 SUN ZHENGCAI
 Minister for Agriculture
 Beijing

MA YOUXIANG
 Minister Plenipotentiary
 Permanent Representative to FAO
 Rome

孙政才
 中国农业部
 部长
 北京

马有祥
 常驻粮农机构代表处代表
 全权公使
 罗马

Ms YAO XIANGJUN
 Deputy Director-General
 Department of International Cooperation
 Ministry of Agriculture
 Beijing

姚向君
 农业部
 国际合作司
 副司长
 北京

HU YAN'AN
 Counsellor
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

胡延安
 常驻粮农机构代表处
 参赞
 罗马

LIU LE
 Secretary to the Minister for Agriculture
 Ministry of Agriculture
 Beijing

刘乐
 农业部
 部长秘书
 北京

LUO MING
 Director
 Department of International Cooperation
 Ministry of Agriculture
 Beijing

罗鸣
 农业部
 国际合作司
 处长
 北京

LIU ZHONGWEI
 Director
 Department of International Cooperation
 Ministry of Agriculture
 Beijing

刘中蔚
 农业部
 国际合作司
 处长
 北京

ZHAO BING
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

赵兵
 常驻粮农机构代表处
 一秘
 罗马

ZHANG MING
 Second Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

张明
 常驻粮农机构代表处
 二秘
 罗马

ZHANG MINGJIE
 Second Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

张明杰
 常驻粮农机构代表处
 二秘
 罗马

CHEN CHANGBING
 Second Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

陈常兵
 常驻粮农机构代表处
 二秘
 罗马

Ms QIAN YU
 Third Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

钱钰
 常驻粮农机构代表处
 三秘
 罗马

PANG YULIANG
 Third Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

庞玉良
 常驻粮农机构代表处
 三秘
 罗马

ZHAO LIJUN
 Officer
 Department of International Cooperation
 Ministry of Agriculture
 Beijing

赵立军
 农业部
 国际合作司
 副主任科员
 北京

Ms ZHANG XIJUN
 Interpreter
 Ministry of Agriculture
 Beijing

张夕君
 农业部
 国际交流服务中心
 翻译
 北京

AN QUAN
 Attaché
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

安全
 常驻粮农机构代表处
 职员
 罗马

COLOMBIA - COLOMBIE

Delegado
 Sabas PRETEL DE LA VEGA
 Embajador
 Representante Permanente ante la FAO
 Roma

Suplente(s)
 Francisco José COY GRANADOS
 Ministro Plenipotenciario
 Representante Permanente Adjunto ante la
 FAO
 Roma

Sra. Rosalía Esperanza ANZOLA MORA
 Consejera
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

Sra. Beatriz CALVO VILLEGAS
 Primer Secretario
 Representante Permanente Adjunto ante la
 FAO
 Roma

Andrea LONDOÑO OSORIO
 Primer Secretario
 Representante Permanente Adjunto ante la
 FAO
 Roma

COMOROS - COMORES - COMORAS –
جزر القمر

CONGO

Délégué
 Mme Jeanne DAMBENDZET
 Ministre de l'agriculture et de l'élevage
 Brazzaville

Suppléant(s)
 Pacifique ISSOÏBÉKA
 Ministre de l'économie, des finances et du
 budget
 Brazzaville

Henri DJOMBO
 Ministre de l'économie forestière
 Brazzaville

Mme Adelaïde MOUNDÉLÉ-NGOLLO
 Ministre du commerce, de la consommation
 et des approvisionnements
 Brazzaville

Philippe MVOOU
 Ministre de la pêche maritime et
 continentale
 Brazzaville

Mamadou DEKAMO KAMARA
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Sylvain BAYALAMA
 Ministre Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

Mme Georgette BAMANA DANDOU
 Directrice Générale de l'Agriculture
 Ministère de l'agriculture et de l'élevage
 Brazzaville

Appolinaire NGOUEMBÉ
 Directeur Général de la pêche et de
 l'aquaculture
 Ministère de la pêche maritime et
 continentale
 Brazzaville

Alphonse OKOYE
 Directeur Général du Commerce
 Ministère du commerce, de la
 consommation et des approvisionnements
 Brazzaville

Emile ESSEMA
 Deuxième Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

Dieudonné KISSIEKIAOUA
 Conseiller à la pêche maritime
 Ministère de la pêche maritime et
 continentale
 Brazzaville

Marie Albert KOY
 Conseiller à la coopération et à la formation
 Ministère de la pêche maritime et
 continentale
 Brazzaville

Jacques OSSISSOU
 Conseiller Economique
 Ministère de l'économie forestière
 Brazzaville

Germain KOMBO
 Conseiller à l'environnement et au
 développement durable
 Ministère de l'économie forestière
 Brazzaville

Paul Hervey KENGOUYA
 Conseiller Spécial
 Ministère de la pêche maritime et
 continentale
 Brazzaville

Simon ATSIOU
 Directeur du Centre national des semences
 améliorées
 Ministère de l'agriculture et de l'élevage
 Brazzaville

Raymond NKOUA
 Directeur de la composante Maîtrise de l'eau
 Ministère de l'agriculture et de l'élevage
 Brazzaville

Guy Jean-Claude OKOULATSONGO
 Premier Secrétaire
 Ministère de l'agriculture et de l'élevage
 Brazzaville

Maurice AYI-ALIALA
 Attaché à l'Aquaculture
 Ministère de l'agriculture et de l'élevage
 Brazzaville

Gilbert IBARA
 Attaché à la Direction des études et de la planification
 Ministère de l'agriculture et de l'élevage
 Brazzaville

Ulrich William DABOUDARD
 Attaché aux relations publiques
 Ministère de la pêche maritime et continentale
 Brazzaville

Yvon NGAKENI
 Attaché de Cabinet
 Ministère de l'économie forestière
 Brazzaville

Anicet MOUNGANI
 Attaché au Commerce
 Ministère du commerce, de la consommation et des approvisionnements
 Brazzaville

Ferdinand MILANDOU
 Chef de Division des Organisations à caractère juridique, social et humanitaire
 Ministère de la coopération, de l'action humanitaire et de la solidarité
 Brazzaville

**COOK ISLANDS - ÎLES COOK -
 ISLAS COOK**

COSTA RICA

Delegado
 Luis París CHAVERRI
 Embajador
 Representante Permanente ante la FAO
 Roma

Suplente(s)
 Sra. Greta PREDELLA
 Representación Permanente de Costa Rica
 Roma

CÔTE D'IVOIRE

Délégué
 Youssouf SOUMAHORO
 Ministre du commerce
 Abidjan

Suppléant(s)
 Richard ZADY GBAKA
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Apia Edmond N'DRI
 Directeur des productions alimentaires et de la diversification
 Ministère de l'agriculture
 Abidjan

Yacouba ATTA
 Premier Conseillier
 Ambassade de la République de Côte d'Ivoire
 Rome

Lida Lambert BALLOU
 Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de la FAO
 Rome

Aboubakar BAKAYOKO
 Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de la FAO
 Rome

Nicaisse ATSE
 Chargé du Protocole
 Ambassade de la République de Côte
 d'Ivoire
 Rome

Mamadouba KAMISSOKO
 Directeur de la Metrologie
 Ministère du commerce
 Abidjan

Lamad Abdallah BAKAYOKO
 Chargé de mission
 Ministère du commerce
 Abidjan

Souleymane BAKAYOKO
 Conseiller Technique
 Ministère du commerce
 Abidjan

Soro YAMANI
 Ministère de l'environnement et des eaux et
 forêts
 Abidjan

Kone NONYO
 Conseiller technique
 Ministère de l'économie et des finances
 Abidjan

CROATIA - CROATIE - CROACIA

Delegate
 Tomislav VIDOSEVIC
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)
 Ms Zlata PENIC IVANKO
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ms Marina DEUR
 Senior Counsellor
 International Relationship Division
 Ministry of Agriculture, Forestry and Water
 Management
 Zagreb

CUBA

Delegado
 Enrique MORET ECHEVERRÍA
 Embajador
 Representante Permanente ante la FAO
 Roma

Suplente(s)
 José QUINTERO GÓMEZ
 Funcionario
 Representación Permanente de la República
 de Cuba ante la FAO
 Roma

CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE

Delegate
 Panikos POUROS
 Permanent Secretary
 Ministry of Agriculture, Natural Resources
 and Environment
 Nicosia

Alternate(s)
 George F. POULIDES
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Haris ZANNETIS
 Senior Agricultural, Natural Resources and
 Environment Officer
 Ministry of Agriculture, Natural Resources
 and Environment
 Nicosia

Gabriel ODYSSEOS
 Attaché (Agriculture)
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Artemis ANTONIADES
 Senior Agricultural Research Officer
 Ministry of Agriculture, Natural Resources
 and Environment
 Nicosia

**CZECH REPUBLIC –
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE –
REPÚBLICA CHECA**

Delegate

Ivo HLAVÁČ
First Deputy Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Prague

Alternate(s)

Mrs Daniela MOYZESOVÁ
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Mrs Hana SEVCIKOVÁ
Director
Development Cooperation and
Humanitarian Aid Department
Ministry of Foreign Affairs
Prague

Mrs Marta TEPLÁ
Director
Trade and International Cooperation
Department
Ministry of Agriculture
Prague

Jirí MUCHKA
Secretary of the National FAO Committee
Ministry of Agriculture
Prague

Mrs Leona VRÁNOVÁ
Ministry of Agriculture
Prague

Mrs Miroslava DEBNÁROVÁ
Ministry of Agriculture
Prague

**DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC
OF KOREA –
RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE -
REPÚBLICA POPULAR
DEMOCRÁTICA DE COREA**

Delegate

HAN Tae Song
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

MUN Jong Nam
Secretary-General
DPRK National Committee for UN FAO
Pyongyang

JONG Sun Won
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

PAK Chun II
Coordinator
DPRK National Committee for UN FAO
Pyongyang

RI Song Chol
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

**DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE
CONGO –
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU
CONGO –
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DEL
CONGO**

Délégué

François Joseph MOBUTU NZANGA
NGBANGAWE
Ministre d'État, chargé de l'agriculture
Kinshasa-Gombe

Suppléant(s)

Emmanuel LIBENDELE LOBUNA
 Conseiller principal du Chef de l'État au
 collège chargé de l'agriculture, pêche,
 élevage et environnement
 Kinshasa-Gombe

Albert TSHISELEKA FELHA
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Innocent Mokosa MANDENDE
 Ministre Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

DENMARK - DANEMARK -
DINAMARCA

Delegate
 Gunnar ORTMANN
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)
 Henrik KRØLL
 Head of Department
 Ministry of Food, Agriculture and Fisheries
 Copenhagen

Søren SKAFTE
 Minister
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome

Kristian HØJERSHOLT
 Minister Counsellor
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome

Henrik JEPSEN
 Attaché
 Royal Danish Embassy
 Rome

Johannes ØSTERGAARD
 Chief Counsellor
 Danish Agricultural Council
 Copenhagen

جِبُوْتِي - DJIBOUTI

Délégué

Abdoulkader Kamil MOHAMED
 Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de
 la mer
 Djibouti

المندوب
 عبد القادر كمیل محمد
 وزير الزراعة والتربية الحيوانية والبحار
 جِبُوْتِي

Suppléant(s)

Mohamed MOUSSA CHEHEM
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Bruxelles

المناوب
 محمد موسى شیهم
 السفير
 الممثل الدائم لدى المنظمة
 بروکسیل

Djama Mahamoud DOUALEH
 Secrétaire Général du ministère de
 l'agriculture, de l'élevage, de la mer, chargé
 des Ressources hydrauliques
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Bruxelles

دِجَامَا مُحَمَّدْ دُوَالِه
 المندوب الدائم لدى المنظمة
 بروکسیل

DOMINICA - DOMINIQUE

Delegate
 Matthew WALTER
 Minister for Agriculture, Fisheries and
 Forestry
 Roseau

DOMINICAN REPUBLIC -
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE -
REPÚBLICA DOMINICANA

Delegado
 Mario ARVELO CAAMAÑO
 Embajador
 Representante Permanente ante la FAO
 Roma

Suplente(s)

Sra. Yanina GRATERAUX
 Ministra Consejera
 Representante Permanente Alterna ante la
 FAO
 Roma

Héctor Manuel MARTÍNEZ
 FERNÁNDEZ
 Ministro Consejero
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

ECUADOR - ÉQUATEUR

Delegado

Carlos Danilo VALLEJO LÓPEZ
 Ministro de Agricultura, Ganadería,
 Acuacultura y Pesca
 Quito

Suplente(s)

Sra. Geoconda M. GALÁN CASTELO
 Embajador
 Representante Permanente ante la FAO
 Roma

Fausto JORDÁN BUCHELI
 Asesor Ministro
 Ministerio de Agricultura, Ganadería,
 Acuacultura y Pesca
 Quito

Sra. Mónica MARTÍNEZ MEDUIÑO
 Consejero
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

José SALGADO SALGADO
 RIVADENEIRA
 Tercer Secretario
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

Sra. María del Carmen GÁNDARA
 RIOFRÍO
 Asesora
 Ministerio de Agricultura, Ganadería,
 Acuacultura y Pesca
 Quito

Sra. Serena VIVIANI

Observadora
 Embajada de la República del Ecuador
 Roma

EGYPT - ÉGYPTE - EGIPTO مصر -

Delegate

Amin Ahmed Mohamed Othman ABAZA
 Minister for Agriculture and Land
 Reclamation
 Cairo

المندوب

أمين أحمد محمد عثمان أباطة
 وزير الزراعة واستصلاح الأراضي
 القاهرة

Alternate(s)

Mohamed Ashraf GAMAL ELDIN
 RASHED
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

المناوب

محمد أشرف جمال الدين رشيد
 السفير
 والممثل الدائم لدى المنظمة
 روما

Adel EL SAYED AL-BELTAGY

Advisor for Research and Development to
 the Minister for Agriculture and Land
 Reclamation
 Chairman of Agriculture Research and
 Development Centre
 Cairo

عادل السيد البلتاجي
 مستشار في البحوث والتطوير لدى وزير
 الزراعة واستصلاح الأراضي
 رئيس مركز بحوث وتطوير الزراعة
 القاهرة

Mrs Dawlat HASSAN

Ambassador
 Advisor to the Minister for International
 Relations
 Cairo

السيدة دولت حسن

السفير
 مستشار وزير العلاقات الدولية
 القاهرة

Abdel Aziz Mohamed HOSNI ABDEL
AZIZ
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

عبد العزيز محمد حسني عبد العزيز
المستشار
نائب الممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Adel ABOUL-NAGA
Chief Researcher
Animal Research Institute
Cairo

عادل أبو النجا
كبير الباحثين
معهد البحوث الحيوانية
القاهرة

Medhat EL-MELIGI
Advisor to the Minister for Agriculture and
Land Reclamation
Ministry of Agriculture and Land
Reclamation
Cairo

محدث المليجي
مستشار وزير الزراعة واستصلاح
الأراضي
وزارة الزراعة واستصلاح الأراضي
القاهرة

Yasser Abdel Rahman SOROUR
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

ياسر عبد الرحمن سرور
السكرتير الثاني
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Raafat Salah Eldin ZAKI
Director-General
International Organizations and Conference
Department
Foreign Agricultural Relations
Ministry of Agriculture and Land
Reclamation
Cairo

رأفت صلاح الدين زكي
مدير عام
ادارة المنظمات الدولية والمؤتمرات
العلاقات الزراعية الخارجية
وزارة الزراعة واستصلاح الأراضي
القاهرة

EL SALVADOR

Delegado
Mario Ernesto SALAVERRÍA
Ministro de Agricultura y Ganadería
San Salvador

Suplente(s)
José Roberto ANDINO SALAZAR
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Sra. María Eulalia JIMÉNEZ DE MOCHI
ONORI
Ministro Consejero
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Eduardo VIDES LARIN
Ministro Consejero
Embajada de El Salvador ante la Santa
Sede
Roma

Sra. Patricia COMANDARI
Ministro Consejero
Embajada de El Salvador ante la Santa
Sede
Roma

Sra. Beatriz MOLINA DE NORBY
Consejero
Embajada de El Salvador
Roma

**EQUATORIAL GUINEA –
GUINÉE ÉQUATORIALE –
GUINEA ECUATORIAL**

Delegado

Domingo OLOMO NVE
Viceministro de Agricultura y Bosques
Ministerio de Agricultura y Bosques
Malabo

Suplente(s)

Pascual BACALE MBIANG
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Salomón NFA NDONG
Director General de Agricultura
Ministerio de Agricultura y Bosques
Malabo

Gabriel Martín ESONO NDONG
Jefe de Sección
Ministerio de Agricultura y Bosques
Malabo

ERITREA - ÉRYTHRÉE

Delegate

Arefaine BERHE
Minister for Agriculture
Asmara

Alternate(s)

Zemedé Tekle WOLDETATIOS
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Yohannes TENSUE
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

ESTONIA - ESTONIE

Delegate

Peeter SEESTRAND
Deputy Secretary-General for Foreign
Affairs and Development
Ministry of Agriculture
Tallinn

Alternate(s)

Ruve SANK
Minister Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Siim TIIDEMANN
Deputy Head
European Union and Foreign Affairs
Department
Ministry of Agriculture
Tallinn

Ms Kai KASENURM
Chief Specialist
European Union and Foreign Affairs
Department
Ministry of Agriculture
Tallinn

ETHIOPIA - ÉTHIOPIE - ETIOPÍA

Delegate

Abreha Ghebrael ASEFFA
Minister Plenipotentiary
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Beide MELAKU
Counsellor
Embassy of the Federal Democratic
Republic of Ethiopia
Rome

**EUROPEAN COMMUNITY (MEMBER
ORGANIZATION) –
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
(ORGANISATION MEMBRE) -
COMUNIDAD EUROPEA
(ORGANIZACIÓN MIEMBRO)**

Délégué

Jerzy PLEWA
Directeur Général Adjoint
Direction Générale de l'Agriculture et
développement rural
Bruxelles

Luis RIERA Directeur "Politique de développement - Questions thématiques" Direction Générale Développement et relations avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique Bruxelles	Mme Gyorgyi GURBAN Administrateur "Gouvernance environnementale internationale et pays en voie de développement" Direction Générale de l'environnement Bruxelles
Suppléant(s) Luis RITTO Ambassadeur Représentant permanent auprès de la FAO Rome	Mme Belinda BERGAMASCHI Attaché Assistante Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome
Leonard MIZZI Chef d" unité "ACP et Afrique du Sud, FAO, Aide alimentaire" Direction Générale Agriculture et développement rural Bruxelles	Mme Sylvia FANTOLI Attaché Assistante Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome
Renaud-François MOULINER Premier Conseiller Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome	Giulio ANGELINI Attaché Assistante Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome
Thierry NÈGRE Conseiller Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome	Davide CASALE Delégation de la Commission européenne auprès du Saint-Siège et des Organisations des Nations Unies Rome
Mme Soline DE VILLARD Conseiller Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome	FIJI - FIDJI
Javier ALCAZAR-SIRVENT Administrateur principal "ACP et Afrique du Sud, FAO, Aide alimentaire" Direction Générale agriculture et développement rural Bruxelles	Delegate Jainend KUMAR Minister for Agriculture and Primary Industries Suva
Daniel CONTEL Administrateur "Gestion durable des ressources naturelles" Direction Générale de Développement et relations avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique Bruxelles	Alternate(s) Ratu Seremaia TUINAUSORI CAVUILATI Ambassador Permanent Representative to FAO Brussels
	Malakai TADULALA Permanent Secretary for Agriculture and Primary Industries Ministry of Agriculture and Primary Industries Suva

Sakiusa TUBUNA
 Chief Economist for Agriculture and
 Primary Industries
 Ministry of Agriculture and Primary
 Industries
 Suva

FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA

Delegate
 Ms Sirkka-Liisa ANTTILA
 Minister for Agriculture and Forestry
 Helsinki

Alternate(s)
 Veli -Pekka TALVELA
 Director-General
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Helsinki

Ms Anneli VUORINEN
 Director-General
 Ministry for Foreign Affairs
 Helsinki

Ms Riikka LAATU
 Minister Counsellor
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Ms Kaisa KARTTUNEN
 Adviser to the Minister
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Helsinki

Ms Anna SANTALA
 Senior Advisor
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Helsinki

Ms Marja-Liisa TAPIO-BISTRÖM
 Senior Advisor
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Helsinki

Simo TIAINEN
 Director
 Finnish Farmers' and Forest Owners' Union
 (MTK)
 Helsinki

FRANCE - FRANCIA

Délégué
 Michel BARNIER
 Ministre de l'agriculture et de la pêche
 Paris

Suppléant(s)
 Mme Mireille GUIGAZ
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Jean-Jacques SOULA
 Conseiller scientifique
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

Daniel MERKEZ
 La direction des Nations unies et des
 organisations internationales (NUOI)
 Ministère des affaires étrangères
 Paris

Philippe BEYRIÈS
 Direction générale des politiques
 économique, européenne et internationale
 Ministère de l'agriculture et de la pêche
 Paris

Mme Isabelle OUILLON
 Direction générale des politiques
 économique, européenne et internationale
 Ministère de l'agriculture et de la pêche
 Paris

Mme Cécile BIGOT
 Direction des pêches maritimes et de
 l'aquaculture
 Ministère de l'agriculture et de la pêche
 Paris

Alain CHAUDRON
 Direction générale de la forêt et des affaires
 rurales
 Ministère de l'agriculture et de la pêche
 Paris

Denis QUENELLE
 Rédacteur
 Sous-direction des affaires budgétaires et
 des contributions internationales
 Ministère des affaires étrangères
 Paris

Michel SALAS
 Directeur
 AGROPOLIS International
 Montpellier

GABON - GABÓN

Délégué
 Faustin BOUKOUBI
 Ministre d'État,
 Ministre de l'agriculture, de l'élevage et du
 développement rural
 Libreville

Suppléant(s)
 Paul Dupleix BEKALE
 Ingénieur Agronome
 Ministère du commerce, du développement
 industriel, chargé du NEPAD
 Libreville

Noël BAÏOT
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Mme Ivone ALVES DIAS DA GRACÀ
 Premier Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

Louis Stanislas CHARICAUTH
 Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

Patrice YEMBA
 Secrétaire Général permanent de la
 Commission nationale FAO
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du
 développement rural
 Libreville

Abel LENGOTA
 Assistant du Ministre
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du
 développement rural
 Libreville

GAMBIA - GAMBIE

Alternate(s)
 Amadou SOWE
 Permanent Secretary
 Department of State for Agriculture
 Banjul

GEORGIA - GÉORGIE

Delegate
 Zaal GOGSADZE
 Ambassador
 Extraordinary and Plenipotentiary to Italy,
 Republic of San Marino and Republic of
 Malta
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)
 Natia SULAVA
 First Counsellor
 Embassy of Georgia
 Rome

GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA

Delegate
 Hans-Heinrich WREDE
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)
 Klaus-Jörg HEYNEN
 Director-General
 Federal Ministry of Food, Agriculture and
 Consumer Protection
 Berlin

Heiner THOFERN
 First Counsellor
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome

Ms Swantje HELBING
 Head of Division
 Federal Ministry of Consumer Protection,
 Food and Agriculture
 Berlin

Michael HOFFMANN
 Assistant Head of Division
 Foreign Office
 Berlin

Niklas SCHULZE ICKING
 Assistant Head of Division
 Federal Ministry of Foreign Affairs
 Berlin

Jens KNOLL
 Federal Ministry of Economy and
 Technology
 Berlin

Ms Antonia VON LIPPA
 Trainee
 Permanent Representation of the Federal
 Republic of Germany to FAO
 Rome

GHANA

Delegate
 Ernest Akobour DEBRAH
 Minister for Food and Agriculture
 Accra

Alternate(s)
 Mrs Gladys ASMAH
 Minister for Fisheries
 Accra

Charles AGYEI-AMOAMA
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Ms Adelaide BOATENG-SIRIBOE
 Minister Counsellor
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Lionel AWITTY
 Deputy Director
 Ministry of Fisheries
 Accra

Charles Pier COUSSEY
 Advisor to the Minister
 Ministry of Agriculture
 Accra

GREECE - GRÈCE - GRECIA

Delegate
 Charalambos ROCANAS
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)
 Emmanuel MANOUSSAKIS
 Minister Plenipotentiary (Agricultural
 Affairs)
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Konstantinos VIZIOTIS
 Officer
 Division of Agricultural Policy
 Ministry of Rural Development and Food
 Athens

GRENADE - GRENADE - GRANADA

GUATEMALA

Delegado
 Francisco Eduardo BONIFAZ
 RODRÍGUEZ
 Embajador
 Representante Permanente ante la FAO
 Roma

Suplente(s)
 Sra. Ileana RIVERA DE ANGOTTI
 Ministro Consejero
 Representante Permanente Adjunto ante la
 FAO
 Roma

Sra. María Isabel NOLCK BERGER
 Primer Secretario
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

Sra. Barbara DEVIGUS
 Asistente
 Embajada de la República de Guatemala
 Roma

Sra. Ligia Vanessa RIOS DE LÉON
 Coordinadora Unidad de Políticas e
 Información Estratégica
 Ministerio de Agricultura, Ganadería y
 Alimentación
 Ciudad de Guatemala

Mme Adelina VITERI DE BRUNO
 Agregado Comercial
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

GUINEA - GUINÉE

Délégué
 Mahmoud CAMARA
 Ministre de l'agriculture, de l'élevage de
 l'environnement et des eaux et fôrets
 Conakry

Suppléant(s)
 Mohamed YOULA
 Ministre de la pêche et de l'aquaculture
 Conakry

El-Hadj Thierno Mamadou Cellou
 DIALLO
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Abdoul Karim CAMARA
 Directeur National de l'agriculture
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage de
 l'environnement et des eaux et fôrets
 Conakry

Ibrahim Sory SYLLA
 Directeur National de la pêche maritime
 Conakry

El Hadj Mohamed NOBA
 Premier Vice Président de la Chambre
 Nationale de l'Agriculture
 Conakry

Nabi Souleymane BANGOURA
 Conseiller du Ministre de la Pêche
 Ministère de la pêche et de l'aquaculture
 Conakry

Amadou Tanou DIALLO
 Chargé du Système des Nations Unies
 Direction nationale de la coopération
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage de
 l'environnement et des eaux et fôrets
 Conakry

Abdoulaye TRAORE
 Conseiller Economique
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

GUINEA-BISSAU - GUINÉE-BISSAU

GUYANA

Delegate
 Robert Montgomery PERSAUD
 Minister for Agriculture
 Georgetown

Alternate(s)
 Patrick Ignatius GOMES
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Bruxelles

HAITI - HAÏTI - HAITÍ

Délégué
 François SÉVERIN
 Ministre de l'agriculture, des ressources
 naturelles et du développement rural
 Port-au-Prince

Suppléant(s)
 Yvon SIMÉON
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Jean Marie BINETTE
 Directeur du Cabinet du Ministre
 Ministère de l'agriculture, des ressources
 naturelles et du développement rural
 Port-au-Prince

François Joseph DELINOIS
 Directeur Coopération Externe
 Ministère de l'agriculture, des ressources
 naturelles et du développement rural
 Port-au-Prince

Emmanuel CHARLES
 Ministre Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

Carl Benny RAYMOND
 Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

HONDURAS

Delegado
 Héctor HERNÁNDEZ AMADOR
 Ministro de Estado en el Despacho de
 Agricultura y Ganadería
 Tegucigalpa

Suplente(s)
 Elvin Ernesto SANTOS
 Embajador
 Representante Permanente ante la FAO
 (Designado)
 Roma

Roberto VILLEDA TOLEDO
 Asesor
 Secretaría de Estado en el Despacho de
 Agricultura y Ganadería
 Tegucigalpa

Sra. Mayra REINA DE TITTA
 Consejero
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

Alejandro ULLOA DE THUIM
 Asesor
 Secretaría de Estado en el Despacho de
 Agricultura y Ganadería
 Tegucigalpa

Miguel Enrique NOLASCO
 Asistente Técnico al Secretario de Estado
 Secretaría de Estado en el Despacho de
 Agricultura y Ganadería
 Tegucigalpa

Srta. Nolvia Aracely LANDA
 ORELLANA
 Asistente Técnico al Secretario de Estado
 Secretaría de Estado en el Despacho de
 Agricultura y Ganadería
 Tegucigalpa

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA

Delegate
 Fülöp BENEDEK
 Secretary of State
 Chairman, Hungarian National Committee
 for UN Food and Agricultural Agencies
 Budapest

Alternate(s)
 János KISS
 Director-General
 Department for Natural Resources
 Ministry of Agriculture and Rural
 Development
 Budapest

Ms Mariann KOVÁCS
 Deputy Director-General
 Department for EU Coordination and
 International Affairs
 Ministry of Agriculture and Rural
 Development
 Budapest

Domokos VÉKÁS
 Chargé d'Affaires
 Embassy of the Republic of Hungary
 Rome

Zoltán KÁLMÁN
 Counsellor
 Permanent Representative to FAO
 Rome

<p>Ms Evelin LANTOS Secretary General Hungarian National Committee for Food and Agricultural Organizations of the United Nations Ministry of Agriculture and Rural Development Budapest</p>	<p>INDIA - INDE</p> <p>Delegate Kanti Lal BHURIA Minister of State for Agriculture New Delhi</p>
<p>ICELAND - ISLANDE - ISLANDIA</p>	<p>Alternate(s)</p>
<p>Delegate Einar Kristinn GUOFINNSSON Minister for Agriculture and Fisheries Reykjavík</p>	<p>P.K. MISHRA Secretary Ministry of Agriculture New Delhi</p>
<p>Alternate(s) Gudni BRAGASON Minister Plenipotentiary Permanent Representative to FAO Rome</p>	<p>Rajiv DOGRA Ambassador Permanent Representative to FAO Rome</p>
<p>Stefan ASMUNDSSON Director Ministry of Agriculture and Fisheries Reykjavík</p>	<p>Ramalingam PARASURAM Minister (Agriculture) Alternate Permanent Representative to FAO Rome</p>
<p>Thorsteinn TOMASSON Director Ministry of Agriculture and Fisheries Reykjavík</p>	<p>Mukesh KHULLAR Joint Secretary Ministry of Agriculture New Delhi</p>
<p>Bjarni SIGTRYGGSSON Counsellor Department of Natural Resources and Environment Ministry of Foreign Affairs Reykjavík</p>	<p>Shri Parveen KAKKAR OSD to Minister of State of Agriculture Ministry of Agriculture New Delhi</p>
<p>Jonas HARALDSSON Temporary Officer Permanent Mission of Iceland Rome</p>	<p>Harpal SINGH Assistant Embassy of India Rome</p>
<p>Mrs Federica FRASCA Special Assistant Permanent Mission of Iceland Rome</p>	<p>INDONESIA - INDONÉSIE</p> <p>Delegate Anton APRIYANTONO Minister for Agriculture Jakarta</p> <p>Alternate(s) Freddy NUMBERI Minister for Marine Affairs and Fisheries Jakarta</p>

Susanto SUTOYO Ambassador Permanent Representative to FAO Rome	Ms Siti Nugraha MAULUDIAH First Secretary Alternate Permanent Representative to FAO Rome
Sutarto ALIMOESO Director-General of Food Crops Ministry of Agriculture Jakarta	Purnomo Ahmad CHANDRA First Secretary Alternate Permanent Representative to FAO Rome
Kaman NAINGGOLAN Head of the Agency for Food Security Ministry of Agriculture Jakarta	Erizal SODIKIN Agriculture Attaché Alternate Permanent Representative to FAO Rome
Dwi Indroyono SUSILO Head of the Agency for Marine and Fisheries Research Ministry of Marine Affairs and Fisheries Jakarta	Abdul MUNIF Secretary to the Minister of Agriculture Ministry of Agriculture Jakarta
Ms Yusni Emilia HARAHAM Advisor to the Minister for International Relations and Cooperation Ministry of Agriculture Jakarta	Farid Hasan BAKTIR Deputy Head of Bureau on United Nations Issues for Food and Agriculture International Cooperation Bureau Ministry of Agriculture Jakarta
Achmad ABDURACHIM Expert Staff to the Minister for Human Resources Ministry of Agriculture Jakarta	Ms Tika WIHANASARI Head of Agriculture Section Directorate of Trade, Industry, Investment and Intellectual Property Right Ministry of Foreign Affairs Jakarta
Asianto SINAMBELA Director for Trade, Industry, Investment and Intellectual Property Rights Ministry of Foreign Affairs Jakarta	Ms Sagung Mirah RATNA DEWI Head of Cooperation for Food and Agriculture Sub Division International Cooperation Bureau Ministry of Agriculture Jakarta
Rahmat IBRAHIM Secretary for Directorate General of Aquaculture Ministry of Marine Affairs and Fisheries Jakarta	R. SUKHYAR Senior Advisor Ministry of Energy and Mineral Resources Jakarta
HERMANTO Secretary of the Agency for Food Security Ministry of Agriculture Jakarta	

**IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) –
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') –
IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)**

Delegate

Sadegh KHALILIAN
Deputy Minister for Planning and
Economic Affairs
Ministry of Jihad-e-Agriculture
Tehran

Alternate(s)

Shabanali NEZAMI BALOUCHI
Deputy Minister and Head of State
Fisheries Organization
Ministry of Jihad-e-Agriculture
Tehran

Foroud SHARIFI
Deputy Minister and Head of Forest,
Rangeland and Watershed Management
Organization
Ministry of Jihad-e-Agriculture
Tehran

Javad Shakhs TAVAKOLIAN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Mohammed HASSAN NEJAD PIRKOUHI
Second Secretary
International Specialized Agencies Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Tehran

Seyed Morteza ZAREI
Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

IRAQ - العراق

Delegate

Abdul Latif Jamal RASHID
Minister for Water Resources
Baghdad

المندوب
عبد اللطيف جمال رشيد
وزير الموارد المائية
بغداد

Alternate(s)

Akram H. AL-JAFF
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

المناوب
أكرم الجاف
السفير
والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Subhi Mansour HAMADI

Senior Deputy Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Baghdad

صحي منصور حمادي
النائب الأول لوزير الزراعة
الوكيل الأقدم لوزارة الزراعة
بغداد

Hassan N. MALIK
Director-General
Financial Office
Ministry of Agriculture
Baghdad

حسن نامدار باك
المدير العام
الدائرة المالية
وزارة الزراعة
بغداد

Sabah Saleem AL-KAWAZ

Director-General
General Company for Horticulture and
Forestry
Baghdad

صباح سالم الكواز
المدير العام
الشركة العامة للبستنة والغابات
بغداد

Salah Fadhil ABBAS Director-General The General Company of Animal Resources Service Baghdad صلاح فاضل عباس المدير العام الشركة العامة لخدمات الموارد الحيوانية بغداد	Alternate(s) Aidan O'DRISCOLL Assistant Secretary Department of Agriculture, Fisheries and Food Dublin
Ms Nuha Hussein FATHALLAH Counsellor Officer-in-Charge Department of Relations Ministry of Agriculture Baghdad السيدة نهى حسين فتح الله المستشار والملKF بأعمال إدارة العلاقات/مسؤولة المنظمات الدولية وزارة الزراعة بغداد	Sean O'HUIGINN Ambassador Permanent Representative to FAO Rome
Ms Iman Ali JIBARA Chief Engineer General Directorate of Planning and Development Ministry of Water Resources Baghdad السيدة ايمان علي جباره رئيس مهندسين المديرية العامة للتخطيط والتنمية وزارة موارد المياه بغداد	Kevin SMYTH Chief Economist Department of Agriculture, Fisheries and Food Dublin
Ali Sh. HACHEM Second Secretary Embassy of the Republic of Iraq Rome علي شمران حاجم السكرتير الثاني سفارة جمهورية العراق روما	Ms Sharon MURPHY Deputy Head of Division Department of Agriculture, Fisheries and Food Dublin
IRELAND - IRLANDE - IRLANDA	ISRAEL - ISRAËL
Delegate Trevor SARGENT Minister of State Department of Agriculture, Fisheries and Food Dublin	Delegate Shalom SIMHON Minister for Agriculture and Rural Development Tel Aviv

Alternate(s)	Suppléant(s)
Ms Aliza COHEN Senior Advisor to Minister Ministry of Agriculture and Rural Development Tel Aviv	Romualdo BETTINI Ambassadeur Représentant permanent auprès de la FAO Rome
Ms Tali CARMI Spokeswoman of Minister Ministry of Agriculture and Rural Development Tel Aviv	Francesco CANTONE Ministère des affaires étrangères Rome
Zvi ALON Deputy Director-General for Foreign Trade Ministry of Agriculture and Rural Development Tel Aviv	Paolo DUCCI Ministère des affaires étrangères Rome
Arie REGEV Director of Foreign Relations Ministry of Agriculture and Rural Development Tel Aviv	Alberto MICHELINI Ministère des affaires étrangères Rome
Ms Gila LIVNAT-ROSINER Counsellor Permanent Representative to FAO Rome	Giorgio STARACE Ministère pour les politiques agricoles, alimentaires et forestières Rome
Ms Elena PIANI Rapporteur Embassy of the State of Israel Rome	Mme Rita Giuliana MANNELLA Premier Conseiller Représentant permanent adjoint auprès de la FAO Rome
Sagi EINSTEIN Ministry of Foreign Affairs Jerusalem	Mme Sabina SANTAROSSA Premier Secrétaire Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome
Avishai Avraham EREZ Ministry of Foreign Affairs Jerusalem	Mme Maria Pia RIZZO Ministère des affaires étrangères Rome
ITALY - ITALIE - ITALIA	Roberto CAPONE Ministère pour les politiques agricoles, alimentaires et forestières Rome
Délégué Paolo DE CASTRO Ministre pour les politiques agricoles, alimentaires et forestières Rome	Vincenzo FERSINO Ministère pour les politiques agricoles, alimentaires et forestières Rome
	Riccardo DESERTI Ministère pour les politiques agricoles, alimentaires et forestières Rome

Bruno CALZIA

Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Mme Marina CALVINO

Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Mme Jessyama FORLINI

Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Alessandro GASTON

Ministère des affaires étrangères
Rome

Mme Irena LAROSA

Ministère des affaires étrangères
Rome

Mme Martina LILLI

Ministère des affaires étrangères
Rome

Mme Letizia MORATTI

Maire
Milan

Claudio MORENO

Ministère des affaires étrangères
Rome

Paolo GLISENTI

Municipalité de Milan

Andrea VENTO

Municipalité de Milan

Gaetano CASTELLINI

Municipalité de Milan

Enrico PORCEDDU

Municipalité de Milan

Ana T. SAEZ

Milan

JAMAICA - JAMAÏQUE**JAPAN - JAPON - JAPÓN****Delegate**

Masahiro IMAMURA
Senior Vice-Minister of Agriculture,
Forestry and Fisheries
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Alternate(s)

Yuji NAKAMURA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Takashi OHNO

Director
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Kazuyuki TAKEUCHI

Director
Economic Security Division
Ministry of Foreign Affairs
Tokyo

Seiichi YOKOI

Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Eiichi ISHIKAWA

Secretary to the Senior Vice-Minister of
Agriculture, Forestry and Fisheries
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Masayuki YAMASHITA

Counsellor
Deputy Director-General for International
Affairs
Minister's Secretariat
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Kazuhiro SHIOYA
 Director
 International Affairs Office
 Agricultural Production Bureau
 Ministry of Agriculture, Forestry and
 Fisheries
 Tokyo

Hiromori KUROKI
 Director for International Agricultural
 Organizations
 International Cooperation Division
 Ministry of Agriculture, Forestry and
 Fisheries
 Tokyo

Manabu YASUHARA
 Deputy-Director
 International Cooperation Division
 Ministry of Agriculture, Forestry and
 Fisheries
 Tokyo

Masatsugu OKITA
 Deputy Director
 Animal Health Division
 Food Safety and Consumer Affairs Bureau
 Ministry of Agriculture, Forestry and
 Fisheries
 Tokyo

Yasuyuki KOBAYASHI
 Assistant Director
 International Economic Affairs Division
 Minister's Secretariat
 Ministry of Agriculture, Forestry and
 Fisheries
 Tokyo

Yoshihiro KURAYA
 Assistant Director
 International Economic Affairs Division
 Minister's Secretariat
 Ministry of Agriculture, Forestry and
 Fisheries
 Tokyo

Kazuhiro SHIMANE
 Assistant Director
 International Policy Planning Division
 Ministry of Agriculture, Forestry and
 Fisheries
 Tokyo

Kazuyuki ONO
 Subsection Chief
 International Cooperation Division
 Ministry of Agriculture, Forestry and
 Fisheries
 Tokyo

Ms Hitomi SATO
 Subsection Chief
 International Cooperation Division
 Ministry of Agriculture, Forestry and
 Fisheries
 Tokyo

Hiroshi NAKAMURA
 Senior Program Officer
 Institute for International Cooperation
 Japan International Cooperation Agency
 Tokyo

Toru GOMI
 Deputy-Director
 Economic Security Division
 Ministry of Foreign Affairs
 Tokyo

Tetsuya KAWASHIMA
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Yukihiro UMESHITA
 Second Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

JORDAN - JORDANIE - JORDANIA -
الأردن

Delegate
 Radi TARAWNEH
 Secretary General
 Ministry of Agriculture
 Amman

المندوب
 راضي الطراونة
 أمين عام
 وزارة الزراعة
 عمان

Alternate(s)

Qais SHQAIR
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

المناوب
قيس شقير
المستشار
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Ibrahim ABU ATILA
Ministry of Agriculture
Amman

ابراهيم أبو عتيله
مساعد الأمين العام
وزارة الزراعة
عمان

Rkeibat SULEIMAN
Head of the Legal Department
Ministry of Agriculture
Amman

سلیمان رکیبات
رئيس قسم الشؤون القانونية
مدير الاتفاقية التجارية
وزارة الزراعة
عمان

KAZAKHSTAN - KAZAJSTÁN

Delegate

Miss Sayagul KONAKBAYEVA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

KENYA

Delegate

James Ole KIYIAPI
Permanent Secretary
Ministry of Environment and Natural
Resources
Nairobi

Alternate(s)

Mrs Ann Belinda NYIKULI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Charles KOSKE
Director of Irrigation
Ministry of Water and Irrigation
Nairobi

Simon KIMANI
Deputy Director
Veterinary Services
Ministry of Livestock and Fisheries
Development
Nairobi

Samuel YEGON
Deputy Director
Livestock Production
Ministry of Livestock and Fisheries
Development
Nairobi

Godfrey V. MONOR
Deputy Director of Fisheries
Ministry of Livestock and Fisheries
Development
Nairobi

Ms Esther WANG'OMBE
Conservator of Forests
Kenya Forest Service
Ministry of Environment and Natural
Resources
Nairobi

Ms Beatrice WANJIRU KING'ORI
Senior Deputy-Director (Agriculture)
Ministry of Agriculture
Nairobi

Mrs Jacinta NGWIRI
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

E.M MUCHIRI
Acting Senior Deputy Director
Kenya Forest Service
Ministry of Environment and Natural
Resources
Nairobi

KIRIBATI**KUWAIT - KOWEÏT**

Delegate

Jasem Mohammad Habib AL-BADR
 Chairman and Director General
 Public Authority for Agriculture Affairs
 and Fish Resources
 Kuwait City

المندوب
 جاسم محمد حبيب البدر
 الرئيس والمدير العام
 السلطة العامة لشؤون الزراعة والثروة
 السمكية
 مدينة الكويت

Mrs Lamya Ahmed AL-SAQQAF
 Counsellor
 Permanent Representative to FAO
 Rome

السيدة لمياء أحمد السقاف
 المستشار
 والممثل الدائم لدى المنظمة
 روما

Faisal AL-SEDIQI
 Deputy Director-General for Plant
 Resources
 Public Authority for Agriculture Affairs
 and Fish Resources
 Kuwait City

فيصل الصديق
 نائب مدير عام الموارد النباتية
 السلطة العامة لشؤون الزراعة والثروة
 السمكية
 مدينة الكويت

Nabila Khalil AL-ALI
 Deputy Director-General Fish Resources
 Public Authority for Agriculture Affairs and
 Fish Resources
 Kuwait City

السيدة نبيلة خالد العلي
 نائب مدير عام الثروة السمكية
 السلطة العامة لشؤون الزراعة والثروة
 السمكية
 مدينة الكويت

Ms Henadi GHLOUM
 Deputy Director-General
 Administrative and Finance Affairs
 Public Authority for Agriculture Affairs
 and Fish Resources
 Kuwait City

السيدة هنادي غلوم
 نائب مدير عام
 الشؤون الإدارية والمالية
 السلطة العامة لشؤون الزراعة والثروة
 السمكية
 مدينة الكويت

Alternate(s)

Walid AL-KHOBAIZI
 Ambassador to Italy
 Rome

المناوب
 وليد الخبزى
 السفير لدى إيطاليا
 روما

Ali Khaled AL-SABAHI
 Director Economic Department
 Ministry of Foreign Affairs
 Kuwait City

علي خالد الصباح
 مدير قسم الشؤون الاقتصادية
 وزارة الخارجية
 مدينة الكويت

Ms Zahra Abdel al-Rida AL-WAZZAN
 Director of Fisheries Department
 Public Authority for Agriculture Affairs
 and Fish Resources
 Kuwait City

السيدة زهرة عبد الرضا الوزان
 مدير إدارة الثروة السمكية
 السلطة العامة لشؤون الزراعة والثروة
 السمكية
 مدينة الكويت

Shaker Mahmoud AWAD
 Director of Public Relations
 Public Authority for Agriculture Affairs
 and Fish Resources
 Kuwait City

شاكر محمود عواد
 مدير العلاقات العامة
 الهيئة العامة لشؤون الزراعة والثروة
 السمكية
 مدينة الكويت

Ms Ahlam Abdel Razzaq BUABBAS
 Head of Secretariat Division
 Public Authority for Agriculture Affairs
 and Fish Resources
 Kuwait City

السيدة أحلام عبد الرزاق بو عباس
 رئيسة قسم السكرتارية
 الهيئة العامة لشؤون الزراعة والثروة
 السمكية
 مدينة الكويت

Ms Manar Sabah Mohammad AL-SABAHI
 Attaché
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

السيدة منار صباح محمد الصباح
 الملحق
 والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
 روما

Faisal AL-HASAWI
 Second Secretary
 Permanent Representation of the State of
 Kuwait to FAO
 Rome

فيصل الحساوي
 السكرتير الثاني
 الممثل الدائم لدولة الكويت لدى المنظمة
 روما

Ilham NAJIM
 Permanent Representation of the State of
 Kuwait to FAO
 Rome

الهام نجم
 الممثلة الدائمة لدولة الكويت لدى المنظمة
 روما

Ms Eleonora GAUDIOSI
 Permanent Representation of the State of
 Kuwait to FAO
 Rome

السيدة إليانورا جاوديوسي
 الممثلة الدائمة لدولة الكويت لدى المنظمة
 روما

Anwar KALANDAR
 Embassy of the State of Kuwait
 Rome

أنور كالندر
 سفارة دولة الكويت
 روما

Naser AL-GHANEM
 First Secretary
 Embassy of the State of Kuwait
 Rome

ناصر الغانم
 سكرتير أول
 سفارة دولة الكويت
 روما

Ahmad Salem Ahmad AL SALEH AL
 WEHAIB
 Counsellor
 Embassy of the State of Kuwait
 Rome

أحمد سالم أحمد الصالح الوهابي
 المستشار
 سفارة دولة الكويت
 روما

**KYRGYZSTAN - KIRGHIZISTAN -
KIRGUISTÁN****LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC
REPUBLIC –
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
POPULAIRE LAO –
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA
POPULAR LAO**

Delegate

Sitaheng RASPHONE
Minister for Agriculture and Forestry
Vientiane

Alternate(s)

Phouangparisak
PRAVONGVIENGKHAM
Director-General
Department of Planning
Ministry of Agriculture and Forestry
Vientiane

Somphanh CHANPHENGXAY
Deputy Director-General
Department of Livestock and Fishery
Ministry of Agriculture and Forestry
Vientiane

Sysavang VONGHACHACK
Deputy Director-General
National Agriculture and Forestry Research
Institute (NAFRI)
Vientiane

Khamsone SISANHOUTH
Director of the Information Center
Department of Planning
Ministry of Agriculture and Forestry
Vientiane

Mrs Arouny RASPHONE
Advisor to Minister
Department of Planning
Ministry of Agriculture and Forestry
Vientiane

LATVIA - LETTONIE - LETONIA

Delegate

Martins ROZE
Minister for Agriculture
Riga

Alternate(s)

Astra KURME
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Rigonda LERHE
Deputy State Secretary
Ministry of Agriculture
Riga

Arvids OZOLS
Deputy State Secretary
Ministry of Agriculture
Riga

Janis BRIEDIS
Director of International Relations
Department
Ministry of Agriculture
Riga

Ainars NABELS-SNEIDERS
Head of International Relations Division
Ministry of Agriculture
Riga

Ms Ilze KRESLINA
Assistant to Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Riga

LEBANON - LIBAN - LÍBANO - لبنان

Délégué

Melhem Nasri MISTOU
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

المندوب
ملحم نصري ميستو
السفير
والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Suppléant(s)
 Abir ALI
 Premier Secrétaire
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

المناوب
 السيدة عبير علي
 سكرتير أول
 الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
 روما

LESOTHO

Delegate
 Lesole MOKOMA
 Minister for Agriculture and Food Security
 Maseru

Alternate(s)
 Jonas SPONKIE MALEWA
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Mohale SEKOTO
 Principal Secretary
 Ministry of Agriculture and Food Security
 Maseru

Mrs Mantho MOTSELEBANE
 Director
 Agriculture and Planning
 Ministry of Agriculture and Food Security
 Maseru

Ms Senate Barbara MASUPHA
 Counsellor
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

LIBERIA - LIBÉRIA

Delegate
 Mrs Musu J. RUHLE
 Counsellor
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome

LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA -
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE -
JAMAHIRIJA ÁRABE LIBIA -
الجماهيرية العربية الليبية

Delegate
 Abu Baker Al-Mabrouk AL-MANSOURI
 Secretary of the General People's
 Committee of the Authority for
 Agriculture, Animal Wealth and Marine
 Resources
 Tripoli

المندوب
 أبو بكر المبروك المنصوري
 أمين اللجنة الشعبية العامة للزراعة والثروة
 الحيوانية والبحرية
 طرابلس

Alternate(s)
 Abdalla Abdulrahman ZAIED
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

المناوب
 عبدالله عبدالرحمن زايد
 السفير
 والمندوب الدائم لدى المنظمة
 روما

Hussein Ali MAREI
 Secretary
 The Authority for Agriculture, Animal
 Wealth and Marine Resources
 Tripoli

حسين علي مرعي
 أمين لجنة إدارة الهيئة العامة للثروة الحيوانية
 والبحرية
 طرابلس

Mustafa Mohammed ABU-SHAALA
 Office of Technical Cooperation
 The Authority for Agriculture, Animal
 Wealth and Marine Resources
 Tripoli

مصطفى محمد أبو شعالة
 مكتب التعاون الفني باللجنة الشعبية العامة
 للزراعة والثروة الحيوانية والبحرية
 طرابلس

Abdul-Salam JUBRAN
 Department of International Organizations
 Secretariat, General People's Committee
 for Foreign Liaison and International
 Cooperation
 Tripoli

عبد السلام محمد جبران
 مكتب التعاون الفني باللجنة الشعبية العامة
 للاتصال الخارجي والتعاون الدولي
 طرابلس

Walid Abdullah BADI
 Secretariat, General People's Committee
 for Foreign Liaison and International
 Cooperation
 Tripoli

وليد عبدالله بادي
 أمانة اللجنة الشعبية العامة للإتصال
 الخارجي والتعاون الدولي
 طرابلس

Lukai Attia AZOUZ
 Committee of the Authority for
 Agriculture, Animal Wealth and Marine
 Resources
 Tripoli

لؤي عطية عزوز
 اللجنة الشعبية العامة للزراعة والثروة
 الحيوانية والبحرية
 طرابلس

Abdelkader ABOU EL-KHEIR
 Committee for Foreign Liaison and
 International Cooperation
 Tripoli

عبد القادر أبو الخير
 اللجنة الشعبية العامة للزراعة والثروة
 الحيوانية والبحرية
 طرابلس

LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA

Delegate
 Ms Kazimira Danutė PRUNSKIENĖ
 Minister for Agriculture
 Vilnius

Alternate(s)
 Sarunas ADOMAVICIUS
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Kazimieras LUKAUSKAS
 Director
 Chief Veterinary Officer of State Food and
 Veterinary Service
 Ministry of Agriculture
 Vilnius

Ms Daiva KRYZANAUSKAITĖ
 Advisor
 Ministry of Agriculture
 Vilnius

Ms Regina GIRDVAINYTĖ
 Attaché (Agricultural Affairs)
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome

Ms Angelė LIUBECKIENĖ
 Head of the Quality Division
 Ministry of Agriculture
 Vilnius

LUXEMBOURG - LUXEMBURGO

Délégué
 Jean-Louis WOLZFIELD
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Suppléant(s)
 Frank BIEVER
 Premier Secrétaire
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

MADAGASCAR

Délégué
 Monsieur MONJA
 Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

MALAWI

Delegate
 Bingu wa MUTHARIKA
 President of the Republic
 Lilongwe

Alternate(s)

Peter A. MUTHARIKA
 Special Advisor to the President
 Lilongwe

Patrick KABAMBE
 Principal Secretary
 Ministry of Agriculture
 Lilongwe

Ms M.J. NYEKANYEKA
 Deputy Director for Agricultural Planning
 Services
 Ministry of Agriculture and Food Security
 Lilongwe

Mrs E. CHISI
 Special Assistant to the Deputy Minister for
 Agriculture and Food Security
 Ministry of Agriculture and Food Security
 Lilongwe

Mrs Rita CHILONGOZI
 Executive Assistant to the President
 Lilongwe

Bruce MUNTHALI
 Deputy Director-General for State
 Residences
 Lilongwe

Gusto MABVUTO
 Chief of Protocol
 Lilongwe

George MTILATILA
 Protocol Officer
 Lilongwe

MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA

Delegate

Tan Sri Dató Hj MUHYIDDIN BIN HAJI
 MOHD YASSIN
 Minister for Agriculture and Agro-Based
 Industry
 Kuala Lumpur

Alternate(s)

Dato' Zulkifli Bin IDRIS
 Secretary General
 Ministry of Agriculture and Agro-Based
 Industry
 Kuala Lumpur

Dato' Ibrahim Bim MUHAMAD
 Deputy Secretary-General (Planning)
 Ministry of Agriculture and Agro-Based
 Industry
 Kuala Lumpur

Dato' Junaidi Bin CHE AYUB
 Director-General
 Department of Fisheries
 Kuala Lumpur

Dato' Abd. Rahim HJ AHMAD
 Director-General
 Farmer's Organization Authority
 Kuala Lumpur

Sharif Bin HARUN
 Deputy Director-general
 Malaysian Agricultural Research and
 Development Institute (MARDI)
 Kuala Lumpur

Sabtu Bin SLAMAT
 Director
 Horticulture Division
 Department of Agriculture
 Kuala Lumpur

Raj R.D. NATHAN
 Undersecretary
 Ministry of Agriculture and Agro-Based
 Industry
 Kuala Lumpur

Shahruddin MD SALLEH
 Political Secretary to the Minister for
 Agriculture and Agro-Based Industry
 Ministry of Agriculture and Agro-Based
 Industry
 Kuala Lumpur

Ms Masyati ABANG IBRAHIM
 Principal Assistant Secretary
 Ministry of Agriculture and Agro-Based
 Industry
 Kuala Lumpur

Johari BIN RAMLI
 Agricultural Attaché
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Amri BIN ISMAIL
 Assistant Agricultural Attaché
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Hazran BIN MOHAMED
 Public Relations Official
 Ministry of Agriculture and Agro-Based
 Industry
 Kuala Lumpur

Mohd Haizal BIN KHAMIS
 Communication Division
 Ministry of Agriculture and Agro-Based
 Industry
 Kuala Lumpur

MALDIVES - MALDIVAS

Delegate
 Mohamed ZUHAIR
 Deputy Minister for Fisheries, Agriculture
 and Marine Resources
 Ministry of Fisheries, Agriculture and
 Marine Resources
 Malé

Alternate(s)
 Abdulla NASEER
 Executive Director
 Ministry of Fisheries, Agriculture and
 Marine Resources
 Malé

MALI - MALÍ

Délégué
 Tiémoko SANGARÉ
 Ministre de l'agriculture
 Bamako

Suppléant(s)
 Abou-Bakar TRAORÉ
 Ministre de l'économie et des finances
 Bamako

Oumar Ibrahima TOURÉ
 Ministre de la santé
 Bamako

Mme Diallo Madeleine BÂ
 Ministre de l'élevage et de la pêche
 Bamako

Ibrahim Bocar DAGA
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Modibo Mahamane TOURÉ
 Deuxième Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

Alassane Boncana MAÏGA
 Conseiller Technique
 Ministère de l'environnement et de
 l'assainissement
 Bamako

Fousseyni DIARRA
 Conseiller Technique
 Ministère de l'agriculture
 Bamako

Felix DAKOUO
 Directeur national de la conservation de la
 nature
 Ministère de l'environnement et de
 l'assainissement
 Bamako

Seydou COULIBALY
 Conseiller technique du Ministre de
 l'élevage et de la pêche
 Ministère de l'élevage et de la pêche
 Bamako

MALTA - MALTE

Delegate
 Francis AGIUS
 Parliamentary Secretary for Agriculture and
 Fisheries
 Ministry of Rural Affairs and the
 Environment
 Valletta

Alternate(s)

Walter BALZAN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Ritienne BONAVIA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Maria DEPASQUALE
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Randolph SPITERI
Assistant to the Parliamentary Secretary for
Agriculture and Fisheries
Ministry of Rural Affairs and the
Environment
Valletta

**MARSHALL ISLANDS –
ÎLES MARSHALL - ISLAS MARSHALL**

MAURITANIA - MAURITANIE - موريتانيا

Délégué
Assan SOUMARÉ
Ministre des pêches
Nouakchott

المندوب
حسان سوماري
وزير الصيد
نواكشوط

Suppléant(s)
Aicha MINT SIDI BOUNA
Ministre délégué auprès du Premier
Ministre chargée de l'environnement
Nouakchott

المناوب

السيدة عائشة بنت سيدى بونا
الوزيرة المفوضة لدى رئيس الوزراء
مسؤولة عن البيئة
نواكشوط

Aly Ould HAIBA

Ambassadeur
Rome

السيد عالي ولد حبيبة
السفير
روما

Limam OULD ABDAWA
Chargé de mission du Ministre de
l'agriculture et de l'élevage
Nouakchott

لمام ولد أبادوا
مكلف بمهمة لدى وزير الزراعة والبيطرة
نواكشوط

Mme Marièm MINT MOHAMED
AHMEDOU
Premier Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

مريم منت محمد أحمدو
المستشار الأول
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

MAURITIUS - MAURICE - MAURICIO

Delegate
Arvin BOOLELL
Minister for Agro-Industry and Fisheries
Port Louis

Alternate(s)

Denis CANGY
Consul
Consulate of Mauritius
Rome

MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO

Delegado
Jorge Eduardo CHEN CHARPENTIER
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)

Diego Alonso SIMANCAS GUTIÉRREZ
Segundo Secretario
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Eduardo NAVA BOLAÑOS
Senado de la República
Ciudad de México

Heladio Elías RAMÍREZ LÓPEZ
Senado de la República
Ciudad de México

Antonio MEJÍA HARO
Senado de la República
Ciudad de México

Sra. Narcedalia RAMÍREZ PINEDA
Vicepresidenta del Instituto para el
Desarrollo de la Mixteca
Ciudad de México

**MICRONESIA, FEDERATED STATES OF -
MICRONÉSIA, ÉTATS FÉDÉRÉS DE -
MICRONESIA, ESTADOS FEDERADOS DE**

Delegate
Masao NAKAYAMA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
New York

MONACO - MÓNACO

MONGOLIA - MONGOLIE

Delegate
Purevjav BAYANMUNKH
Director
Department of Coordination of Policy
Implementation
Ministry of Food and Agriculture
Ulan Bator

Alternate(s)
Chaltem PERENLEI
Executive Director
Cultivation Promotion Fund
Ulan Bator

Mrs Natan OYUNDELGER
Officer
External Cooperation Section
Ministry of Food and Agriculture
Ulan Bator

MONTENEGRO - MONTÉNÉGRO

Delegate
Milutin SIMOVIC
Minister For Agriculture, Forestry and
Water Management
Podgorica

Alternate(s)
Ms Dragana CUROVIC
Interpreter
Podgorica

Ms Ksenija POPOVIC
First Secretary
Embassy of Montenegro
Rome

Ms Ljiljana SIMOVIC
Advisor
Ministry of Agriculture, Forestry and Water
Management
Podgorica

Darko USKOKOVIC
Ambassador to Italy
Rome

Branimir VUJACIC
Secretary
Ministry of Agriculture
Podgorica

**MOROCCO - MAROC - MARRUECOS -
المغرب**

Délégué
Aziz AKHANNOUCH
Ministre de l'agriculture et de la pêche
maritime
Rabat

المندوب
عزيز أخنوش
وزير الفلاحة والصيد البحري
الرباط

Suppléant(s)
Tajeddine BADDOU
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

<p>تاج الدين بادو السفير الممثل الدائم لدى المنظمة روما المناوب</p> <p>Abdelladim LHAFI Haut Commissaire aux eaux et Forêts et à la lutte contre la Désertification Rabat</p> <p>عبد العظيم لحافي المفوض السامي للمياه والغابات ومكافحة التصحر الرباط</p> <p>Hamid BENAZZOU Directeur de l'Élevage Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime Rabat</p> <p>حميد بن عزو مدير الثروة الحيوانية وزارة الفلاحة والصيد البحري الرباط</p> <p>Driss NADAH Directeur de la production végétale Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime Rabat</p> <p>دريس نهاد مدير الانتاج النباتي وزارة الفلاحة والصيد البحري الرباط</p> <p>Abdelouahed BENABBOU Directeur de la Coopération et des affaires juridiques Département de la Pêche maritime Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime Rabat Chellah</p> <p>عبد الواحد بن عبو مدير التعاون والشئون القانونية إدارة الصيد البحري وزارة الزراعة والصيد البحري الرباط شلاه</p>	<p>Abderrahim HOUMY Directeur de la Planification, du système d'information et de la coopération Haut Commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification Quartier Administratif Rabat</p> <p>عبد الرحيم حومي مدير التخطيط وبرنامج المعلومات والتعاون المفوضية العليا للمياه والغابات ومكافحة التصحر الرباط</p> <p>Abdellah MOUSTATIR Chef de la Division des structures de la Pêche Département de la Pêche Maritime Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime Rabat Chellah</p> <p>عبد الله مستتر رئيس شعبة معدات الصيد ادارة الصيد البحري وزارة الزراعة والصيد البحري الرباط شلاه</p> <p>Ahmed AZEROUAL Chef de la Division de l'économie forestière Haut Commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification Quartier Administratif Rabat</p> <p>أحمد الزروال مدير شعبة الاقتصاد الحرجي المفوضية العليا للمياه والغابات ومكافحة التصحر القطاع الاداري الرباط</p> <p>Mohamed AIT HMID Ministre plénipotentiaire Représentant permanent adjoint auprès de la FAO Rome</p> <p>محمد آيت حميد الوزير المفوض الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة روما</p>
--	--

Mme Faouzia CHAKIRI
 Responsable du Programme de coopération
 Ministère de l'agriculture et de la pêche
 maritime
 Rabat

السيدة فوزية شاكري
 المسئول عن برنامج التعاون
 وزارة الفلاحة والصيد البحري
 الرباط

Fouad ASSALI
 Chef du Service de la protection forestière
 Haut Commissariat aux eaux et forêts et à
 la lutte contre la désertification
 Quartier Administratif
 Rabat

فؤاد السالي
 مدير دائرة حماية الغابات
 المفوضية العليا للمياه والغابات ومكافحة
 التصحر
 القطاع الإداري
 الرباط

MOZAMBIQUE

Delegate
 Ms Caterina PAJUME
 Deputy Minister for Agriculture
 Ministry of Agriculture
 Maputo

Alternate(s)
 Ms Carla Elisa MUCAVI
 Ambassador (Designate)
 Embassy of Mozambique
 Rome

Ms Laurinda Saide F. BANZE
 Second Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Boaventura NUVUNGA
 National Director of Agrarian Services
 Ministry of Agriculture
 Maputo

Ms Marcela LIBOMBO
 National Coordinator for Food Security and
 Nutrition
 Maputo

Simão NYAIMA
 Chief of the International Cooperation
 Department
 Ministry of Agriculture
 Maputo

MYANMAR

Delegate
 Htay OO
 Minister for Agriculture and Irrigation
 Nay Pyi Taw

Alternate(s)
 Tin Htut OO
 Director-General
 Department of Agricultural Planning
 Ministry of Agriculture and Irrigation
 Nay Pyi Taw

Win U KYI
 Director
 Department of Agriculture Planning
 Ministry of Agriculture and Irrigation
 Nay Pyi Taw

Hlaing Myint OO
 Counsellor
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Swe THAN
 Director-General
 Ministry of Forestry
 Yangon

Khin Ko LAY
 Deputy Director-General
 Department of Fisheries
 Ministry of Livestock and Fisheries
 Yangon

Ohn THAN
 Managing Director
 Myanmar Agriculture Service
 Ministry of Agriculture and Irrigation
 Nay Pyi Taw

NAMIBIA – NAMIBIE**Delegate**

Nickey IYAMBO
 Minister for Agriculture, Water and
 Forestry
 Windhoek

Alternate(s)

Anna SHIWEDA
 Deputy Permanent Secretary
 Ministry of Agriculture, Water and Forestry
 Government Office Park
 Windhoek

Sylvester NAUTA
 Agricultural Economist
 Ministry of Agriculture, Water and Forestry
 Windhoek

André APOLLUS
 Counsellor (Agriculture)
 Ministry of Agriculture, Water and Forestry
 Windhoek

Ms Panduleni ELAGO
 Senior Fisheries Biologist
 Ministry of Fisheries and Marine Resources
 Inland Aquaculture Centre
 Outapi

Ekkehard KLINGLEHOEFFER
 Acting Director of Aquaculture
 Ministry of Fisheries and Marine Resources
 Windhoek

NAURU**NEPAL – NÉPAL****Delegate**

Chabbi Lal BISHWORKARMA
 Minister for Agriculture and Cooperatives
 Kathmandu

Alternate(s)

Dala Ram PRADHAN
 Joint Secretary
 Ministry of Agriculture and Cooperatives
 Kathmandu

Mandip RAI
 Agricultural Economist
 Ministry of Agriculture and Cooperatives
 Kathmandu

**NETHERLANDS – PAYS-BAS –
PAÍSES BAJOS****Delegate**

Gerda VERBURG
 Minister for Agriculture, Nature and Food
 Quality
 The Hague

Alternate(s)

Agnes VAN ARDENNE-VAN DER
 HOEVEN
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Ate OOSTRA
 Director-General
 Ministry of Agriculture, Nature and Food
 Quality
 The Hague

Hans BLOM
 Director
 Information Department
 Ministry of Agriculture, Nature and Food
 Quality
 The Hague

Theo VAN BANNING
 Counsellor
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome

Ms Marianne SINKE
 Policy Officer
 United Nations and International Financial
 Institutions Department
 Ministry of Foreign Affairs
 The Hague

Ms Desiree HAGENAARS
 Policy Officer
 International Affairs Department
 Ministry of Agriculture, Nature and Food
 Quality
 The Hague

Ms Marjolein GEUSEBROEK
 Second Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

**NEW ZEALAND –
 NOUVELLE-ZÉLANDE –
 NUEVA ZELANDIA**

Delegate
 Murray SHERWIN
 Director-General
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Wellington

Alternate(s)
 Douglas Frederick Lawrence MARKES
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Neil FRASER
 Manager
 International Liaison
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Wellington

Ms Adele BRYANT
 Counsellor
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ms Priscilla CLARK
 First Secretary and Consul
 Embassy of New Zealand
 Rome

Ms Claudia GROSSO
 Policy Support Officer
 Embassy of New Zealand
 Rome

NICARAGUA

Delegado
 Ariel BUCARDO ROCHA
 Ministro Agropecuario y Forestal
 Managua

Suplente(s)
 Sra. Monica ROBELO RAFFONE
 Representante Permanente ante la FAO
 Roma

NIGER – NÍGER

Délégué
 Mahaman MOUSSA
 Ministre du développement agricole
 Niamey

Suppléant(s)
 Mireille Fatouma AUSSEIL
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Ada CHAIFOU ADAMOLI
 Directeur Général de l'office des produits
 vivriers
 Ministère du commerce, de l'industrie et de
 la normalisation
 Niamey

Salissou GAN-BOBO
 Directeur des cultures vivrières
 Ministère du développement agricole
 Niamey

Zakariaou ADAM MAIGA
 Premier Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

Bachir OUSSEINI
 Conseiller du Ministre du développement
 agricole
 Ministère du développement agricole
 Niamey

Ibrahim DJIBO
 Chef du Service du Développement Rural
 Ministère de l'économie et des finances
 Niamey

NIGERIA – NIGÉRIA**Delegate**

Sayyadi Abba RUMA
 Federal Minister for Agriculture and Water
 Resources
 Abuja

Alternate(s)

Ms A.I. PEPPEL
 Permanent Secretary
 Federal Ministry of Agriculture and Water
 Resources
 Abuja

Salisu INGAWA
 Director
 Projects Co-ordinating Unit
 Federal Ministry of Agriculture and Water
 Resources
 Abuja

Yaya Adisa Olaitan OLANIRAN
 Minister
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Ibrahim ABDU MAIRIGA
 Special Assistant to the Minister for
 Agriculture and Rural Development
 Federal Ministry of Agriculture and Water
 Resources
 Abuja

Charles M. WALI
 Special Assistant to the Permanent
 Secretary
 Federal Ministry of Agriculture and Water
 Resources
 Abuja

Azeez MUSIBAU OLUMUYIWA
 Desk Officer (FAO)
 Federal Ministry of Agriculture and Water
 Resources
 Abuja

A.V. AMIRE
 Director (Fisheries)
 Federal Ministry of Agriculture and Water
 Resources
 Abuja

Ahmed USMAN

Special Assistant to Minister for
 Agriculture and Water Resources
 Federal Ministry of Agriculture and Water
 Resources
 Abuja

O.O. DOSUMU

Assistant Director Fisheries
 Federal Ministry of Agriculture and Water
 Resources
 Abuja

NIUE – NIOUÉ**Delegate**

Bill VAKAAFI MOTUFOOU
 Minister for Agriculture, Forestry and
 Fisheries
 Alofi

NORWAY – NORVÈGE – NORUEGA**Delegate**

Terje RIIS-JOHANSEN
 Minister for Agriculture and Food
 Oslo

Alternate(s)

Ms Helga PEDERSEN
 Minister for Fisheries and Coastal Affairs
 Oslo

Per Harald GRUE
 Secretary General
 Ministry of Agriculture and Food
 Oslo

Arne B. HØNNINGSTAD
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Johan WILLIAMS
 Director-General
 Ministry of Fisheries and Coastal Affairs
 Oslo

Magnor NERHEIM

Director-General
 Ministry of Fisheries and Coastal Affairs
 Oslo

Jostein LEIRO
Deputy Director-General
Ministry of Foreign Affairs
Oslo

Henrik EINEVOLL
Deputy Director-General
Ministry of Agriculture and Food
Oslo

Ms Sigrid HJØRNEGÅRD
Political Advisor
Ministry of Agriculture and Food
Oslo

Mrs Nina MOSSEBY
Advisor
Ministry of Agriculture and Food
Oslo

Ms Anne Kristin HERMANSEN
Senior Advisor
Ministry of Foreign Affairs
Oslo

Daniel VAN GILST
First Secretary
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Marit H. HELLER
Advisor
Ministry of Fisheries and Coastal Affairs
Oslo

Ottar LØVIK
Head of Information
Ministry of Agriculture and Food
Oslo

Tone KNUDSEN
Adviser
Ministry of Agriculture
Oslo

oman – OMÁN

Delegate
Khalfan AL-NAIBI
Under Secretary
Ministry of Agriculture
Sultanate of Oman

المندوب
خلفان الناعبي
وكيل
وزير الزراعة
مسقط

Alternate(s)
Saud AL-BADAAI
Director
Minister's Office
Ministry of Agriculture
Sultanate of Oman

المناوب
سعود البداعي
مدير
مكتب الوزير
وزارة الزراعة
مسقط

Said Nasser AL-HARTHY
Ambassador to Italy
Rome

سعيد ناصر الحارثي
السفير لدى ايطاليا
روما

Habib AL-HASNI
Director
International Relations Department
Ministry of Agriculture
Sultanate of Oman

حبيب الحسني
مدير ادارة العلاقات الدولية
وزارة الزراعة
سلطنة عمان

Rasmi MAHMOUD
Technical Advisor
Embassy of the Sultanate of Oman
Rome

رسمي محمود
مستشار فني
سفارة سلطنة عمان
روما

PAKISTAN - PAKISTÁN

Alternate(s)

Seerat ASGHAR

Joint Secretary

Ministry of Food, Agriculture and
Livestock
Islamabad

Aamir Ashraf KHAWAJA

Agriculture Counsellor

Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome**PALAU - PALAOS****PANAMA - PANAMÁ**

Delegado

Eudoro Jaén ESQUIVEL

Embajador

Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)

Jorge Luis ALEMÁN ALFARO

Director de Cooperación Internacional
Ministerio de Desarrollo Agropecuario
Panamá

Horacio J. MALTEZ

Ministro Consejero

Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma**PAPUA NEW GUINEA –
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE -
PAPUA NUEVA GUINEA**

Delegate

John T. HICKEY

Minister for Agriculture and Livestock
Waigani

Alternate(s)

Anton BENJAMIN

Secretary

Department of Agriculture and Livestock
Waigani

William GWAISEUK

Assistant

Department of Agriculture and Livestock
Waigani

Ms Victoria HICKEY

Assistant to the Minister

Department of Agriculture and Livestock
Port Moresby**PARAGUAY**

Delegado

Gerardo BOGADO

Viceministro de Ganadería

Asunción

Suplente(s)

Humberto GALEANO BONZI

Ministro

Representación Permanente ante la FAO
Roma

Sra. Liz Haydee CORONEL

Consejera

Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Darío BAUMGARTEN

Consejero Agropecuario

Embajada del Paraguay
Bruselas

Sra. Sonia BIEDERMANN

Tercera Secretaria

Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma**PERU - PÉROU - PERÚ**

Delegado

Ismael BENAVIDES FERREYROS

Ministro de Agricultura

Lima

Suplente(s)

Carlos ROCA CÁCERES

Embajador

Representante Permanente ante la FAO
Roma

Félix Ricardo DENEGRI BOZA
 Ministro
 Representante Permanente Adjunto ante la
 FAO
 Roma

Manuel Antonio ÁLVAREZ ESPINAL
 Consejero
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

Jorge PONCE SAN ROMÁN
 Primer Secretario
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

Sra. Giannina ASTOLFI REPETTO
 Segunda Secretaria
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

PHILIPPINES - FILIPINAS

Delegate
 Arthur C. YAP
 Secretary for Agriculture
 Department of Agriculture
 Quezon City

Alternate(s)
 Philippe J. LHUILLIER
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Josyline JAVELOSA
 Assistant Secretary of Agriculture
 Department of Agriculture
 Quezon City

Emmanuel Elmo R. FERNANDEZ
 Second Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ms Kristine Leilani SALLE
 Second Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ms Charisma COROS
 Assistant
 Philippines Embassy
 Rome

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Delegate
 Ryszard WOJTAL
 Minister Counsellor
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)
 Ms Małgorzata PIOTROWSKA
 Minister Counsellor
 Ministry of Agriculture and Rural
 Development
 Warsaw

Zygmunt LANGER
 First Counsellor
 Ministry of Foreign Affairs
 Warsaw

PORUGAL

Delegate
 Jaime SILVA
 Minister for Agriculture, Rural
 Development and Fisheries
 Lisbon

Alternate(s)
 Vasco TAVEIRA DA CUNHA VALENTE
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Miguel ALMEIDA E SOUSA
 Deputy Director-General for Technical and
 Financial Matters
 Ministry of Foreign Affairs
 Lisbon

Antonio DUARTE DE ALMEIDA PINHO Counsellor Deputy Permanent Representative to FAO Rome	Alternate(s) Soltan Saad AL-MORAKHI Ambassador Permanent Representative to FAO Rome	المناوب سلطان بن سعد المریخي السفير والممثل الدائم لدى المنظمة روما
José RUI VELEZ CAROÇO Expert on FAO Matters Ministry of Foreign Affairs Lisbon	José Luis COELHO SILVA Expert on FAO Matters Ministry of Foreign Affairs Lisbon	Faleh BIN NASSER AL-THANI Director General Department for Research and Agricultural Development Ministry of Municipal Affairs and Agriculture Doha
Mrs Rita LOURENÇO Technical Advisor on FAO Matters Embassy of the Portuguese Republic Rome	فالح بن ناصر آل خليفة مدير الإدارة العامة للبحوث والتنمية الزراعية وزارة الشؤون البلدية والزراعة الدوحة	
Jean-Pierre SABSOUB Administrator European Union Council Secretariat Brussels	Sheikh Khalid bin Hamad AL-THANI Counsellor Alternate Permanent Representative to FAO Rome	الشيخ خالد بن حمد آل ثاني المستشار والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة روما
Mrs Maria José SANTANA Official European Union Council Secretariat Brussels	Ms Nathalie ERPELDING Official European Union Council Secretariat Brussels	Walid Fahd AL-MANAA Director Ministry of Municipal Affairs and Agriculture Doha
QATAR - قطر Delegate Sheikh Abdurrahman Bin Khalifa Bin Abdulaziz AL-THANI Minister for Municipal Affairs and Agriculture Doha المناوب الشيخ عبدالرحمن بن خليفة بن عبدالعزيز آل ثاني وزير الشؤون البلدية والزراعة الدوحة	Alternate Soltan Saad AL-MORAKHI Ambassador Permanent Representative to FAO Rome	وليد بن فهد المانع مدير وزارة الشؤون البلدية والزراعة الدوحة

Mubarek Nasser AL-KHALIFA
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

مبارك ناصر الخليفة
 سكرتير أول
 الممثل الدائم المنائب لدى المنظمة
 روما

Ali Gaber SOOUROUR
 Director
 Public Relations Department
 Ministry of Municipal Affairs and
 Agriculture
 Doha

علي جابر سرور
 مدير
 قسم العلاقات العامة
 وزارة شؤون البلدية والزراعة
 الدوحة

Mohamed AL-QAYED
 Head of the Fisheries Section
 Ministry of Municipal Affairs and
 Agriculture
 Doha

محمد ابراهيم القايد
 رئيس قسم التنمية السمكية
 وزارة شؤون البلدية والزراعة
 الدوحة

Abdul Aziz Mohamed AL-JABER
 Assistant to the Minister for Municipal
 Affairs and Agriculture
 Ministry of Municipal Affairs and
 Agriculture
 Doha

عبد العزيز محمد الجابر
 مساعد وزير شؤون البلدية والزراعة
 وزارة شؤون البلدية والزراعة
 الدوحة

Ali EL QUBAISI
 Expert in Agricultural Affairs
 Ministry of Municipal Affairs and
 Agriculture
 Doha

علي الكبيسي
 استشاري شؤون زراعية
 وزارة شؤون البلدية والزراعة
 الدوحة

Akeel EL KHALDI
 Expert
 International Organizations Affairs
 Embassy of the State of Qatar
 Rome

عقيل الخالدي
 خبير في شؤون المنظمات الدولية
 سفارة دولة قطر
 روما

REPUBLIC OF KOREA –
RÉPUBLIQUE DE CORÉE –
REPÚBLICA DE COREA

Delegate
 IM Sang Gyu
 Minister for Agriculture and Forestry
 Seoul

Alternate(s)
 KIM Joong-jae
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

HA Young-hyo
 Director-General
 International Agricultural Bureau
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Seoul

KIM Chang-hyun
 Director
 Multilateral Cooperation Division
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Seoul

KIM Jeong-ju KIM
 Secretary to the Minister for Agriculture
 and Forestry
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Seoul

JUNG Yong-ho
 Deputy Director
 Agricultural Negotiation Division
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Seoul

KANG Seung-gyoo
 Assistant Director
 Multilateral Cooperation Division
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Seoul

SEO Hae-dong
 Agricultural Attaché
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome

KIM Hyung-kwang
 Director-General
 Forest Human Resources Development
 Institute
 Korea Forest Service
 Seoul

CHO Chae-moon
 Chief
 Korea FAO Association
 Seoul

WHANG Moon-joo
 Interpreter
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Seoul

MOLDOVA

Delegate
 Anatolie GORODENCO
 Minister for Agriculture and Food Industry
 Chisinau

Alternate(s)
 Sorin MIHAIL
 Charge d'Affaires a.i.
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ms Diana GHERMAN
 FAO National Correspondent
 Consultant of Directorate for Analysis,
 Monitoring and Policy Evaluation
 Chisinau

Ms Ludmila JUC
 Counsellor
 Embassy of the Republic of Moldova
 Rome

ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA

Délégué
 Ms Cornelia HARABAGIU
 Secrétaire d'Etat
 Ministère de l'agriculture et du
 développement rural
 Bucarest

Suppléant(s)
 Mme Valentina NICOLESCU
 Conseiller supérieur
 Ministère de l'agriculture et du
 développement rural
 Bucarest

Bogdan BAZGA
 Conseiller Affaires Européens
 Ministère de l'agriculture et du
 développement rural
 Bucarest

Mme Octavia GAVRILESCU
 Diplomat
 Ministère des affaires étrangères
 Bucarest

Mme Alina-Stefana PUSCARAGIU
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

RUSSIAN FEDERATION – FÉDÉRATION DE RUSSIE - FEDERACIÓN DE RUSIA

Delegate
 Alexander V. YAKOVENKO
 Deputy Minister for Foreign Affairs
 Ministry of Foreign Affairs
 Moscow

Alternate(s)
 Alexey Y. MESHKOV
 Ambassador Extraordinary and
 Plenipotentiary of the Russian Federation
 to Italy
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Andery I. VERSHININ
 Director
 Department of International Cooperation
 Ministry of Agriculture
 Moscow

Vladimir A. IOSIFOV
 Deputy Director
 Department of International Organizations
 Ministry of Foreign Affairs
 Moscow

Yury A. KOLESNIKOV
 Chief of the Secretariat of the
 Deputy Minister for Foreign Affairs
 Ministry of Foreign Affairs
 Moscow

Evgeny F. UTKIN
 First Secretary
 Acting Deputy Permanent Representative
 to FAO
 Rome

Ms Irina N. EVSEEVA
 Counsellor
 Embassy of the Russian Federation
 Rome

Gennady A. KISELEV
 First Secretary
 Department of International Organizations
 Ministry of Foreign Affairs
 Moscow

Arsen M. VARTANYAN
 Second Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Nikolay I. RUBTSOV
 Representative of the State Committee for
 Fisheries
 Moscow

Alexander V. YAKIMUSHKIN
 Head of Division
 Cooperation with International
 Organizations and Foreign Representations
 Ministry of Agriculture
 Moscow

Anatoly I. PISARENKO
 President
 Society of Foresters of the Russian
 Federation
 Moscow

Andrey A. BENIN
 Deputy of the State Duma of the Federal
 Assembly of the Russian Federation
 Moscow

Valery A. SAIKOVSKY
 President
 Russian Confederation of Associations and
 Unions on Forest, Pulp and Paper and
 Furniture Industry
 Moscow

Ms Ekaterina RAZORENOVA
 Expert
 Division of Cooperation with International
 Organizations and Foreign Representations
 Ministry of Agriculture
 Moscow

Yury A. MELNIKOV
 Consultant
 Rome

Sergei I. IVANOV
 Trade Representative of the Russian
 Federation to Italy
 Rome

RWANDA

Délégué
 Anastase MUREKEZI
 Ministre de l'agriculture et de l'élevage
 Kigali

Suppléant(s)
 Jean Paul RUTAGWENDA
 Secrétaire particulier du Ministre
 Ministère de l'agriculture et de l'élevage
 Kigali

Ernest RUZINDAZA
 Directeur de Planification
 Ministère de l'agriculture et de l'élevage
 Kigali

**SAINT KITTS AND NEVIS –
SAINT-KITTS-ET-NEVIS –
SAINT KITTS Y NEVIS**

Delegate

Cedric Roy LIBURD
Minister for Housing, Agriculture,
Fisheries and Consumer Affairs
Basseterre

Alternate(s)

Robelto HECTOR
Minister for Communications, Agriculture,
Lands, Housing, Cooperatives and
Fisheries
Basseterre

**SAINT LUCIA - SAINTE-LUCIE –
SANTA LUCÍA**

**SAINT VINCENT AND THE
GRENADINES –
SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES
SAN VICENTE Y LAS GRANADINAS**

SAMOA

Delegate

Taua Tavaga KITIONA SEUALA
Minister for Agriculture and Fisheries
Apia

Alternate(s)

Niko Lee HANG
Minister for Finance
Apia

Kirifi POUONO
Chief Executive Officer
Ministry of Agriculture and Fisheries
Apia

Ms Hinauri PETANA
Chief Executive Officer
Ministry of Finance
Apia

SAN MARINO - SAINT-MARIN

Delegate

Marino RICCARDI
Minister for Agriculture, Land and
Environment
San Marino

Alternate(s)

Mrs Daniela ROTONDARO
Counsellor
Permanent Representative to FAO and
WFP
Rome

Matteo FIORINI
Chief of Cabinet
Secretariat of State for Land, Environment,
Agriculture and Relations with A.A.S.P.
San Marino

Ms Barbara PARA
Ambassador to the Republic of Italy
Rome

**SAO TOME AND PRINCIPE –
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE –
SANTO TOMÉ Y PRÍNCIPE**

**SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE -
المملكة العربية –
ARABIA SAUDITA –
السعودية**

Delegate

Bandar AL-SHALHOOB
Permanent Representative to FAO
Rome

المندوب

بندر عبد المحسن الشلهوب
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Alternate(s)

Mishal bin Abdallah AL-QAHTANI
Secretary of the Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Riyadh

المناوب

ميسحال بن عبدالله القحطاني
سكرتير وزير الزراعة
وزارة الزراعة
الرياض

Abdel Aziz bin Abdelrahman ABDAL-HOWEISH
 Director of External Relations and
 International Cooperation
 Ministry of Agriculture
 Riyadh

عبد العزيز بن عبد الرحمن الهويش
 مدير العلاقات الخارجية والتعاون الدولي
 وزارة الزراعة
 الرياض

SENEGAL - SÉNÉGAL

Délégué
 Souleymane Ndéné NDIAYE
 Ministre d'État,
 Ministre de l'économie maritime
 Dakar

Suppléant(s)
 Ibrahima DIOUCK
 Directeur de Cabinet
 Ministère du développement rural et de
 l'agriculture
 Dakar

Matar DIOUF
 Directeur de la Pêche continentale et de
 l'aquaculture
 Ministère de l'économie maritime
 Dakar

Abdourakhmane DIOP
 Directeur de l'agence pour la promotion de
 l'aquaculture
 Ministère de l'économie maritime
 Dakar

Adama BA
 Deuxième Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

Alassane WELE
 Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

SERBIA - SERBIE

Delegate
 Milisav SAVIC
 Minister Counsellor
 Chargé d'affaires a.i.
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)
 Mrs Dragana VUKOVIC-LJUBOJEVIC
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

SEYCHELLES

Delegate
 Claude MOREL
 Ambassador
 Embassy of the Republic of Seychelles
 Paris

SIERRA LEONE - SIERRA LEONA

Delegate
 Joseph Sam SESAY
 Minister of Agriculture, Forestry and Food
 Security
 Freetown

Alternate(s)
 Elio PACIFICO
 Consul General
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

SLOVAKIA - SLOVAQUIE - ESLOVAQUIA

Delegate
 Viliam TURSKY
 State Secretary
 Ministry of Agriculture
 Bratislava

Alternate(s)
 Milan KOVÁC
 Counsellor
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Ms Eva KOLESAROVA
 Director of Foreign and EU Relations
 Department
 Ministry of Agriculture
 Bratislava

Ms Barbora HELLEBRTANDTOVA
 National Secretary for Cooperation with
 FAO
 Ministry of Agriculture
 Bratislava

Jan VARSO
 Director
 Department for United Nations and
 International Organizations
 Ministry of Foreign Affairs
 Bratislava

SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA

Delegate
 Ms Branka TOME
 State Secretary
 Ministry of Agriculture, Forestry and Food
 Ljubljana

Alternate(s)
 Andrej CAPUDER
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Marko VERBIC
 Head of Department for International
 Relations and Development Assistance
 Ministry of Agriculture, Forestry and Food
 Ljubljana

Mrs Bojana HOCEVAR
 Advisor
 Ministry of Agriculture, Forestry and Food
 Ljubljana

Leon MEGUSAR
 Advisor
 Ministry of Agriculture, Forestry and Food
 Ljubljana

Mrs Marta HRUSTEL-MAJCEN
 Head of Section for Sustainable Agriculture
 Ministry of Agriculture, Forestry and Food
 Ljubljana

Tomsic ROK
 Counsellor
 Embassy of the Republic of Slovenia
 Rome

SOLOMON ISLANDS - ÎLES SALOMON ISLAS SALOMÓN

SOMALIA - SOMALIE - الصومال

Delegate
 Abdikadir NUR ARALE
 Minister for Fisheries and Marine
 Resources
 New York

المندوب
 عبد القادر نور أرال
 وزير الصيد والموارد البحرية
 عن طريقبعثة الدائمة لجمهورية الصومال
 لدى الأمم المتحدة
 نيويورك

Alternate(s)
 Abdulatif Mohamud ABDI
 Special Adviser to the Transitional Federal
 Government
 Prime Minister's Office
 New York

المناوب
 عبد اللطيف محمد عبدي
 المستشار الخاص لرئيس وزراء الحكومة
 الانتقالية
 مكتب الوزير الأول
 نيويورك

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD - SUDÁFRICA

Delegate
 Ms Lulama XINGWANA
 Minister for Agriculture
 Pretoria

Alternate(s)
 Lenin MAGIGWANE SHOPE
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Masiphula MBONGWA
 Director-General
 Department of Agriculture
 Pretoria

Ms Vangile TITI
 Deputy Director-General
 Department of Agriculture
 Pretoria

Ms Sebueng KELATWANG
 Director
 International Relations
 Department of Agriculture
 Pretoria

Ms Njabulo NDULI
 Counsellor Agricultural Affairs
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Duncan SEBEFELO
 Counsellor (Multilateral)
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ms Bongeka MDLELENI
 Personal Assistant to Director-General
 Department of Agriculture
 Pretoria

Ms Noluthando MANTUNGWA
 Personal Assistant to the Minister for
 Agriculture
 Ministry of Agriculture
 Pretoria

Sibusiso GAMEDE
 Minister's Adviser
 Ministry of Agriculture
 Pretoria

Doctor MASHABANE
 Advocate
 Department of Foreign Affairs
 Pretoria

Godfrey MDLULI
 Minister's Media Liaison Officer
 Department of Agriculture
 Pretoria

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Delegado
 Santiago MENÉNDEZ DE LUARCA
 Subsecretario de Agricultura, Pesca y
 Alimentación
 Ministerio de Agricultura, Pesca y
 Alimentación
 Madrid

Suplente(s)
 Luis CALVO MERINO
 Embajador de España
 Roma

Juan José GRANADO MARTÍN
 Secretario General Técnico
 Ministerio de Agricultura, Pesca y
 Alimentación
 Madrid

Alberto LÓPEZ GARCÍA-ASENJO
 Representante Permanente Adjunto ante la
 FAO
 Roma

Sra. Alicia VILLAURIZ IGLESIAS
 Subdirectora General de Relaciones
 Agrarias Internacionales
 Ministerio de Agricultura, Pesca y
 Alimentación
 Madrid

Sra. María Rosa FERNÁNDEZ LEÓN
 Jefe del Gabinete del Subsecretario de
 Agricultura, Pesca y Alimentación
 Ministerio de Agricultura, Pesca y
 Alimentación
 Madrid

Sra. Matilde MONTES FERNÁNDEZ
 Consejera de Agricultura, Pesca y
 Alimentación
 Embajada de España
 Roma

Ángel OROZCO GÓMEZ
 Agregado
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

Sra. María NOGUEROL ÁLVAREZ
 Jefe de Área de Organismos
 Internacionales
 Subdirección General de Cooperación
 Multilateral y Horizontal
 Agencia Española de Cooperación
 Internacional (AECI)
 Ministerio de Asuntos Exteriores y
 Cooperación
 Madrid

Sra. Elena BUSUTIL FERNÁNDEZ
 Jefe de Área de Relaciones Internacionales
 Ministerio de Agricultura, Pesca y
 Alimentación
 Madrid

Sra. Pilar VILLALBA CORTIJO
 Jefe de Servicio de Relaciones Agrarias
 Internacionales
 Ministerio de Agricultura, Pesca y
 Alimentación
 Madrid

Sra. Icíar RUIZ CASTILLO
 Técnica
 Embajada de España
 (Oficina de los Representantes Permanentes
 Adjunto y Alterno)
 Roma

SRI LANKA

Delegate
 Hemantha WARNAKULASURIYA
 Ambassador
 Embassy of the Democratic Socialist
 Republic of Sri Lanka
 Rome

Alternate(s)
 Ms Abeysekara Arachchige Rukmani
 RATNAYAKE
 Additional Secretary
 Ministry of Agriculture Development and
 Agrarian Services Development -
 "Govijana Mandiraya"
 Colombo

Chandrasekara Atapattu H.M.
 WIJERATNE
 Minister and Chargé d'affairs a.i.
 Embassy of the Democratic Socialist
 Republic of Sri Lanka
 Rome

Mrs Saranya Hasanthi Urugodawatte
 DISSANAYAKE
 Minister Counsellor
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Wimal HEMACHANDRA
 Minister Counsellor (Commercial)
 Embassy of the Democratic Socialist
 Republic of Sri Lanka
 Rome

Lalith Kumar HATHURUSINGHE
 Director
 Ministry of Agriculture Development and
 Agrarian Services Development -
 "Govijana Mandiraya"
 Colombo

السودان - SOUDAN - SUDÁN

Delegate
 Mohamed Elamin KABASHI EISA
 Federal Minister for Agriculture and
 Forestry
 Khartoum

المندوب
 محمد الأمين كباشي عيسى
 الوزير الإتحادي للزراعة والغابات
 الخرطوم

Alternate(s)
 Rabie Hassan AHMED
 Ambassador of the Republic of Sudan
 Rome

المناوب
 ربیع حسن احمد
 سفير جمهورية السودان
 روما

<p>Mohamed ELTAYEB ELFAKI EL NOR Counsellor Permanent Representative to FAO Rome</p> <p style="text-align: center;">محمد الطيب الفاقي النور المستشار والممثل الدائم لدى المنظمة روما</p>	<p>SURINAME</p> <p>Delegate Jagdies BHANSING Permanent Secretary Ministry of Agriculture, Animal Husbandry and Fisheries Paramaribo</p>
<p>Mohamed Hassan JUBARA MOHAMED Director-General International Cooperation and Investment Directorate Ministry of Agriculture and Forestry Khartoum</p> <p style="text-align: center;">محمد حسن جباره مدير عام مديرية التعاون الدولي والاستثمار وزارة الزراعة والغابات الخرطوم</p>	<p>SWAZILAND - SWAZILANDIA</p> <p>Delegate Mtiti FAKUDZE Minister for Agriculture and Co-operatives Mbabane</p> <p>Alternate(s) Majozi V. SITHOLE Minister for Finance Mbabane</p>
<p>Ahmed OSMAN Federal Ministry of Agriculture and Forestry Khartoum</p> <p style="text-align: center;">أحمد عثمان الوزير الاتحادي للزراعة والغابات الخرطوم</p>	<p>Christopher T. NKWANYANA Acting Principal Secretary Ministry of Agriculture and Co-operatives Mbabane</p>
<p>Amal KABEER Federal Ministry of Finance and National Economy Khartoum</p> <p style="text-align: center;">أمل كبير الوزارة الاتحادية للمالية والاقتصاد الوطني الخرطوم</p>	<p>Thembayena DLAMINI Ambassador Permanent Representative to FAO Geneva</p> <p>Ms Janet MZUNGU Senior Finance Officer Ministry of Agriculture and Co-operatives Mbabane</p>
<p>Abdelwahab HASSAN BIHERI Federal Ministry of Animal Resources and Fisheries Khartoum</p> <p style="text-align: center;">عبد الوهاب حسن بحيري الوزارة الاتحادية للموارد الحيوانية والسمكية الخرطوم</p>	<p>George M. NDLANGAMANDLA Director of Agriculture Ministry of Agriculture and Co-operatives Mbabane</p> <p>SWEDEN - SUÈDE - SUECIA</p> <p>Delegate Eskil ERLANDSSON Minister for Agriculture Stockholm</p>
	<p>Alternate(s) Christer WRETBORN Ambassador Permanent Representative to FAO Rome</p>

Tommie SJÖBERG
 Deputy Director-General
 Ministry of Agriculture
 Stockholm

Ms Tora LEIFLAND HOLMSTRÖM
 Political Advisor
 Ministry of Agriculture
 Stockholm

Mrs Tina LINDSTRÖM
 Senior Administrative Officer
 Ministry of Agriculture
 Stockholm

Ms Helena SIVARD ASKVIK
 Senior Administrative Officer
 Ministry of Agriculture
 Stockholm

Oscar EKÉUS
 Desk Officer
 Ministry of Foreign Affairs
 Stockholm

Ms Tina EHN
 Member of Parliament
 Swedish Parliament
 Stockholm

Ms Irene OSKARSSON
 Member of Parliament
 Swedish Parliament
 Stockholm

Ms Margaretha ARNESSON-CIOTTI
 Programme Officer
 Embassy of Sweden
 Rome

Ms Kristina NILSSON
 Clerical Officer
 Embassy of Sweden
 Rome

Ms Jenny LUNDIN
 Junior Officer
 Embassy of Sweden
 Rome

Mats ÅBERG
 Senior Advisor
 Swedish International Development
 Cooperation Agency
 Stockholm

Ms Gabriella CAHLIN
 Head of Department
 Jonkoping
 Sweden

Andreas DAVELID
 Administrative Officer
 Swedish Board of Agriculture
 Stockholm

Ms Annette HELLSTRÖM
 Director International Affairs
 Federation of Swedish Farmers
 Stockholm

Ms Karin HÖÖK
 Head of International Department
 Swedish Society for Nature Conservation
 Stockholm

Anders KLUM
 Director
 Ministry of Agriculture
 Stockholm

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Délégué
 Manfred BÖTSCH
 Secrétaire d'État
 Berne

Suppléant(s)
 François PYTHOUD
 Responsable de la Section agriculture
 durable internationale
 Office fédéral de l'agriculture
 Berne

Hubert POFFET
 Collaborateur scientifique de la section
 agriculture durable internationale
 Office fédéral de l'agriculture
 Berne

Mme Marie MARCHAND Chargée de programme Direction du développement et de la coopération Berne	Atyeh AL HENDI Director of the National Agricultural Policy Centre Ministry of Agriculture and Agrarian Reform Damascus
Hans-Jorge LEHMANN Ministre Représentant permanent de la FAO Rome	عطية الهندي المركز الوطني للسياسات الزراعية وزارة الزراعة واستصلاح الأراضي دمشق
Mme Magdalena LESJAK Première Secrétaire Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome	Ms Souha JAMALI Minister Plenipotentiary Alternate Permanent Representative to FAO Rome
SYRIAN ARAB REPUBLIC - RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE - REPÚBLICA ÁRABE SIRIA - الجمهورية العربية السورية	السيدة سهى الجمالي الوزير المفوض المندوب الدائم المناوب لدى المنظمة روما
Delegate Adel SAFAR Minister for Agriculture and Agrarian Reform Damascus	Ziad AL-JEBAWI Director of Forestry Directorate Ministry of Agriculture and Agrarian Reform Damascus
المندوب عادل سفار وزير الزراعة واستصلاح الأراضي دمشق	زيد الجباوي مدير مديرية الغابات وزير الزراعة واستصلاح الأراضي دمشق
Alternate(s) Samir AL-KASSIR Ambassador Permanent Representative to FAO Rome	Farouki FARES Director-General Arab Centre for the Studies of Arid Zones and Dry Lands Damascus
المناوب سمير القصیر السفير والمندوب الدائم لدى المنظمة روما	فاروكي فارس مدير عام المركز العربي للدراسات في المناطق القاحلة والأراضي الجافة دمشق
	Nasr OBEID Director Ministry of Agriculture and Agrarian Reform Damascus
	ناصر عبيد مدير وزارة الزراعة واستصلاح الأراضي دمشق

Bashar AKBIK
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

بشار أَكْبِيك
الْمُسْتَشَار
وَالْمُمْثَلُ الدَّائِمُ الْمُنَاؤِبُ لِدِي الْمُنْظَمَةِ
رُومَا

Mouhammad ALLOUSH
Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

مُحَمَّد عَلُوشُ
الْمُلْحَقُ
وَالْمُمْثَلُ الدَّائِمُ الْمُنَاؤِبُ لِدِي الْمُنْظَمَةِ
رُومَا

TAJIKISTAN - TADJIKISTAN - TAYIKISTÁN

Delegate
Valiev SULTON
First Deputy Minister for Agriculture and
Nature Protection
Dushanbe

Alternate(s)
Saidov DAVLAT
Head of the Cotton and Agricultural
Products Processing Unit
Ministry of Agriculture and Nature
Protection
Dushanbe

Ms Czarina NURIDINOVA
Budget/Finance Specialist
Ministry of Agriculture and Nature
Protection
Dushanbe

Gulomkodir SAFARALIEV
Livestock Specialist
Ministry of Agriculture and Nature
Protection
Dushanbe

Ms Irina SARYCHEVA
Interpreter
Ministry of Agriculture and Nature
Protection
Dushanbe

THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA

Delegate
Rungruang ISARANGKURA
Deputy Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Alternate(s)
Pinit KORSIEPORN
Deputy Permanent Secretary
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Mrs Tritaporn KHAMAPAT
Minister (Agriculture)
Permanent Representative to FAO
Rome

Songkram THAMMINCHA
Secretary to the Minister
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Kritsada SUTDHIBPHISAL
Assistant Secretary to the Minister
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Mrs Doungatai DANVIVATHANA
Director
Foreign Agricultural Relations Division
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Mrs Korntip SENEWONG NA
AYUHAYA
Senior Policy and Plan Analyst
Office of Agricultural Economics
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Anuroj JANTARAWONG
Senior Officer
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Kasem PRASUTSANGCHAN
 Senior Policy and Plan Analyst
 Ministry of Agriculture and Cooperatives
 Bangkok

Piyawat NAIGOWIT
 Policy and Plan Analyst
 Ministry of Agriculture and Cooperatives
 Bangkok

Upai WAYUPAT
 Royal Forest Department
 Bangkok

Ms Narumol PANUMUMPA
 Royal Forest Department
 Bangkok

Ms Weena PUNTHURAT
 Advisor to the Deputy Minister
 Ministry of Agriculture and Cooperatives
 Bangkok

Ms Yupadee HEMARAT
 Senior Foreign Relations Officer
 Office of the Permanent Secretary
 Ministry of Agriculture and Cooperatives
 Bangkok

**THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC
 OF MACEDONIA –
 L'EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE
 MACÉDOINE –
 LA EX REPÚBLICA YUGOSLAVA DE
 MACEDONIA**

Delegate
 Evgenija ILIEVA
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

TIMOR-LESTE

Delegate
 Mariano Asanami SABINO
 Minister for Agriculture and Fisheries
 Dili

Alternate(s)
 Justino GUTERRES
 Ambassador to the Holy See
 Rome

Cesaltino N. Dos Reis DE CARVALHO
 Chief of Cabinet
 Ministry of Agriculture and Fisheries
 Dili

Lourenco Borges FONTES
 Dili

TOGO

Délégué
 Yves Madou NAGOU
 Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de
 la pêche
 Lomé

Suppléant(s)
 Akla-Essou AROKOUM
 Directeur de l'agriculture
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de
 la pêche
 Lomé

Yawo Sèfe GOGOVOR
 Chef Division contrôle phytosanitaire
 Direction de l'agriculture
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de
 la pêche
 Lomé

Kossi AHOEDO
 Chef Section Ressources halieutiques
 Direction de l'élevage et de la pêche
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de
 la pêche
 Lomé

Bériname BADJARE
 Chef Division promotion des filières agro-
 industrielles
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de
 la pêche
 Lomé

TONGA

Delegate

Taniela Penisimani VEA
 Director of Agriculture and Food, Forests
 and Fisheries
 Ministry of Agriculture, Food, Forestry and
 Fisheries
 Nuku'alofa

Badr BEN AMMAR

Directeur général des études et du
 développement agricole
 Ministère de l'agriculture et des ressources
 hydrauliques
 Tunis

بدر بن عامر
 المدير العام للدراسات والتنمية الزراعية
 وزارة الفلاحة والموارد المائية
 تونس

TRINIDAD AND TOBAGO –
TRINITÉ-ET-TOBAGO –
TRINIDAD Y TABAGO

Delegate

Dennis FRANCIS
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Geneva

Mohamed LASSOUED

Directeur de la coopération internationale
 Ministère de l'agriculture et des ressources
 hydrauliques
 Tunis

محمد الأسود
 مدير التعاون الدولي
 وزارة الفلاحة والموارد المائية
 تونس

Alternate(s)

Farook HOSEIN
 Acting Senior Project Analyst
 Ministry of Agriculture, Land and Marine
 Resources
 Port of Spain

Sabri BACHTOBJI

Chargé d'affaires a.i.
 Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

صبري بشطاجي
 القائم بالأعمال التونسي بالنيابة في إيطاليا
 المستشار
 والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
 روما

TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ

Délégué

Mohamed Habib HADDAD
 Ministre de l'agriculture et des ressources
 hydrauliques
 Tunis

المندوب

محمد حبيب حداد

وزير الفلاحة والموارد المائية
 تونس

Abdelhamid ABID

Conseiller chargé du dossier de coopération
 de la Tunisie avec les Institutions
 Multilatérales établies à Rome
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

عبد الحميد عبيد

المستشار المكلف بملف التعاون بين تونس
 والمؤسسات المتعددة الأطراف التي يوجد
 مقارها في روما
 والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
 روما

Suppléant(s)

Montassar OUAILI
 Ambassadeur en Italie
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

المناوب

منتصر وايلي

السفير لدى إيطاليا

الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
 روما

TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA**Delegate**

Mehmet Mehdi EKER
 Minister for Agriculture and Rural Affairs
 Ankara

Alternate(s)

Sitki Ugur ZIYAL
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Selahattin MERMER
 Head of Department
 Ministry of Agriculture and Rural Affairs
 Ankara

Ibrahim ILBEYI
 Head of Department
 Ministry of Agriculture and Rural Affairs
 Ankara

Erkan GOZGOZOGLU
 Head of Department
 Ministry of Agriculture and Rural Affairs
 Ankara

Yüksel YÜCEKAL
 Counsellor
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Halil Ibrahim MUTLU
 Section Director
 Ministry of Agriculture and Rural Affairs
 Ankara

Selami GULAY
 Principal Clerk of the Minister for
 Agriculture and Rural Affairs
 Ministry of Agriculture and Rural Affairs
 Ankara

Ebru EKEMAN
 Second Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

**TURKMENISTAN - TURKMÉNISTAN -
 TURKMENISTÁN****TUVALU****Delegate**

Itaia LAUSAIVEVE
 Director of Agriculture
 Ministry of Natural Resources and
 Environment
 Funafuti

UGANDA - OUGANDA**Delegate**

Fred MUKISA
 Minister of State for Fisheries
 Entebbe

Alternate(s)

Deo K. RWABITA
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Ms Margaret KYOGIRE
 Deputy Head of Mission
 Embassy of the Republic of Uganda
 Rome

Robert SABIITI
 Agricultural Attaché
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Mrs Tumusiime RHODA
 Commissioner for Agricultural Planning
 Ministry of Agriculture, Animal Industry
 and Fisheries
 Entebbe

Dick NYEKO
 Commissioner for Fisheries Resources
 Ministry of Agriculture, Animal Industry
 and Fisheries
 Entebbe

Mrs Annunciata HAKUZA
 Agricultural Economist
 Ministry of Agriculture, Animal Industry
 and Fisheries
 Entebbe

Alternate(s)
 Abdulhamid Abdulfatah KAZIM
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

UKRAINE - UCRANIA

Delegate
 Ms Valetina ZAVALEVSKAYA
 Deputy Minister of Agricultural Policy
 Ministry of Agriarian Policy
 Kiev

المناوب
 عبد الحميد عبد الفتاح كاظم
 السفير
 والممثل الدائم لدى المنظمة
 روما

Alternate(s)
 Georgiy CHERNYAVSKYI
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Rashid Khalfan AL-SHIREQI
 Abu Dhabi Food Control Authority
 Abu Dhabi

راشد خلفان الشرقي
 جهاز مراقبة الأغذية بأبو ظبي
 أبو ظبي

Dmytro MELNYCHUK
 Rector
 National Agrarian University
 Kiev

Burkan KHALIFA ABDALLAH
 Legal Advisor
 Minister's Office
 Ministry of Environment and Water
 Abu Dhabi

بركان خليفة عبدالله
 المستشار القانوني
 مكتب الوزير
 وزارة البيئة والمياه
 أبو ظبي

Mrs Oksana DRAMARETSKA
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ibrahim Abdel RAHMAN
 Director of the Eastern Region
 Ministry of Environment and Water
 Abu Dhabi

ابراهيم عبد الرحمن
 مدير المنطقة الشرقية
 وزارة البيئة والمياه
 أبوظبي

Ms Alla KRAVCHENKO
 Consultant of the Minister of Agrarian
 Policy
 Ministry of Agriarian Policy
 Kiev
 Ukraine

Habib AL ABDoudi
 Director of Planning
 Ministry of Environment and Water
 Abu Dhabi

حبيب العوادي
 مدير التخطيط
 وزارة البيئة والمياه
 أبو ظبي

UNITED ARAB EMIRATES – ÉMIRATS ARABES UNIS – EMIRATOS ÁRABES UNIDOS – الإمارات العربية المتحدة

Delegate
 Mohammed Saeed AL KINDI
 Minister for Environment and Water
 Abu Dhabi

المندوب
 محمد سعيد الكندي
 وزير البيئة والمياه
 أبوظبي

Mrs Wjihah Ibrahim TALIB
 Director of Public Relations
 Ministry of Environment and Water
 Abu Dhabi

وجيهة ابراهيم طالب
 مدير العلاقات العامة
 وزارة البيئة والمياه
 أبوظبي

Mrs Safa Ali AL OBID
 Director of Dams
 Ministry of Environment and Water
 Abu Dhabi

السيدة صفاء علي العبيد
 مدير
 وزارة البيئة والمياه
 أبوظبي

Mirghani Hassan OBEID ALI
 Embassy of the United Arab Emirates
 Rome

مير غني حسن عبيد علي
 سفارة الإمارات العربية المتحدة
 روما

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI - REINO UNIDO

Delegate
 Gareth THOMAS
 Parliamentary Undersecretary of State
 Department for International Development
 London

Alternate(s)
 James HARVEY
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Victor Charles Dunlop HEARD
 First Secretary
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome

Ms Elizabeth NASSKAU
 Deputy Permanent Representative to IFAD
 Permanent Representation to the UN
 Agencies for Food and Agriculture
 Rome

Mark RUSH
 Desk Officer for United Nations
 Specialised Agencies
 International Organizations Department
 Foreign and Commonwealth Office
 London

Stephen LOWE
 First Secretary, Agricultural and
 Environment
 British Embassy
 Rome

Ms Karen MAHY
 Assistant Private Secretary to
 Parliamentary Undersecretary of State
 Department for International Development
 London

Ms Fiona PRYCE
 Information Manager and FAO Programme
 Support
 Permanent Representation to the UN
 Agencies for Food and Agriculture
 Rome

Ms Nicolette CIORBA
 Office Manager and WFP Programme
 Support
 Permanent Representation to the UN
 Agencies for Food and Agriculture
 Rome

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA - RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE - REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA

Delegate
 Stephen Masatu WASIRA
 Minister for Agriculture, Food Security and
 Cooperatives
 Dar-es-Salaam

Alternate(s)
 Burhan S. HAJI
 Minister for Agriculture, Livestock and
 Environment
 Zanzibar

Zabein M. MHITA
 Deputy Minister
 Ministry of Natural Resources and Tourism
 Dar-es-Salaam

Mrs Rahma MSHANGAMA
 Principal Secretary
 Ministry of Agriculture, Livestock and
 Environment
 Zanzibar

Wilfred Joseph NGIRWA
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Jones MELEWAS
 Deputy Permanent Secretary
 Ministry of Livestock Development
 Dar-es-Salaam

Mrs Annuciata P. NJOMBE
 Director
 Animal Production and Marketing
 Ministry of Livestock Development
 Dar-es-Salaam

Ms Catherine JOSEPH
 Director
 Policy and Planning
 Ministry of Livestock Development
 Dar-es-Salaam

Aloyce TANGO
 Acting Director of Forestry and
 Beekeeping
 Ministry of Natural Resources and Tourism
 Dar-es-Salaam

Emanuel ACHAYO
 Director
 Policy and Planning
 Ministry of Agriculture, Food Security and
 Cooperatives
 Dar-es-Salaam

Ms Margaret Z. NDABA
 Officer-in-Charge for Development,
 Assistance and International Cooperation
 Ministry of Agriculture, Food Security and
 Cooperatives
 Dar-es-Salaam

Ms Perpetua Mary Simon HINGI
 Agricultural Attaché
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ms Ritha Oliver MALY
 Principal Fisheries Officer
 Ministry of Natural Resources and Tourism
 Dar-es-Salaam

Joseph LUBILOH
 Personal Assistant to the Minister
 Dar-es-Salaam

UNITED STATES OF AMERICA -
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE -
ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA

Delegate
 Charles F. CONNER
 Acting Secretary of Agriculture
 Department of Agriculture
 Washington, D.C.

Alternate(s)
 Mark E. KEENUM
 Under Secretary for Farm and Foreign
 Agricultural Services
 Department of Agriculture
 Washington, D.C.

Gaddi H. VASQUEZ
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Ms A. Ellen TERPSTRA
 Deputy Under Secretary for Farm and
 Foreign Agricultural Services
 Department of Agriculture
 Washington, D.C.

Gerald C. ANDERSON
 Deputy Assistant Secretary
 Bureau of International Organization
 Affairs
 Department of State
 Washington, D.C.

Lee A. BRUDVIG
 Minister Counsellor
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome

Robert RIEMENSCHNEIDER
Deputy Administrator
Office of Negotiations and Agreements
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Wendell DENNIS
Branch Chief
International Organizations, Multilateral
Negotiations and International Agreements
Division
Office of Negotiations and Agreements
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

David HEGWOOD
Minister Counsellor for Agriculture
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Geoffrey WIGGIN
Minister Counsellor for Agriculture
Embassy of the United States of America
Rome

Jaime ADAMS
Chief of Staff
Office of the Administrator
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Ms Sharon KOTOK
Foreign Affairs Officer
Office of Economic and Development
Affairs
Bureau of International Organization
Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Ms Usha PITTS
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

George DOUVELIS
International Relations Advisor
International Organizations, Multilateral
Negotiations and International Agreements
Division
Office of Negotiations and Agreements
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Ms Dorothy ADAMS
Office of Country and Regional Affairs
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Robin GRAY
Agricultura Attaché
Embassy of the United States of America
Rome

Ms Allison THOMAS
Office of Country and Regional Affairs
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

James GLUECK
Special Assistant
Office of the Under Secretary for Farm and
Foreign Agricultural Services
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Ms Carol KRAMER-LEBLANC
International Organizations, Multilateral
Negotiations and International Agreements
Division
Office of Negotiations and Agreements
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Rich NEWBERG
Humanitarian Affairs Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Mary Blanca RIOS
 Project Analyst
 Office of Management, Program and
 Resources
 Bureau of International Organization
 Affairs
 Department of State
 Washington, D.C.

Ms Harriet SPANOS
 Emergency Program Specialist
 United States Agency for International
 Development
 United States Mission to the United
 Nations Agencies for Food and Agriculture
 Rome

Ms Erika LUEDIG
 Programme Assistant
 United States Mission to the United
 Nations Agencies for Food and Agriculture
 Rome

URUGUAY

Delegado
 Ramón Carlos ABIN DE MARÍA
 Embajador
 Representante Permanente ante la FAO
 Roma

Suplente(s)
 Tabaré BOCALANDRO YAPEYÚ
 Ministro
 Representante Permanente Adjunto ante la
 FAO
 Roma

Carlos BENTANCOUR FERNÁNDEZ
 Ministro Consejero
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

Sra. Gabriela CHIFFLET
 Consejera
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

Gabriel BELLÓN MARRAPODI
 Primer Secretario
 Ministerio de Relaciones Exteriores
 Montevideo

UZBEKISTAN - OUZBÉKISTAN - UZBEKISTÁN

VANUATU

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC
 OF) –
 VENEZUELA (RÉPUBLIQUE
 BOLIVARIENNE DU) –
 VENEZUELA (REPÚBLICA
 BOLIVARIANA DE)

Delegado
 Jorge Valero BRICEÑO
 Viceministro para América Norte y
 Asuntos Multilaterales
 Ministerio del Poder Popular para
 Relaciones Exteriores
 Caracas

Suplente(s)
 Sra. Gladys URBANEJA
 Embajadora (Designado)
 Representante Permanente ante la FAO
 Roma

Rafael Alejandro LACAVA
 EVANGELISTA
 Embajador
 Embajada de la República Bolivariana de
 Venezuela
 Roma

Sra. Tatiana PUGH MORENO
 Viceministra de Desarrollo de Circuitos
 Agroproductivos
 Ministerio del Poder Popular para la
 Agricultura y Tierras
 Caracas

Sra. Juliana José ALEZONES INAUDY
 Directora General de Calidad
 Ministerio del Poder Popular para la
 Alimentación
 Caracas

Sra. Marilyn DI LUCA
 Directora Ejecutiva
 Instituto Nacional de Nutrición
 Caracas

Achirana ALTUVE
 Segundo Secretario
 Embajada de la República Bolivariana de
 Venezuela
 Roma

Sra. Angélica ZIEMS PIÑANGO
 Tercer Secretario
 Ministerio del Poder Popular para
 Relaciones Exteriores
 Caracas

Julio Rafael RAMÍREZ BARBERA
 Coordinador Investigación y Desarrollo
 Ministerio del Poder Popular para la
 Alimentación
 Caracas

Manuel Edoardo CLAROS OVIEDO
 Asesor de Relaciones Internacionales
 Ministerio del Poder Popular para la
 Agricultura y Tierras
 Caracas

Sra. Carmen BLANCO
 Dietista
 Dirección de Investigación de Alimentos
 Instituto Nacional de Nutrición
 Caracas

Medina MATTDIGN
 Dietista de la Dirección de Investigación de
 Alimentos
 Instituto Nacional de Nutrición (INN)
 Caracas

Sra. Milagros GALEANO
 Asistente del Viceministro para América
 Del Norte y Asuntos Multilaterales
 Ministerio del Poder Popular para
 Relaciones Exteriores
 Caracas

Sra. Mabel RUIZ
 Asistente Oficina Multilateral
 Embajada de la República Bolivariana de
 Venezuela
 Roma

VIET NAM

Delegate
 Thang NGUYEN VIET
 Vice Minister
 Ministry of Agriculture and Rural
 Development
 Hanoi

Alternate(s)
 Nguyen VAN NAM
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Yen PHAM TRONG
 Deputy Director-General
 International Cooperation Department
 Ministry of Agriculture and Rural
 Development
 Hanoi

Thanh NGUYEN CHI
 Senior Officer
 Department of International Organizations
 Ministry of Foreign Affairs
 Hanoi

Bac DAO TRINH
 Senior Officer
 Department of Foreign Economics
 Ministry of Planning and Investment
 Hanoi

Minh BUI QUANG
 Counsellor
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome

YEMEN - YÉMEN

Delegate
 Mansour Ahmed AL-HAWSHABI
 Minister for Agriculture and Irrigation
 Sana'a

المندوب
 منصور أحمد الحوشبي
 وزير الزراعة والري
 صنعاء

Alternate(s)

Abdurahman BAMATRAF
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

المناوب
عبد الرحمن محمد بامطرف
السفير
والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Shayé Mohsin AL ZINDANI
Ambassador of the Republic of Yemen to
Italy
Rome

محسن الزيداني
سفير الجمهورية اليمنية لدى ايطاليا
روما

Abdulmalek AL THAWR
Director General of Monitoring and
Planning
Ministry of Agriculture and Irrigation
Sana'a

عبدالملك الثور
مدير الأرصاد والتخطيط
وزارة الزراعة والرى
صنعاء

ZAMBIA - ZAMBIE

Delegate

Ben KAPITA
Minister for Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Alternate(s)

Ms Lucy Mungoma MUNGOMA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Julius J. SHAWA
Director Policy and Planning
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Green MBOZI
Director for Agribusiness and Marketing
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Charles MAGUSWI
Director for Fisheries
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Richard KAMONA
Deputy-Director for Agriculture
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Ms Emma MALAWO
Deputy-Director for Policy Analysis and
Statistics
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Albert CHALABESA
Deputy Director
Zambia Agricultural Research Institute
Lusaka

Willie O. NDEMBELA
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Emmanuel MWAMBA
First Secretary (International
Organizations)
Embassy of the Republic of Zambia
Rome

ZIMBABWE

Delegate

Rugare GUMBO
Minister for Agriculture
Harare

Alternate(s)

Ms Mary Margaret MUCHADA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Michael Muchenje NYERE
Minister Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

T. DUBE
 Agricultural Economist
 Ministry of Agriculture
 Harare

Hillary MADZIKANDA
 Ministry of Environment and Tourism
 Harare

S. MUTAVA
 Minister's Aide
 Ministry of Agriculture
 Harare

الأعضاء المنتسبون
 深 成 员
ASSOCIATE MEMBER
MEMBRE ASSOCIE
MIEMBRO ASOCIADO

FAROE ISLANDS - ÎLES FÉROÉ (LES) - ISLAS FEROE

Delegate
 Jóannes EIDESGAARD
 Prime Minister
 Tórshavn

Alternate(s)
 Bjørn KALSØ
 Minister for Fisheries and Maritime Affairs
 Tórshavn

Kaj P. MORTENSEN
 Minister Counsellor
 Prime Minister's Office
 Department of Foreign Affairs
 Tórshavn

Ms Kate SANDERSON
 Head of International Relations
 Ministry of Fisheries and Maritime Affairs
 Tórshavn

Jonhard ELIASEN
 Embassy Counsellor
 The Mission of the Faroes to the European Union
 Bruxelles

الكرسي الرسولي

教廷

HOLY SEE

SAINT-SIÈGE

SANTA SEDE

The Right Reverend Monsignor Renato VOLANTE
 Permanent Observer to FAO
 Vatican City

Vincenzo BUONOMO
 Alternate Observer to FAO
 Vatican City

Lelio BERNARDI
 Adviser
 Vatican City

Saverio PETRILLO
 Adviser
 Vatican City

Guido SODANO
 Adviser
 Vatican City

Giovanni TEDESCO
 Adviser
 Vatican City

جماعة فرسان مالطة

马耳他自治社

SOVEREIGN ORDER OF MALTA
 ORDRE SOUVERAIN DE MALTE
 SOBERANA ORDEN DE MALTA

Giuseppe BONANNO DI LINGUAGLOSSA
 Ambassadeur
 Observateur Permanent auprès de la FAO et des Agences des Nations Unies
 Rome

Mme Claude FORTHOMME
 Conseiller
 Rome

Mme Daniela MORO
 Conseiller Technique
 Rome

حركات التحرير
解放运动
LIBERATION MOVEMENT
MOUVEMENT DE LIBÉRATION
MOVIMIENTO DE LIBERACIÓN

PALESTINE - PALESTINA - فلسطين

Mahmoud ALHABASH
Minister for Agriculture
Ramallah

محمود الحباش
وزير الزراعة
رام الله

Kamal ELHABBASH
Advisor to the Minister for Agriculture
Ramallah

كمال الحباش
مستشار وزارة الزراعة
رام الله

Alaa JOMA
Director-General
Policy and Planning
Ministry of Agriculture
Ramallah

علاء جمعة
مدير عام
السياسة والتخطيط
وزارة الزراعة
رام الله

Hussein AL AFLAK
Counsellor
Embassy of Palestine
Rome

حسين العفلق
مستشار
سفارة فلسطين
روما

ممثلو الأمم المتحدة والوكالات المتخصصة

联合国和各专门机构的代表

REPRESENTATIVES OF UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
REPRÉSENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES
REPRESENTANTES DE NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS

INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGÍA ATÓMICA

Qu LIANG
Director
Joint FAO/IAEA Division of Nuclear Techniques in Food and Agriculture
Vienna

UNITED NATIONS SECRETARIAT
SECRÉTARIAT DES NATIONS UNIES
SECRETARÍA DE LAS NACIONES UNIDAS

Ms Anne ROGERS
Officer-in-Charge, Water, Natural Resources and Small Islands Branch
Division for Sustainable Development/DESA
Department of Economic and Social Affairs
New York

WORLD FOOD PROGRAMME
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS

Ms Claudia VON ROEHL
Secretary to the Executive Board
Rome

المراقبون من المنظمات الحكومية الدولية

政府间组织观察员

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES

ARAB AUTHORITY FOR AGRICULTURAL INVESTMENT AND DEVELOPMENT

AUTORITÉ ARABE POUR LES INVESTISSEMENTS ET LE DÉVELOPPEMENT

AGRICOLLES

ORGANISMO ÁRABE PARA INVERSIONES Y DESARROLLO AGRÍCOLAS –

الهيئة العربية للاستثمار والتنمية الزراعية

Abdul Kareem Mohammad AL-AMRI

President

Khartoum

Amir Abdalla KHALIL

International Cooperation Advisor

Khartoum

ARAB CENTRE FOR THE STUDIES OF ARID ZONES AND DRY LANDS

CENTRE ARABE POUR L'ÉTUDE DES ZONES ARIDES ET DES TERRES SÈCHES

CENTRO ÁRABE PARA EL ESTUDIO DE LAS ZONAS Y TIERRAS ÁRIDAS –

المركز العربي لدراسات المناطق القاحلة والأراضي الجافة

Farouk Saleh FARES

Director-General

Damascus

Naser Edin OBID

Director

Administrative and Finance Department

Damascus

ARAB MAGHREB UNION

UNION DU MAGHREB ARABE

UNIÓN DEL MAGREB ÁRABE

اتحاد المغرب العربي –

Ahmed SRIKAH

Chef de division de la Sécurité Alimentaire

Rabat

ARAB ORGANIZATION FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

ORGANISATION ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

ORGANIZACIÓN ÁRABE PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA –

المنظمة العربية للتنمية الزراعية

Salem AL-LOZI

Director-General

Khartoum

Mohamed Nadji BENCHEIKH-LEHOCINE
Head of International Cooperation Department
Khartoum

Jihad ABU MISHREF
Head of the AOAD Office in Amman
Jordan

CARIBBEAN COMMUNITY AND COMMON MARKET
MARCHÉ COMMUN DE LA COMMUNAUTÉ DES CARAÏBES
SECRETARÍA DE LA COMUNIDAD DEL CARIBE

Ms Margaret S. KALLOO
Deputy Programme Manager
Guyana

COMMON FUND FOR COMMODITIES
FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE
FONDO COMÚN PARA LOS PRODUCTOS BÁSICOS

Guy SNEYERS
Chief Operations Officer
The Netherlands

COMMUNITY OF SAHEL-SAHARAN STATES
COMMUNAUTÉ DES ÉTATS SAHÉLO-SAHARIENS
COMUNIDAD DE ESTADOS SAHELO-SAHARIANOS

Nuri Ibrahim HASSAN
Counsellor on Rural Development
Tripoli
Libya

ORGANIZATION OF THE ISLAMIC CONFERENCE
ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE
ORGANIZACIÓN DE LA CONFERENCIA ISLÁMICA

Babacar BA
Ambassador
Permanent Observer of The Organization of the Islamic Conference
Geneva

**REGIONAL INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR PLANT PROTECTION AND
ANIMAL HEALTH**
**ORGANISME INTERNATIONAL RÉGIONAL CONTRE LES MALADIES DES PLANTES
ET DES ANIMAUX**
ORGANISMO INTERNACIONAL REGIONAL DE SANIDAD AGROPECUARIA

Sra. Dalia Gisela TAPIA CASTILLO
Oficial Agrosanitaria
Panamá

**WEST AFRICA ECONOMIC AND MONETARY UNION
UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST- AFRICAINE
UNIÓN ECONÓMICA Y MONETARIA DEL ÁFRICA OCCIDENTAL**

Mouslim Abdoulaye MAÏGA
Directeur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire
Ouagadougou

**WORLD ORGANISATION FOR ANIMAL HEALTH
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ANIMALE
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE SANIDAD ANIMAL**

Jean-Luc ANGOT
Deputy Director-General
Paris

المراقبون من المنظمات الدولية غير الحكومية**非政府组织观察员****OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS****OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES****OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES****ACTIONAID INTERNATIONAL
AIDE ET ACTION INTERNATIONAL**

Ms Magdalena A. KROPIWNICKA
Food and Hunger Policy Adviser

**ASSOCIATED COUNTRY WOMEN OF THE WORLD
UNION MONDIALE DES FEMMES RURALES
ASOCIACIÓN MUNDIAL DE MUJERES RURALES**

Ms Paola ORTENSI
Permanent Representative to FAO
Rome

CARITAS INTERNATIONALIS

Ms Anna CLEMENTE
Permanent Representative to FAO
Rome

**COMMISSION OF THE CHURCHES ON INTERNATIONAL AFFAIRS
COMMISSION DES ÉGLISES POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES
COMISIÓN DE LAS IGLESIAS PARA LOS ASUNTOS INTERNACIONALES**

Michael WINDFUHR
Human Rights Director (Bread for the World)
Stuttgart
Germany

FIAN INTERNATIONAL - FOOD FIRST INFORMATION AND ACTION NETWORK

Flavio VALENTE
Secretary General
Germany

Helmer VELASQUEZ
Director Ejecutivo
Guatemala

Stuart CLARK
Senior Policy Advisor (Foodgrains)
Canada

Ms Zuleyka MAILZADA
Programme Officer Monitoring State Policies
Germany

Martin WOLPOLD-BOSIEN
Programme Coordinator Monitoring State Policies
Germany

Sanjeev BHANJA
EFICOR Food Rights Advisor
New Delhi

Rafaël SCHNEIDER
Bonn

**INTERNATIONAL ALLIANCE OF WOMEN
ALLIANCE INTERNATIONALE DES FEMMES
ALIANZA INTERNACIONAL DE MUJERES**

Ms Ivanka CORTI
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Bettina CORKE
Permanent Representative to FAO
Rome

**INTERNATIONAL ASSOCIATION OF AGRICULTURAL ECONOMISTS
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉCONOMISTES AGRONOMIQUES
ASOCIACIÓN INTERNACIONAL DE ECONOMISTAS AGRÍCOLAS**

Ms Margaret LOSEBY
Permanent Representative to FAO
Rome

Guido AGOSTINUCCI
Università della Tuscia
Viterbo

**INTERNATIONAL ASSOCIATION OF FAMILY MOVEMENTS OF RURAL TRAINING
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS FAMILIAUX DE FORMATION
RURALE
ASOCIACIÓN INTERNACIONAL DE LOS MOVIMIENTOS FAMILIARES DE
FORMACIÓN RURAL**

Aimé F. CAEKELBERGH
Vice-Président
Bruxelles

INTERNATIONAL COMMISSION ON IRRIGATION AND DRAINAGE
COMMISSION INTERNATIONALE DES IRRIGATIONS ET DU DRAINAGE
COMISIÓN INTERNACIONAL DE LA IRRIGACIÓN Y EL SANEAMIENTO

Ms Maria Elisa VENEZIAN SCARASCIA
General Secretary
Comitato Nazionale Italiano ICID
Rome

INTERNATIONAL COMMITTEE FOR ANIMAL RECORDING
COMITÉ INTERNATIONAL POUR LE CONTRÔLE DES PERFORMANCES EN
ÉLEVAGE

Juhani MÄKI-HAKKONEN
Technical Advisor
Paris

INTERNATIONAL COOPERATIVE ALLIANCE
ALLIANCE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE
ALIANZA COOPERATIVA INTERNACIONAL

Ms Gianna PERRA
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Stefania MARCONE
Permanent Representative to FAO
Rome

INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN
CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES
CONSEJO INTERNACIONAL DE MUJERES

Ms Lydie ROSSINI VAN HISSENHOVEN
Permanent Representative to FAO
Rome

INTERNATIONAL FEDERATION FOR HOME ECONOMICS
FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR L'ÉCONOMIE FAMILIALE
FEDERACIÓN INTERNACIONAL PARA LA ECONOMÍA FAMILIAR

Ms Francesca RONCHI PROJA
Permanent Representative to FAO
Rome

INTERNATIONAL FEDERATION OF AGRICULTURAL PRODUCERS
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PRODUCTEURS AGRICOLES
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE PRODUCTORES AGRÍCOLAS

Jack WILKINSON
President
Paris

Nils FARNERT
Advisor
Paris

INTERNATIONAL FEDERATION OF BUSINESS AND PROFESSIONAL WOMEN
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES FEMMES DE CARRIÈRES LIBÉRALES ET
COMMERCIALES
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE MUJERES DE NEGOCIOS Y PROFESIONALES

Mrs Maria Laura ORONZO
Permanent Representative to FAO
Rome

INTERNATIONAL FEDERATION OF ORGANIC AGRICULTURE MOVEMENTS
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS D'AGRICULTURE
BIOLOGIQUE
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE LOS MOVIMIENTOS DE AGRICULTURA
BIOLÓGICA

Ms Angela CAUDLE
Executive Director
Germany

Mrs Cristina GRANDI
IFOAM Liaison Officer to FAO and IFAD
Rome

Demeteris HALE
Intern
Rome

INTERNATIONAL FEDERATION OF WOMEN IN LEGAL CAREERS
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES FEMMES DES CARRIÈRES JURIDIQUES
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE MUJERES JURISTAS

Ms Antonietta CESCUT
Permanent Representative to FAO
Rome

INTERNATIONAL PLANNING COMMITTEE FOR FOOD SOVEREIGNTY
COMITÉ INTERNATIONAL DE PLANIFICATION DES ONG/OSC POUR LA
SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE
COMITÉ INTERNACIONAL DE PLANIFICACIÓN DE LAS ONG/OSC PARA LA
SOBERANÍA ALIMENTARIA

Ms Aksel NAERSTAD
Development Fund

Ms Kristin ULSRUD
Development Fund

Ms Nina ROSE
Development Fund

Ms Ana TINNIRELLO
FOCSIV

Antonio ONORATI
IPC Secretariat

Ms Beatriz GASCO
IPC Secretariat

Daniel VAN DER STEEN
Belgium

George DIXON FERNANDEZ
Belgium

Ms Nora MCKEON
Italy

Massimo PIERI
Rome

Ms Valentina JAPPELLI
Rome

ROTARY INTERNATIONAL

Marco RANDONE
Permanent Representative to FAO
Rome

Antonio LICO
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

SOROPTIMIST INTERNATIONAL ASSOCIATION SOROPTIMISTE INTERNATIONALE ASOCIACIÓN INTERNACIONAL SOROPTIMISTA

Ms Else LARSEN
Permanent Representative to FAO
Rome

THE FEDERATION FOR ASSOCIATIONS- INTERNATIONAL HUMANA PEOPLE TO PEOPLE MOVEMENT

Ms Ulla Carina BOLIN
President
Humana People to People Italia ONLUS
Pogliano Milanese, Italy

Ms Marie LICHTENBERG
Director of International Partnerships
Geneva

WOMEN'S INTERNATIONAL LEAGUE FOR PEACE AND FREEDOM

Ms Bruna MAGNANI LOMAZZI
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Annalisa MILANI
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Anita FISICARO
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Sara BORRILLO
Naples

**WORLD ASSOCIATION FOR ANIMAL PRODUCTION
ASSOCIATION MONDIALE DE ZOOTECHNIE
ASOCIACIÓN MUNDIAL PARA LA PRODUCCIÓN ANIMAL**

Milan ZJALIC
Consultant
Rome

**WORLD CONFERENCE OF RELIGIONS FOR PEACE
CONFÉRENCE MONDIALE DES RÉLIGIONS POUR LA PAIX
CONFERENCIA MUNDIAL DE RELIGIONES POR LA PAZ**

Armando BERNARDINI
Permanent Representative to FAO
Rome

Mrs Adalberta BERNARDINI
Permanent Representative to FAO
Rome

**WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS
FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE
FEDERACIÓN SINDICAL MUNDIAL**

Vincenzo BELLINI
Rome

WORLD ORGANIZATION OF THE SCOUT MOVEMENT

Ms Maria GILLI
Permanent Representative to FAO
Rome

WORLD UNION OF CATHOLIC WOMEN'S ORGANIZATIONS
UNION MONDIALE DES ORGANISATIONS FÉMININES CATHOLIQUES
UNIÓN MUNDIAL DE LAS ORGANIZACIONES FEMENINAS CATÓLICAS

Mrs Maria Teresa VACCARI
Permanent Representative to FAO
Rome

ANNEXE C

LISTE DES DOCUMENTS

C 2007/1	Ordre du jour provisoire
C 2007/2	Examen de la situation de l'alimentation et de l'agriculture
C 2007/3	Programme de travail et budget 2008-2009
C 2007/4	Rapport d'évaluation du programme 2007
C 2007/5 A	Comptes vérifiés 2004-2005
C 2007/5 B	Comptes vérifiés 2004-2005: Rapport du Commissaire aux comptes
C 2007/6	Nomination des représentants de la Conférence de la FAO au Comité de la Caisse des pensions du personnel
C 2007/7 A.1-Corr.1	Rapport de l'Évaluation externe indépendante de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
C 2007/7 A.1-Rev.1	Rapport de l'Évaluation externe indépendante de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
C 2007/7 A.2	Rapport de l'Évaluation externe indépendante de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – Annexes 2-4
C 2007/7 B	Rapport de l'Évaluation externe indépendante de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture – Réponse de principe de la Direction
C 2007/8	Rapport sur l'exécution du programme 2004-2005
C 2007/9	Nomination du Président indépendant du Conseil
C 2007/10	Demandes d'admission à la qualité de Membre et de Membre associé de l'Organisation
C 2007/11	Élection des membres du Conseil
C 2007/12-Rev.1	Organisation de la trente-quatrième session de la Conférence
C 2007/12-Rev.1 Corr.1 (chinois seulement)	Organisation de la trente-quatrième session de la Conférence

C 2007/13	Admission de représentants et d'observateurs d'organisations internationales à la session
C 2007/14	Année internationale de la pomme de terre – 2008
C 2007/15	Année internationale des fibres naturelles – 2009
C 2007/16	Rapport intérimaire sur la mise en œuvre du Plan d'action de la FAO - Parité hommes-femmes et développement
C 2007/17	Rapport intérimaire sur l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
C 2007/18	Adoption du russe en tant que langue de l'Organisation (amendement de l'Article XXII de l'Acte constitutif et de l'Article XLVII du Règlement général de l'Organisation) (Projets de résolutions)
C 2007/19	Plan d'action de la FAO - Parité hommes-femmes et développement (2008-2013)

Série C 2007/INF

C 2007/INF/1	Rapport de la réunion informelle d'observateurs d'organisations internationales non gouvernementales (OING)
C 2007/INF/2	Liste provisoire des délégués et observateurs
C 2007/INF/3	Liste provisoire des documents
C 2007/INF/4	Déclaration des compétences et droits de vote soumise par la Communauté européenne et ses États membres
C 2007/INF/5	Déclaration du Directeur général
C 2007/INF/6	Remise des prix B.R. Sen
C 2007/INF/7	Remise du prix A.H. Boerma
C 2007/INF/8	Remise du prix Édouard Saouma
C 2007/INF/9	Conférence McDougall
C 2007/INF/10	Rapport annuel du Conseil d'administration du PAM au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO sur ses activités en 2005
C 2007/INF/11	Situation en ce qui concerne les contributions
C 2007/INF/12	Application des recommandations des Conférences régionales de 2006
C 2007/INF/13	Demande d'admission à la qualité de membre des Comités du Conseil à composition non limitée

C 2007/INF/14	Rapport annuel du Conseil d'administration du PAM au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO sur ses activités en 2006
C 2007/INF/15	Traité multilatéraux dont le Directeur général est dépositaire
C 2007/INF/16	Le rôle de l'aquaculture dans le développement durable
C 2007/INF/17	Forêts et énergie
C 2007/INF/18	Le financement de l'agriculture: enjeux, contraintes et perspectives
C 2007/INF/19	Qualité et sécurité sanitaire des aliments
C 2007/INF/20	L'aide au commerce dans le domaine de l'agriculture
C 2007/INF/21	Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR) – Conclusions et suite donnée
C 2007/INF/22	Conférences de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et les défis mondiaux
C 2007/INF/23	Rapports de la Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques (Interlaken (Suisse), 3-7 septembre 2007) et de la onzième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Rome, 11-15 juin 2007)

Série C 2007/LIM

C 2007/LIM/1	Rationalisation des règles d'adhésion aux Comités à composition non limitée du Conseil de la FAO (Projet de résolution) (extrait du document CL 131/REP)
C 2007/LIM/2	Rapport sur l'exécution du programme 2004-2005 (extrait du document CL 131/REP)
C 2007/LIM/3	Comptes vérifiés 2004-2005 (Projet de résolution) (extrait du document CL 131/REP)
C 2007/LIM/4	Désignation de la Commission de vérification des pouvoirs et du Comité des résolutions (extrait du document CL 132/REP)
C 2007/LIM/5	Barème des contributions 2008-2009 (Projet de résolution)
C 2007/LIM/5-Corr.1	Barème des contributions 2008-2009 (Projet de résolution)
C 2007/LIM/6	Médaille Margarita Lizárraga (extrait du document CL 132/REP)
C 2007/LIM/7	Programme de travail et budget 2008-2009 (extrait du document CL 133/REP)
C 2007/LIM/8	Préparatifs de la trente-quatrième session de la Conférence de la FAO (extrait du document CL 133/REP)

C 2007/LIM/9	Premier rapport du Bureau
C 2007/LIM/10	Premier rapport intérimaire de la Commission de vérification des pouvoirs
C 2007/LIM/11	Premier rapport du Comité des résolutions
C 2007/LIM/12	Rapport du Président indépendant au Conseil sur les recommandations des Amis du Président quant au suivi de l'EEI
C 2007/LIM/13	Rapports de la Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques (Interlaken (Suisse), 3-7 septembre 2007) et de la onzième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Rome, 11-15 juin 2007)
C 2007/LIM/14	Programme de travail et budget (PTB) 2008-09
C 2007/LIM/15	Paragraphe supplémentaire à insérer dans le projet de résolution sur le suivi de l'Évaluation externe indépendante, tel que proposé par le Président indépendant du Conseil
C 2007/LIM/16	Amendements aux Règles générales du PAM (extrait du document CL 132/REP)
C 2007/LIM/17	Deuxième rapport du Bureau
C 2007/LIM/18	Troisième rapport du Bureau
C 2007/LIM/19	Rapport à la Conférence du Président indépendant du Conseil sur le suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO (EEI)
C 2007/LIM/20	Quatrième rapport du Bureau
C 2007/LIM/21	Deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs
C2007/LIM/21-Rev.1	Deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs
C 2007/LIM/22	Cinquième rapport du Bureau

Série C 2007/REP

C 2007/REP/1 à	Projet de rapport de la Conférence
C 2007/REP/5	
et	
C 2007/REP/15 à	
C2007REP/25.9	
C 200/I/REP/6 à	Projet de rapport de la Commission I

C 2007/I/REP/10

C 2007/II/REP/11 à Projet de rapport de la Commission II

C 2007/II/REP/14

Série C 2007/PV

C 2007/PV/1 à Comptes rendus de la plénière

C 2007/PV/11

C 2007/I/PV/1 à Comptes rendus de la Commission I

C 2007/I/PV/3

C 2007/II/PV/1 à Comptes rendus de la Commission II

C 2007/II/PV/4

Série C 2007/DJ

C 2007/DJ/1 à Journal de la Conférence

C 2007/DJ/7

ANNEXE D

RAPPORT DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL DE HAUT NIVEAU SUR LE RÔLE DE L'AQUACULTURE DANS LE DÉVELOPPEMENT RURAL**LUNDI 19 NOVEMBRE 2007**

L'Événement de haut niveau sur l'aquaculture dans le développement durable s'est tenu le 19 novembre 2007. Soixante-neuf délégations des Membres de la FAO, dont 23 conduites par des Ministres, ont participé à l'Événement spécial.

Le Directeur général a prononcé une allocution de bienvenue. Il a souligné l'importance de l'aquaculture et les défis à relever pour assurer la durabilité de ce secteur.

Son Excellence Mahinda Rajapaksa, Président de la République démocratique socialiste de Sri Lanka, n'a pas pu participer à la réunion. Une vidéo contenant son discours d'ouverture a été projetée. Le Président a reconnu l'importance du secteur et a remercié la FAO d'en avoir fait un thème de discussion à un niveau élevé, mais il a aussi fait plusieurs recommandations et observations visant à faire de l'aquaculture un secteur hautement prioritaire pour le développement économique et social mondial, ainsi que parmi les activités confiées à la FAO.

La réunion a été présidée par Son Excellence Helga Pedersen, Ministre des pêches et des affaires côtières de la Norvège, et Son Excellence Amin Ahmed Mohamed Othman Abbaza, Ministre de l'agriculture et de la bonification des sols de l'Égypte.

M. Ichiro Nomura, Sous-Directeur général chargé du Département des pêches et de l'aquaculture, a présenté, en guise d'introduction, les points marquants du Document C 2007/INF/16 intitulé "Le rôle de l'aquaculture dans le développement durable".

Les débats ont été ouverts et 12 ministres et 14 délégués ont pris la parole.

Les Membres ont remercié la FAO pour avoir reconnu l'importance de l'aquaculture et avoir organisé un événement spécial sur ce thème. Toutes les interventions ont souligné l'importance du secteur et ont expliqué comment les politiques et les plans nationaux avaient été élaborés et mis en œuvre à l'appui du développement de l'aquaculture.

Les participants ont estimé qu'il était impératif d'assurer une production durable de l'aquaculture tout en réduisant ses retombées négatives sur le plan social et environnemental, même s'il faut bien reconnaître que les effets négatifs de l'aquaculture sur l'environnement ont déjà été fortement réduits grâce à la participation continue des parties prenantes.

Les participants ont reconnu que les petites exploitations aquacoles éprouvaient des difficultés à produire pour l'exportation en raison d'exigences commerciales strictes. Il était donc à la fois important et urgent de donner à ces petites exploitations aquacoles les moyens de devenir compétitifs dans les échanges mondiaux; et il s'agissait peut-être là d'une responsabilité sociale importante des institutions.

Les participants ont reconnu l'importance de l'aquaculture en tant que secteur de production vivrière, au moment où la production des pêches de capture baissait. Il était essentiel de mieux gérer le secteur pour en maximiser la contribution au bien-être social, aux économies nationales et aux échanges internationaux.

Compte tenu de la croissance rapide de l'aquaculture par rapport à d'autres secteurs vivriers, on a souligné l'importance et la nécessité de mettre en place des politiques rationnelles porteuses, ainsi qu'un environnement réglementaire institutionnel et économique sain, dans lesquels des investissements massifs du secteur privé auraient leur place, pour garantir la durabilité du secteur.

Les participants ont reconnu que les gouvernements devaient absolument s'engager à fournir un appui approprié à l'aquaculture pour favoriser la croissance. Ces engagements devraient prendre la forme d'une articulation claire des politiques, plans, cadres réglementaires et stratégies, de la disponibilité de financements adéquats pour leur mise en œuvre et de mesures encourageant l'investissement.

Il a été souligné qu'il était de toute évidence nécessaire de consentir des efforts concertés afin d'encourager le développement de l'aquaculture en Afrique, dans le cadre du programme d'ensemble de développement de la région. Le Programme spécial de la FAO pour le développement de l'aquaculture en Afrique a été pris comme exemple de plate-forme de collaboration.

Les participants ont reconnu que la coopération institutionnelle et régionale était importante pour assurer le transfert de technologies, le partage des données d'expérience, l'amélioration de la production et le traitement des questions transfrontières. Il a également été reconnu que la recherche, la formation, le renforcement des capacités et la vulgarisation étaient des domaines fondamentaux pour le développement durable de l'aquaculture.

Les participants ont recommandé que les changements climatiques et leurs effets potentiels sur l'aquaculture fassent l'objet de nouvelles études et recherches pour permettre les adaptations nécessaires sur la base des connaissances acquises et ils ont lancé un appel vibrant à la FAO pour qu'elle alloue des ressources accrues à l'aquaculture. Il a été reconnu que le renforcement de l'assistance de la FAO aux Membres ainsi que ses travaux normatifs étaient des éléments nécessaires à la maximisation du potentiel de l'aquaculture.

ANNEXE E

**RAPPORT DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL DE HAUT NIVEAU SUR
LES FORÊTS ET L'ÉNERGIE
MARDI 20 NOVEMBRE 2007**

L'Événement spécial de haut niveau sur les forêts et l'énergie s'est tenu le 20 novembre 2007. Son Excellence Pedro Verona Rodrigues Pires, Président de la République du Cap-Vert, a prononcé le discours principal après l'allocution d'ouverture du Directeur général. La session était présidée par Son Excellence Henri Djombo, Ministre des forêts de la République du Congo et Son Excellence Martins Roze, Ministre de l'agriculture de la République de Lettonie.

Deux cent soixante-quinze participants provenant d'environ 90 États Membres de la FAO assistaient à cet événement. Les principales questions ont été soulevées par les 24 délégations – dont certaines conduites par un ministre – qui ont pris la parole. Les participants ont reconnu que:

1. la bioénergie était devenue une question stratégique à l'échelle planétaire qui affectait de plus en plus la situation économique, sociale et environnementale; elle avait le potentiel voulu pour réduire les effets des changements climatiques;
2. le bois était le principal biocombustible et représentait une solution de remplacement efficiente aux combustibles fossiles, sur le plan économique et environnemental;
3. il y avait un manque d'information sur le bois utilisé comme combustible, notamment dans les pays en développement, ce qui entravait la prise de décisions nationale sur l'utilisation durable de cette ressource et empêchait de tirer profit des possibilités d'atténuation des changements climatiques qu'il présentait, et d'améliorer la gamme des sources d'énergie disponibles;
4. compte tenu de la croissance de la population et de l'allocation croissante des terres pour la production d'énergie, il convenait d'examiner soigneusement les arbitrages à faire entre les utilisations forestières, énergétiques et agricoles des terres;

Pour relever les défis du présent et de l'avenir, il fallait:

1. aider les Membres de la FAO à élaborer et intégrer des stratégies bioénergétiques dans leurs programmes et plans forestiers nationaux, moyennant le renforcement des capacités;
2. renforcer les capacités des Membres de la FAO à exploiter des sources d'énergie renouvelables telles que l'hydroénergie, l'énergie solaire et le biogaz;
3. accroître l'efficience énergétique de la combustion du bois au niveau des ménages et sur le plan industriel;
4. mieux utiliser le bois après son usage principal;
5. envisager l'utilité du bois pour d'autres utilisations finales avant de l'utiliser pour la production d'énergie;
6. établir des stratégies de dendroénergie sur la base de concepts de gestion durable des forêts;

7. aborder la bioénergie comme une question intersectorielle et intégrer la question énergétique dans les politiques forestières, agricoles et autres politiques sur l'occupation des sols;
8. coordonner les stratégies sur la bioénergie avec les politiques de réduction et d'éradication de la pauvreté;
9. diffuser efficacement les conclusions de la recherche-développement, les technologies et le savoir-faire pour une utilisation efficiente et saine de l'énergie;
10. éviter que la promotion de la bioénergie ne se traduise par des distorsions sur le marché;
11. concevoir des systèmes de contrôle continu pour la production de biocarburants afin d'éviter les effets négatifs sur l'environnement et d'assurer le bien-être des communautés locales;
12. étudier soigneusement les effets sur la sécurité alimentaire et les effets négatifs sur d'autres secteurs lors de la conception et de la mise en oeuvre de mesures encourageant la production de biocarburants.

ANNEXE F

RAPPORT DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL DE HAUT NIVEAU SUR LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE**MARDI 20 NOVEMBRE 2007**

L'Événement spécial de haut niveau sur le financement de l'agriculture s'est tenu le 20 novembre 2007. Plus de 200 délégués ont participé à cet Événement, y compris des Ministres. La réunion a été présidée par son Excellence Einar Kristinn Guofinnsson, Ministre de l'agriculture et des pêches de l'Islande. Les Représentants de 13 délégations ont fait des interventions.

Le Directeur général a prononcé une allocution de bienvenue. Il a rappelé la baisse regrettable des financements consacrés à l'agriculture au cours des dix dernières années, même si l'aide publique au développement avait dans son ensemble fortement augmenté et il a rappelé que l'insuffisance des investissements dans l'agriculture était l'une des principales contraintes pesant sur l'accroissement de la production agricole. Le Directeur général a présenté des chiffres montrant la baisse des crédits ouverts à l'agriculture par les principales institutions internationales de financement et appelé l'attention sur le fait que les investissements extérieurs directs avaient très fortement augmenté dans les pays en développement au cours des 20 dernières années, mais que la part de ces investissements consacrés à l'agriculture était moins de 1 pour cent. Il a également souligné que les agriculteurs eux-mêmes étaient les principaux investisseurs dans ce secteur, avec un montant de 18,6 milliards de dollars EU investis en 2003.

M. Tesfai Tecle, Directeur général adjoint chargé du Département de la coopération technique, a présenté la question ainsi que le premier orateur invité.

Son Excellence Rupiah Banda, Vice-Président de la République de Zambie, a prononcé le premier discours au nom du Président de la République de Zambie, Son Excellence Patrick Levy Mwanawasa. Le Vice-Président a souligné les contraintes pesant sur le financement de l'agriculture en Zambie, notamment les difficultés rencontrées par les institutions locales de financement et il a également énuméré certaines des priorités du Gouvernement dans ce secteur, y compris l'appui à la commercialisation des engrains et des cultures. Il a déclaré que la Zambie avait augmenté la part du budget national alloué à l'agriculture, pour la porter à 8,5 pour cent et qu'elle s'efforcerait d'atteindre l'objectif de 10 pour cent fixé dans la Déclaration de Maputo. Il a souligné l'importance des investissements dans l'agriculture africaine, étant donné que ce secteur assurait les moyens d'existence de la majorité de la population. Le Vice-Président a également mentionné l'importance des initiatives du secteur privé ainsi que les possibilités de partenariat entre secteurs public et privé en agriculture.

M. Jerzy Bogdan Plewa, Directeur général adjoint de la Commission européenne (Direction générale pour l'agriculture et le développement rural) a prononcé le deuxième discours. Il a passé en revue les différentes méthodes de financement utilisées par l'Union européenne et a souligné que l'agriculture recevrait une attention accrue dans le cadre du dixième Fonds de développement européen, avec 3 milliards d'euros alloués à ce secteur et une attention particulière pour l'Afrique. Il a également signalé que l'amélioration de l'efficacité de l'aide et la coordination des donateurs dans le

cadre de mécanismes comme la Plate-forme mondiale des donateurs pour le développement rural étaient au premier plan des préoccupations politiques de l'Union européenne.

Le troisième discours a été prononcé par M. Akinwumi Adesina, Vice-Président de l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique. Se référant au rapport de la Banque mondiale de 2008 sur le développement dans le monde, récemment paru, qui était axé sur l'agriculture, il a appelé à identifier des mécanismes novateurs de financement, notamment pour l'Afrique. À cet égard, il a donné des exemples des effets bénéfiques que des subventions bien pensées pourraient avoir sur la production agricole. M. Adesina a souligné comment l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique, présidée par l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, visait à catalyser une révolution verte sur le continent avec l'appui de la Fondation Rockefeller et de la Fondation Bill et Melinda Gates. Il a également mentionné l'engagement politique renouvelé en faveur d'une relance de l'agriculture sur le continent, telle que reflétée dans la Déclaration de Maputo et l'appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et son Plan détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA).

Les Membres ont remercié la FAO d'avoir reconnu l'importance du financement de l'agriculture et d'avoir organisé cet événement. Les interventions ont souligné l'importance du secteur agricole et la nécessité d'obtenir de toute urgence des financements accrus venant à la fois de sources internes et externes. Les participants ont également souligné qu'il convenait d'investir dans l'agriculture pour réaliser le premier Objectif du Millénaire pour le développement.

Plusieurs délégués ont souligné la question des subventions destinées à stimuler la production agricole et ont souligné les effets positifs qu'elles pouvaient avoir. Il a été fait allusion au niveau élevé des subventions en faveur du secteur agricole de nombreux pays développés. Les participants ont reconnu que les Ministres des finances avaient un rôle important à jouer dans l'allocation des ressources destinées à l'investissement public dans le secteur agricole. Les montants dégagés grâce aux mesures de réduction de la dette avaient été alloués principalement aux secteurs sociaux plutôt qu'à l'agriculture.

Plusieurs délégués ont déclaré vouloir examiner les modalités d'accès aux ressources de l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique et ont demandé un appui. D'aucuns ont également souligné la nécessité de tenir compte des effets d'une intensification rapide de l'agriculture sur l'environnement.

On s'est également référé au coût des financements pour les agriculteurs eux-mêmes, qui devait rester limité, en ajoutant qu'il fallait améliorer l'accessibilité et la fiabilité des prêts.

ANNEXE G

**RAPPORT DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL DE HAUT NIVEAU SUR LA
QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS**
MERCREDI 21 NOVEMBRE 2007

L'Événement spécial de haut niveau sur la qualité et la sécurité sanitaire des aliments s'est tenu le 21 novembre 2007. Les délégations de 57 pays, comprenant cinq Ministres et trois OING, ont participé à cet Événement.

Dans son allocution d'ouverture, le Directeur général a souligné la nature changeante de la production et de la consommation alimentaires, la sensibilisation accrue du public à l'égard de question de sécurité sanitaire et de qualité des aliments et la nécessité pour les pays de continuer à améliorer leurs systèmes de contrôle des aliments. Il a mentionné les travaux réalisés par la FAO dans le domaine de la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, dans le cadre de la Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius, les travaux des organes et consultations d'experts fournissant des avis scientifiques indépendants et les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités destinées à appuyer les efforts déployés par les pays en développement dans ce domaine.

Dans son discours, son Excellence Obiang Nguema Mbasogo, Président de la Guinée équatoriale, a souligné l'importance de la sécurité sanitaire des aliments pour les pays en développement en précisant qu'il fallait également parler de la disponibilité limitée d'aliments en plus de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments. Il a souligné l'impact des changements climatiques sur la production vivrière et les effets de l'urbanisation croissante sur les modes de distribution et de consommation d'aliments. Il a invité les pays industrialisés à accroître leur assistance aux pays en développement afin d'améliorer la production vivrière et les techniques de transformation et d'autres types d'appui technique.

L'événement était présidé par Son Excellence Ahmed El-Hawshabi, Ministre de l'agriculture et de l'irrigation du Yémen, qui a souligné les initiatives prises par son pays afin de renforcer la sécurité sanitaire des aliments, notamment moyennant le renforcement des capacités, un meilleur accès à l'information, la formation, et la participation des consommateurs au processus de prise de décisions sur la sécurité sanitaire des aliments. Il a souligné que les pays en développement devaient améliorer la sécurité sanitaire des aliments pour accéder aux marchés d'exportation et accroître ainsi leurs recettes nationales.

Mr. Stuart Slorach, ex-Président de la Commission du Codex Alimentarius, a passé en revue certains des défis émergents que les États Membres de la FAO doivent relever en matière de sécurité sanitaire des aliments, y compris le changement du cadre général de la sécurité sanitaire des aliments, les nouveaux dangers chimiques, les nanotechnologies et la résistance aux antimicrobiens. Il a souligné qu'il fallait renforcer la coopération internationale pour évaluer les risques émergents en matière de sécurité sanitaire des aliments ainsi que la coopération entre le Codex, l'OIE et la CIPV. Il a également souligné la nécessité de renforcer l'appui aux pays en développement afin d'accélérer la mise en place de leurs propres systèmes de sécurité sanitaire des aliments, dans l'intérêt de tous.

Le document d'information intitulé "Réduire le décalage entre les politiques de sécurité sanitaire des aliments et leur mise en œuvre" a été présenté par M. José M. Sumpsi, Sous-Directeur général chargé du Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs, qui a noté l'attention croissante accordée à la sécurité sanitaire des aliments à l'échelle mondiale. Il a souligné que l'amélioration de la sécurité sanitaire était un objectif fondamental au niveau des politiques mais qu'il était bien difficile de mettre ces politiques en pratique. Des exemples de tendances récentes qui compliquent les défis à relever ont été donnés et on a évoqué les expériences acquises en matière d'application des règles de sécurité sanitaire des aliments dans plusieurs pays et sous-secteurs. Les principaux décalages au niveau de la mise en œuvre ont été présentés et des recommandations destinées à y remédier ont été avancées.

Les délégués ont salué le document préparé par le Secrétariat et remercié la FAO d'avoir permis d'examiner cette question; ils se sont également félicités des travaux réalisés par la FAO dans le domaine du renforcement des capacités et des activités normatives portant sur la sécurité sanitaire des aliments. Un délégué a noté que nombreux membres du Codex éprouvaient des difficultés à participer à toutes les réunions du Codex et a souligné la nécessité de renforcer la participation de tous les membres du Codex, notamment des pays en développement. Il a en outre proposé d'améliorer la composition géographique des Comités du Codex afin de s'attaquer à ce problème. Plusieurs délégations ont souligné la nécessité de poursuivre le renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments ainsi que de renforcer le fonds fiduciaire du Codex pour encourager une meilleure participation des pays en développement à l'ensemble du processus normatif. On a également souligné que la FAO et l'OMS devaient continuer à réaliser des évaluations des risques pour la sécurité sanitaire des aliments au niveau international car les pays en développement avaient rarement les ressources voulues pour réaliser de telles évaluations de manière autonome. On a souligné que les experts des pays en développement devaient absolument participer à ces évaluations du risque et que les pays en développement devaient fournir des données pour ces activités, afin que les évaluations reflètent bien les conditions en vigueur dans les pays en développement.

Plusieurs délégations ont évoqué les activités en cours dans leur pays pour améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, notamment celles intéressant la FAO. Plusieurs autres pays ont demandé spécifiquement une assistance de la FAO pour le renforcement des institutions et des capacités dans ce domaine. On a également souligné la nécessité de renforcer la capacité en matière de sécurité sanitaire des aliments aux niveaux régional et sous-régional.

Certains délégués ont mentionné l'importance croissante et le nombre de normes privées dans le commerce des produits alimentaires. Il a été noté que de nombreux importateurs de produits alimentaires appliquaient des normes beaucoup plus strictes que les normes du Codex convenues sur le plan international, et que les producteurs des pays en développement avaient donc les plus grandes difficultés à accéder à ces marchés. On a également noté la nécessité de poursuivre et d'intensifier la collaboration entre la FAO, l'OMS, l'OIE, le BIT et l'ONUDI pour les travaux sur les normes relatives au commerce des produits alimentaires.

Les participants ont été informés des travaux réalisés par le Codex dans le domaine des aliments dérivés des biotechnologies modernes, y compris des directives adoptées sur la conduite de l'évaluation de la sécurité sanitaire de ces aliments en 2003; il a été précisé que la FAO mettait actuellement en place une base de données pour permettre l'accès à l'information sur ces évaluations de la sécurité sanitaire réalisées au niveau national.

Les participants ont été informés du fait que toutes les recommandations de l'Évaluation conjointe de 2002 du Codex et des travaux normatifs de la FAO et de l'OMS su les aliments avaient été pour la plupart mises en œuvre et que l'examen de la structure par comités du Codex était actuellement en cours.

Le Secrétariat de la FAO a fait noter que les demandes d'assistance technique adressées à la FAO augmentaient et que la FAO devait également intensifier cette assistance. On a également souligné l'importance croissante du programme sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments au sein de la FAO. Le Secrétariat a fait remarquer que les pays pouvaient demander une assistance technique à la FAO par le truchement du Programme de coopération technique ou directement en demandant un appui aux organismes donateurs dans leur pays. Il a été noté que ces projets pourraient être préparés et réalisés avec l'aide d'avis techniques de la FAO par l'intermédiaire d'autres agences de financement comme le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce. On a souligné à quel point il importait d'associer le secteur privé à l'amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments.

ANNEXE H

**RAPPORT DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL DE HAUT NIVEAU SUR
L'AIDE AU COMMERCE ET À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE****MERCREDI 21 NOVEMBRE 2007**

L'événement spécial de haut niveau sur l'aide au commerce et à la sécurité alimentaire s'est tenu le 1er novembre 2007. Son Excellence, Bingu Wa Mutharika, Président du Malawi, a prononcé le discours principal après l'allocution d'ouverture du Directeur général. La session était coprésidée par Son Excellence Ernest Akobour Debrah, Ministre de l'alimentation et de l'agriculture du Ghana et de Son Excellence Robert Montgomery Persaud, Ministre de l'agriculture du Guyana.

De nombreux participants, représentant plusieurs États Membres de la FAO, ont participé à cet événement. Huit délégations, y compris sept ministres, ont fait des interventions.

Les participants ont reconnu les faits suivants:

Il s'agissait d'un colloque important car l'aide au commerce était une nouvelle initiative qui devait faire l'objet d'une discussion et d'une planification attentives afin de faire avancer le processus. Cet événement spécial était organisé également bien à propos, puisque le premier examen mondial de l'initiative d'aide au commerce s'était tenu au cours de la même semaine à Genève.

La libéralisation des échanges peut produire des gains potentiels au niveau des revenus et du bien-être. Selon des analyses empiriques, les gains totaux qui pourraient découler d'une libéralisation totale des échanges, à l'échelle planétaire, seraient de l'ordre de 100 à 300 milliards de dollars EU par an, dont 64 pour cent proviendraient d'une libéralisation des échanges des produits agricoles. Environ 30 pour cent de ces gains iraient aux pays en développement.

De nombreux pays en développement, et surtout les pays les moins avancés, n'étaient pas en mesure de tirer effectivement profit de ces gains en raison d'un manque de capacité au niveau de l'offre, ainsi que d'autres contraintes; l'initiative d'aide au commerce avait donc un rôle essentiel à jouer.

Pour la grande majorité des pays en développement, l'agriculture et le secteur rural étaient des éléments clés de la croissance économique et de la réduction de la faim et ils devaient donc être une composante fondamentale de l'initiative d'aide au commerce.

Compte tenu de l'importance du commerce des produits agricoles, la FAO avait un rôle important à jouer dans la mise en oeuvre de cette initiative. La FAO devait attacher une attention prioritaire aux cinq domaines ci-après dans le cadre de la partie de l'initiative portant sur le secteur agricole: transfert et utilisation des technologies; élaboration des politiques pour les infrastructures rurales; stratégies de maîtrise de l'eau; normes techniques de produits; négociations commerciales et analyse des politiques commerciales.

Le défi qui se pose actuellement est de donner effet à cette promesse, c'est-à-dire mettre en oeuvre le programme sans délai et de manière socialement responsable, compte tenu de considérations de parité hommes-femmes.

ANNEXE I

BARÈME DES CONTRIBUTIONS 2008-2009
(le barème 2006-2007 est indiqué à des fins de comparaison)

État Membre	Barème proposé	Barème
	2008-9	2006-7
	%	%
Afghanistan	0,001	0,002
Afrique du Sud	0,292	0,298
Albanie	0,006	0,005
Algérie	0,086	0,078
Allemagne	8,619	8,835
Andorre	0,008	
Angola	0,003	0,001
Antigua-et-Barbuda	0,002	0,003
Arabie Saoudite	0,752	0,727
Argentine	0,327	0,975
Arménie	0,002	0,002
Australie	1,796	1,624
Autriche	0,891	0,876
Azerbaïdjan	0,005	0,005
Bahamas	0,016	0,013
Bahreïn	0,033	0,031
Bangladesh	0,010	0,010
Barbade	0,009	0,010
Bélarus	0,020	0,018
Belgique	1,108	1,090
Belize	0,001	0,001
Bénin	0,001	0,002
Bhoutan	0,001	0,001
Bolivie	0,006	0,009

¹ Dérivé directement du barème des quotes-parts des Nations Unies en vigueur pour 2007-2009 tel qu'adopté par l'Assemblée générale (Résolution 61/237 du 22 décembre 2006).

¹ Dérivé directement du barème des quotes-parts des Nations Unies en vigueur pour 2004-2006 tel qu'adopté par l'Assemblée générale (Résolution 58/1B du 23 décembre 2003).

État Membre	Barème proposé	Barème
	2008-9	2006-7
	%	%
Bosnie-Herzégovine	0,006	0,003
Botswana	0,014	0,012
Brésil	0,880	1,554
Bulgarie	0,020	0,017
Burkina Faso	0,002	0,002
Burundi	0,001	0,001
Cambodge	0,001	0,002
Cameroun	0,009	0,008
Canada	2,992	2,869
Cap-Vert	0,001	0,001
Chili	0,162	0,228
Chine	2,680	2,094
Chypre	0,044	0,040
Colombie	0,106	0,158
Comores	0,001	0,001
Congo	0,001	0,001
Costa Rica	0,032	0,031
Côte d'Ivoire	0,009	0,010
Croatie	0,050	0,038
Cuba	0,054	0,044
Danemark	0,743	0,732
Djibouti	0,001	0,001
Dominique	0,001	0,001
Égypte	0,089	0,122
El Salvador	0,020	0,023
Émirats arabes unis	0,304	0,240
Équateur	0,021	0,019
Érythrée	0,001	0,001
Espagne	2,983	2,571
Estonie	0,016	0,012
États-Unis d'Amérique	22,000	22,000
Éthiopie	0,003	0,004
Fédération de Russie (la)	1,206	
Fidji	0,003	0,004

État Membre	Barème proposé	Barème
	2008-9	2006-7
	%	%
Finlande	0,567	0,544
France	6,332	6,151
Gabon	0,008	0,009
Gambie	0,001	0,001
Géorgie	0,003	0,003
Ghana	0,004	0,004
Grèce	0,599	0,541
Grenade	0,001	0,001
Guatemala	0,032	0,031
Guinée	0,001	0,003
Guinée Équatoriale	0,002	0,002
Guinée-Bissau	0,001	0,001
Guyana	0,001	0,001
Haïti	0,002	0,003
Honduras	0,005	0,005
Hongrie	0,245	0,129
Îles Cook	0,001	0,001
Îles Marshall	0,001	0,001
Îles Salomon	0,001	0,001
Inde	0,452	0,430
Indonésie	0,162	0,145
Iran, (République islamique d')	0,181	0,160
Iraq	0,015	0,016
Irlande	0,447	0,357
Islande	0,037	0,035
Israël	0,421	0,476
Italie	5,104	4,983
Jamahiriya arabe libyenne	0,062	0,135
Jamaïque	0,010	0,008
Japon	16,706	19,858
Jordanie	0,012	0,011
Kazakhstan	0,029	0,026
Kenya	0,010	0,009
Kirghizistan	0,001	0,001
Kiribati	0,001	0,001

État Membre	Barème proposé		Barème	
	2008-9	%	2006-7	%
Koweït	0,183		0,165	
Lesotho	0,001		0,001	
Lettonie	0,018		0,015	
Liban	0,034		0,025	
Libéria	0,001		0,001	
Lituanie	0,031		0,025	
Luxembourg	0,086		0,079	
Madagascar	0,002		0,003	
Malaisie	0,191		0,207	
Malawi	0,001		0,001	
Maldives	0,001		0,001	
Mali	0,001		0,002	
Malte	0,017		0,014	
Maroc	0,042		0,048	
Maurice	0,011		0,011	
Mauritanie	0,001		0,001	
Mexique	2,268		1,921	
Micronésie (États fédérés de)	0,001		0,001	
Moldova	0,001		0,001	
Monaco	0,003		0,003	
Mongolie	0,001		0,001	
Monténégro	0,001			
Mozambique	0,001		0,001	
Myanmar	0,005		0,010	
Namibie	0,006		0,006	
Nauru	0,001		0,001	
Népal	0,003		0,004	
Nicaragua	0,002		0,001	
Niger	0,001		0,001	
Nigéria	0,048		0,043	
Nioué	0,001		0,001	
Norvège	0,786		0,693	
Nouvelle-Zélande	0,257		0,226	
Ouganda	0,003		0,006	
Ouzbékistan	0,008		0,014	

État Membre	Barème proposé	Barème
	2008-9	2006-7
	%	%
Panama	0,023	0,019
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,002	0,003
Paraguay	0,005	0,012
Pays-Bas	1,882	1,724
Pérou	0,078	0,094
Philippines	0,078	0,097
Pologne	0,504	0,470
Portugal	0,530	0,479
Qatar	0,086	0,065
République Arabe Syrienne	0,016	0,039
République Centrafricaine	0,001	0,001
République de Corée	2,184	1,832
République démocratique du Congo	0,003	0,003
République démocratique populaire lao	0,001	0,001
République Dominicaine	0,024	0,036
République populaire démocratique de Corée	0,007	0,010
République Tchèque	0,282	0,187
Roumanie	0,070	0,061
Royaume-Uni	6,675	6,250
Rwanda	0,001	0,001
Sainte-Lucie	0,001	0,002
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	0,001
Saint-Marin	0,003	0,003
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	0,001
Samoa	0,001	0,001
Sao Tomé-et-Principe	0,001	0,001
Sénégal	0,004	0,005
Serbie	0,021	0,019
Seychelles	0,002	0,002
Sierra Leone	0,001	0,001
Slovaquie	0,063	0,052
Slovénie	0,097	0,084
Somalie	0,001	0,001
Soudan	0,010	0,008
Sri Lanka	0,016	0,017

État Membre	Barème proposé	Barème
	2008-9	2006-7
	%	%
Suède	1,076	1,018
Suisse	1,222	1,221
Suriname	0,001	0,001
Swaziland	0,002	0,002
Tadjikistan	0,001	0,001
Tchad	0,001	0,001
Timor-Leste	0,001	0,001
Togo	0,001	0,001
Tonga	0,001	0,001
Trinité-et-tobago	0,027	0,023
Tunisie	0,031	0,033
Turkménistan	0,006	0,005
Turquie	0,383	0,380
Tuvalu	0,001	0,001
Ukraine	0,045	0,040
Uruguay	0,027	0,049
Vanuatu	0,001	0,001
Venezuela (République bolivarienne du)	0,201	0,174
Viet Nam	0,024	0,021
Yémen	0,007	0,006
Zambie	0,001	0,002
Zimbabwe	0,008	0,007
100,000		100,000

COMITÉ DU PROGRAMME
(novembre 2007 – novembre 2009)

Président	Membres
Royaume-Uni (Vic Heard)	Afghanistan (Abdul Razak Ayazi) Angola (Carlos Alberto Amaral) Argentine (Ms Maria del Carmen Squeff) Australie (Ms Fiona Barlett) Brésil (José Antonio Marcondes Carvalho)

COMITÉ FINANCIER
(novembre 2007 – novembre 2009)

Président	Membres
Égypte (Yasser Sorour)	Allemagne (Eckhard W. Hein) Cameroun (Medi Moungui) Chine (Li Zhengdong) Danemark (Soeren Skafte) Etat-Unis d'Amérique (Lee Brudvig)

COMITÉ DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES
(novembre 2007 – novembre 2009)

Etats-Unis d'Amérique	Lesotho
Chili	Pays-Bas
Gabon	République arabe syrienne
Indonésie	

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM 2008

Mandat expirant le	Élus par le Conseil de la FAO	Élus par le Conseil économique et social
31 décembre 2008	Autriche (D) ¹ Colombie (C) Slovénie (E) Soudan (A) ² Suisse (D) ³ République-Unie de Tanzanie (D) ⁴	Indonésie (B) Japon (D) Mexique (C) Ukraine (E) Royaume-Uni (D) Zimbabwe (A)
31 décembre 2009	Pays-Bas (D) Pakistan (B) Pérou (C) Philippines (B) États-Unis d'Amérique (D) Zambie (A)	Cap-Vert (A) Inde (B) Iran, République islamique d' ⁵ Nouvelle-Zélande (D) ⁵ Fédération de Russie (E) Suède (D)
31 décembre 2010	Canada (D) République démocratique du Congo (A) Allemagne (D) Guinée (A) Haïti (C) Koweït (B)	Australie (D) Burundi (A) Cuba (C) Norvège (D) Soudan (A) Thaïlande (B)

¹ L'Autriche se retire le 31 décembre 2007 et l'Italie la remplace pour le reste de son mandat.

² Siège auparavant occupé par l'Algérie. Le Soudan se retirera le 31 décembre 2007 et l'Algérie le remplacera pour le reste du mandat.

³ La Suisse se retire le 31 décembre 2007 et la Finlande la remplace pour le reste de son mandat.

⁴ Siège pourvu par rotation entre les listes A, B et C comme suit: Liste A (2000-2002), Liste B (2003-2005), Liste A (2006-2008) et Liste C (2009-2011).

⁵ La Nouvelle-Zélande se retire le 31 décembre 2007 et la Belgique la remplace pour le reste de son mandat

MEMBRES DE LA FAO

Afghanistan	Grenade	Panama
Afrique du Sud	Guatemala	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Albanie	Guinée	Paraguay
Algérie	Guinée-Bissau	Pays-Bas
Allemagne	Guinée équatoriale	Pérou
Andorre	Guyana	Philippines
Angola	Haïti	Pologne
Antigua-et-Barbuda	Honduras	Portugal
Arabie saoudite, Royaume d'	Hongrie	Qatar
Argentine	Îles Cook	République arabe syrienne
Arménie	Îles Marshall	République centrafricaine
Australie	Îles Salomon	République de Corée
Autriche	Inde	République dém. pop. Iao
Azerbaïdjan	Indonésie	République dominicaine
Bahamas	Iran, République islamique d'	République pop. dém. de
Bahreïn	Iraq	Corée
Bangladesh	Irlande	République tchèque
Barbade	Islande	République-Unie de Tanzanie
Bélarus	Israël	Roumanie
Belgique	Italie	Royaume-Uni
Belize	Jamahiriya arabe libyenne	Rwanda
Bénin	Jamaïque	Sainte-Lucie
Bhoutan	Japon	Saint-Kitts-et-Nevis
Bolivie	Jordanie	Saint-Marin
Bosnie-Herzégovine	Kazakhstan	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Botswana	Kenya	Samoa
Brésil	Kirghizistan	Sao Tomé-et-Principe
Bulgarie	Kiribati	Sénégal
Burkina Faso	Koweït	Serbie
Burundi	Lesotho	Seychelles
Cambodge	Lettonie	Sierra Leone
Cameroun	L'ex-République yougoslave	Slovaquie
Canada	de Macédoine	Slovénie
Cap-Vert	Liban	Somalie
Chili	Libéria	Soudan
Chine	Lituanie	Sri Lanka
Cypre	Luxembourg	Suède
Colombie	Madagascar	Suisse
Communauté européenne	Malaisie	Suriname
(Organisation Membre)	Malawi	Swaziland
Comores	Maldives	Tadjikistan
Congo, République démocratique du	Mali	Tchad
Congo, République du	Malte	Thaïlande
Costa Rica	Maroc	Timor-Leste
Côte d'Ivoire	Maurice	Togo
Croatie	Mauritanie	Tonga
Cuba	Mexique	Trinité-et-Tobago
Danemark	Micronésie, États fédérés de	Tunisie
Djibouti	Moldova, République de	Turkménistan
Dominique	Monaco	Turquie
Égypte	Mongolie	Tuvalu
El Salvador	Monténégro	Ukraine
Émirats arabes unis	Mozambique	Uruguay
Équateur	Myanmar	Vanuatu
Érythrée	Namibie	Venezuela, (Rép. Bolivarienne du)
Espagne	Nauru	Viet Nam
Estonie	Népal	Yémen
États-Unis d'Amérique	Nicaragua	Zambie
Éthiopie	Niger	Zimbabwe
Fédération de Russie	Nigéria	Îles Féroé
Fidji	Nioué	(Membre associé)
Finlande	Norvège	
France	Nouvelle-Zélande	
Gabon	Oman	
Gambie	Ouganda	
Géorgie	Ouzbékistan	
Ghana	Pakistan	
Grèce	Palaos	

ISBN 978-92-5-205802-1 ISSN 0251-1401



9 789252 058021

TR/M/K0669F/1/09.07/80